

UNIVERSITE DE BAMAKO

Faculté des Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines
Département d'Enseignement et de Recherche des Sciences Sociales
Section : Sociologie – Anthropologie
Option : Anthropologie



Mémoire de Maîtrise

**Peuls et Mobilité dans le cercle de Douentza :
l'espace social et la téléphonie mobile en
question**



Directeur de Mémoire :

D^r Naffet KEITA

Présenté et Soutenu par :

Boukary SANGARE

Date de soutenance : le /.....2010

Année Universitaire 2008-2009

SUJET

Peuls et Mobilité dans le cercle de Douentza :
l'espace social et la téléphonie mobile en question

Faculté des Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines
Département d'Enseignement et de Recherche des Sciences Sociales
Section : Sociologie – Anthropologie
Option : Anthropologie



Mémoire de Maîtrise

**Peuls et Mobilité dans le cercle de Douentza :
l'espace social et la téléphonie mobile en
question**



Directeur de Mémoire :

D^r Naffet KEITA

Présenté et Soutenu par :

Boukary SANGARE

Date de soutenance : le /.....2010

Année Universitaire 2008-2009

Dédicace :

Nous dédions cette œuvre scientifique que nous venons de réaliser à notre cher père défunt, Feu Idrissa dit El Hadj Dembourou SANGARE. Nous regrettons amèrement de ne pas pouvoir partager ce moment si important de notre existence avec lui et nous lui disons ceci : « *baba ! Alla hinnee yaafe ! Aamiina !* » équivalent à (« Papa ! Que ton âme repose en paix par la grâce de Dieu ! Amen ! »).

Remerciements

Nos remerciements à :

Notre chère maman, Kadidiatou SIDIBE, pour ses nombreuses bénédictions ;

Notre oncle, Bareima CISSE, pour avoir eu la gentillesse de nous inscrire à l'école et de nous soutenir durant toutes ces années d'étude ;

Notre cousine parallèle patrilinéaire, Haoussatou SANGARE, pour sa fraternité ;

La Faculté des Lettres, langues, Arts et sciences Humaines (FLASH) et plus particulièrement au Doyen, pour avoir accepté ce programme de recherche dans sa Faculté;

Notre cher professeur, D^r Naffet KEITA, pour la confiance qu'il a porté à notre personne, sa disponibilité totale et sa bonne collaboration pour le succès de ce travail ;

La Fondation WOTRO, Mirjam De BRUIJN et tous les membres séniors (Francis B. Nyamnjoh, Inge Brinkman ...) du programme de recherche sur la téléphonie mobile et les nouvelles formes de mobilité, pour cette opportunité de recherche ;

Tout le personnel enseignant du D.E.R. des Sciences sociales et plus particulièrement celui de la section Sociologie-Anthropologie, pour la connaissance que nous avons acquise d'eux ;

La Coopération Suisse au Mali à travers son bureau de Développement (DDC), pour les modules de formations et du soutien financier que nous a offerts le Programme de Construction de Compétences pour le Développement Local (PCDL) ;

IRPAD/Afrique (Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement) à travers son Directeur exécutif et tout le personnel du PCDL, pour leur appui technique ;

La famille Diarra à Kadiolo, pour leur hospitalité ;

Elsie Natalia Mendoza Rockwell à New York, pour l'amitié qui nous unit ;

Danièle Kintz, anthropologue française, pour ses sages conseils ;

Honorable M^{me} DICKO Fatoumata DICKO, député élue à Douentza, pour son soutien moral ;

Hamidou SOW et famille, technicien à la radio FM Dandé Douwansa à Douentza, pour leur *diatiguiya* ;

Ahmadou Jigooru Diallo, chef de clan des jallube et notre logeur à Serma, pour les bons moments que nous avons passés ensemble ;

Tous les habitants de Douentza, Boni et Serma, pour leur bonne collaboration et leur disponibilité totale pour nos entretiens et interviews ;

Moctar BARRY, réalisateur à Africable, pour notre amitié ;

La famille Coulibaly à Lafiabougou Bougoudani pour leur soutien moral ;

Seydou MAGASSA et Youssouf Ag RISSA, camarades de classe et collaborateurs sur le programme de la téléphonie mobile, pour tout ce qui nous unit depuis le DEUG ;

Que tous nos parents, amis et camarades qui n'ont pas fait l'objet d'une nomination individuelle trouvent ici nos salutations cordiales !

Sigles et abréviations

ADEMA PASJ : Parti Africain pour la Solidarité et la Justice
ANPE : Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi
APEJ : Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
ASC: African Studies Centre
B.I.M. : Banque Internationale du Mali
BDIA-Faso Jigui : Bloc Démocratique pour l'Intégration Afrique
CERSO : Centre d'Études et de Recherche en Sociologie des Organisations
CODESTRIA : Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences sociales en Afrique
DEF : Diplôme d'Etude Fondamentale
FLCD-RPS : Fonds Italie-CILSS de Lutte contre la Désertification pour la Réduction de la Pauvreté au Sahel
FM : Fréquence de Modulation
FLASH: Faculté des Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines
IRPAD-Afrique: Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement
NEF : Near East Foundation
NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication
ODEM : Office de Développement de l'Elevage au Mali
ONG : Organisations Non Gouvernementales
OPAM : Office des Produits Agricoles du Mali
PCDL : Programme de Construction de Compétences pour le Développement Local
PDG : Président Directeur Général
PDSEC : Plan de Développement Economique, Social et Culturel
PSP : Parti socialiste Progressiste
RAC : Réseau Administratif de Communication
RACE : Recensement Administratif A Caractère Electoral
RAVEC : Recensement à Caractère Electoral et Administratif
RCI : République de Côte d'Ivoire
RN 16 : Route Nationale n°16
RPM : Rassemblement Pour le Mali
SAPE : Société des Ambianceurs et des Personnes Elégantes
SIM : Subscriber Identity Module
SMS : short Message Standard
URD : Union pour le République et la Démocratie
VIH/SIDA : Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrôme d'Immunodéficience Acquis
WOTRO : Netherland Foundation for the Advancement of Tropical Research

Sommaire

Introduction.....	1
Première Partie : Cadre théorique et présentation du milieu	16
Chapitre 1 : Cadre théorique et méthodologique	17
Chapitre 2 : Présentation des milieux d'étude	28
Deuxième Partie : acteurs et formes d'appropriation de la téléphonie mobile	32
Chapitre 3 : Marché de la téléphonie mobile dans le cercle de Douentza	33
Chapitre 4 : L'espace Orange à Douentza	47
Troisième Partie : commerce et mobilité identitaire dans la commune du Hayre	53
Chapitre 5 : Appropriation du marché de la téléphonie par les <i>Rimaybe</i>	54
Chapitre 6 : Nouvelles formes de mobilité dans l'espace social des <i>Fulbe</i>	69
Conclusion	104
Références bibliographiques	106

Résumé

Ce présent mémoire traite de la problématique de l'usage de la téléphonie mobile en milieu Peul dans le cercle de Douentza. Les Fulbe du Hayre et plus particulièrement ceux de Serma

vivaient depuis plusieurs années dans un milieu écologiquement marginal, les sécheresses des décennies 1970 et 1980 ont contribué à rendre plus difficile la vie dans le *Hayre Alu Maané*. Cette marginalisation était beaucoup plus liée à l'absence des moyens modernes de communication (téléphone) et de transport (routes goudronnées, transport collectif, motocyclettes, etc.). Les seuls moyens de communication se limitaient aux déplacements à pied, à dos d'âne, de chameau, de cheval et aux lettres - le plus souvent écrites en arabe du fait de la non alphabétisation ou de la non pénétration ou l'appropriation de l'école française, qui du reste est le support de la langue officielle du pays.

L'organisation sociopolitique des *Fulbe* du *Hayre* est structurée autour de trois grands groupes différenciés. Cette organisation favorisait les *Rimbe* (nobles)¹ au détriment des *Rimaybe*. Le pouvoir politique était en quelque sorte l'apanage des *Weheebe* (élites politiques) ; ceux-ci y ont instauré une hégémonie sur toutes les communautés vivant dans le *Hayre* et jouaient le rôle d'intercesseurs auprès de l'administration coloniale ou de l'Etat malien pour asseoir davantage leur autorité. A côté des *Weheebe*, nous avons les *Jallubé* qui détiennent l'essentiel du bétail et ne vivent que dans les campagnes. Quant aux *Rimaybe*, ils sont des dominés assujettis aux groupes sociaux des *Rimbe* et ne connaissaient d'autres activités que l'agriculture. Même avec l'indépendance et l'interdiction de l'esclavage, le phénomène perdure encore dans le *Hayre*.

De nos jours, les rapports entre les couches sociales constitutives de la société perdurent bien que des signes de changement sont perceptibles en termes de mobilité sociale. C'est ainsi que les *Weheebe* ont saisi l'opportunité que constitua l'école républicaine en y inscrivant leurs enfants. La conséquence d'une telle situation a été que ceux-ci furent les premiers à occuper plusieurs postes de responsabilité nationale (ministres, députés, officiers de l'armée, directeurs nationaux, etc.) dans les derniers gouvernements de l'ère démocratique qui advient vers la fin des années 1990. Les *Rimaybe* profitèrent également des bienfaits de l'école républicaine en tant que creuset de l'identité nationale et initiatrice des formes de mobilité sociale. Quant aux *Jallubé*, ils sont les seuls à s'opposer à l'école républicaine en refusant d'y envoyer leurs enfants pensant que « *c'est une action de dénaturalisation et d'acculturation* ».

La politique de démocratisation et de décentralisation initiée par l'Etat malien a fait éclater les lieux de pouvoir et de décision. Ainsi, nombre de *Jallubé* ont pu s'approcher des centres de décisions et mieux négocier l'accès aux ressources pastorales, qui d'ailleurs était suspendu à l'onction des *Weheebe*. Avec la création de nouvelles communes et l'organisation d'élections démocratiques, les rapports entre les couches sociales en ressentirent des contre coups faisant en sorte que le *NDimo* se voit obliger de négocier avec le *Diimaadio* pour être légalement et légitimement élu, vice versa.

En plus de cela, le cercle de Douentza a connu un processus de désenclavement initié par les gouvernants du pays par la construction des routes, la multiplication des moyens de déplacements et tout dernièrement l'arrivée de la téléphonie fixe et mobile. Ces nouvelles formes de mobilité ont été appropriées par toutes les catégories sociales (*Rimbe* et *Rimaybe*).

Les *Jallubé* ont adapté l'usage du mobile à leur mode de vie quotidien, il sert de moyen de liaison entre le berger, qui se trouve dans la brousse avec les animaux et sa famille ou son employeur. La téléphonie mobile leur offre des opportunités de contacts avec leurs parents émigrés et les met davantage en contact avec les sédentaires puisqu'ils sont obligés de passer par ces derniers pour avoir le téléphone, pour la recharge et pour pouvoir communiquer. Donc le téléphone portable contribue au changement progressif du mode de vie des populations nomades. Quant aux *Weheebe*, ce nouvel outil de communication leur permet d'être en contact permanent avec leurs parents fonctionnaires et migrants qui sont dans les grandes villes. Il leur donne aussi l'occasion de nouer de nouveaux contacts avec les populations

¹ Ce groupe est composé des *Weheebe* et des *Jallubé* bien que les premiers aient une certaine ascendance sur les seconds du point de vue de l'accès et la gestion du pouvoir politique.

locales pour entretenir leur électorat et maintenir le pouvoir ; tout de même, ils ont perdu d'être au centre de l'information. Les *Rimaybe* du *Hayre* (Boni et Serma) ont saisi l'opportunité que constitue le marché de la téléphonie mobile et sont devenus de grands commerçants de téléphones portables, d'accessoires, de cartes de recharge et de la recharge des batteries.

A Douentza, le marché de la téléphonie est bien développé mais il est dominé par les commerçants allochtones. Le système des transferts d'argent par Western Union et Money Gram a beaucoup facilité les transactions et aide les commerçants à s'approvisionner sans se déplacer grâce aux moyens de communication existant et sont arrivés à établir ou entretenir tout un réseau de sociabilité et particulièrement avec leurs fournisseurs.

Table des matières

Introduction	1
Première Partie : Cadre théorique et présentation du milieu.....	3
Chapitre 1 : Cadre théorique et méthodologique.....	4
1.1. Définition des concepts clés.....	4
1.2. Etat de la Littérature	5
1.3. Problématique.....	10
1.4. Objectifs de l'étude.....	12
Objectifs Spécifiques	12
1.5. Hypothèses.....	12
1.6. Méthodologie	12
Chapitre 2 : Présentation des milieux d'étude	15
2.1. Douentza	15
2.2. Boni	16
2.3. Serma	17
Deuxième Partie : acteurs et formes d'appropriation de la téléphonie mobile	19
Chapitre 3 : Marché de la téléphonie mobile dans le cercle de Douentza	20
3.1. Commerce des téléphones portables, d'accessoires et des cartes de recharge	20
3.1.1 Commerce des téléphones portables et d'accessoires.....	20
3.1.2 Commerce des cartes de recharge	24
3.2. Le transfert de crédit.....	28
3.3. Réparation des téléphones portables	31
Chapitre 4 : L'espace Orange à Douentza.....	34
Troisième Partie : commerce et mobilité identitaire dans la commune du Hayre	40
Chapitre 5 : Appropriation du marché de la téléphonie par les <i>Rimaybe</i>	41
5.1. La question de la charge des batteries	46
5.2. L'accès au réseau	52
Chapitre 6 : Nouvelles formes de mobilité dans l'espace social des <i>Fulbe</i>	56
6.1. Des Traditionnels moyens de communication à la téléphonie mobile.....	56
6.2. Modes de vie et téléphonie mobile dans le cercle de Douentza	59
6.2.1. Pasteurs nomades (<i>Seedoobe</i>) et téléphone portable	59
6.2.1.1 Appropriation du portable et réseaux sociaux chez les Jallube de Serma.....	60
6.2.1.2 Téléphonie mobile et élevage dans le Hayre.....	73
6.2.2. <i>Rimaybe</i> (esclaves affranchis) et téléphonie mobile.....	77
6.3. Enjeu et restructuration dans les relations <i>Rimbe-Rimaybe</i>	79
Conclusion.....	91
Références bibliographiques	93
1. Articles	93
2. Ouvrages	94
3. Mémoires et thèses	95
5. Webographie.....	95

Table des figures

Photo. 1 : Hama Allaye Tamboura dans sa boutique de vente de téléphones portables, de cartes de recharge, de transfert <i>muga muga</i> et d'autres produits divers au marché de Douentza.....	22
Photo 2 : des téléphones « neufs » à vendre, accompagnés de nom de marque déposée alors qu'ils ne sont en réalité que des imitations (« chinoiserie »).....	24
Photo 3 : Samuel Dao, sur son vélo d'approvisionnement à Douentza.....	25
Photo 4 : Des images qu'on rencontre sur la façade de la boutique Electronique Dia, gérée par Nantoumé.....	27
Photo 5 : Abdourahmane Nantoumé, réparateur de téléphones portables à Douentza.....	32

Photo 6 : La façade de la boutique de Boura Bahawa Tamboura à Boni.....	42
Photo 7 : La boutique de vente de téléphones, de cartes de recharge et d'accessoires chez Issa Pathé Tamboura à Boni.....	44
Photo 8 : Les batteries ordinaires avec grand voltage en charge à l'électricité pour permettre la charge des batteries de téléphones chez Boura Bahawa Tamboura à Boni.....	48
Photo 9 : Les batteries en charge dans la boutique de Bura Bahaawa Tamboura.....	48
Photo 10 : La technique de recharge de batterie de téléphone portable à partir des engins à deux roues.....	49
Photo 11 : Un jeune <i>Diimajo</i> de Serma à la recherche du réseau	54
Photo 12 : Ahmadou Jigooru Diallo au campement de Wuro Bogga, Serma.....	56
Photo 13 Ahmadou Jigooru Diallo, chez lui dans sa case à Wuro Bogga, son téléphone de marque Motorola accroché au toit pour être dans le réseau.....	61
Photo 14: une vue partielle des récoltes de petit mil de notre logeur éleveur, pose prise avec notre ordinateur, à défaut de non accès aux piles appropriées sur le marché pour l'appareil photographique.....	76

Introduction

Les développements récents des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) imprimèrent à la communication sociale des adaptabilités subséquentes dans presque tous les pays du monde. L'une des premières conséquences a été la multiplication/dissémination et l'appropriation du téléphone portable dans les pays considérés jusque-là comme les plus pauvres de la planète. Les NTIC ont été introduites en Afrique subsaharienne dans un contexte social et économique particulier. Ce contexte peut être résumé à trois aspects majeurs. Le premier est caractérisé par la pauvreté monétaire généralisée, largement induite par des économies fragilisées et par les programmes d'ajustement structurel aggravés par une détérioration de l'état sanitaire général (l'accroissement du paludisme, du Sida et du VIH) et par les guerres civiles. Toute chose qui laisse penser que les NTIC ne sont pas à la portée du plus grand nombre².

Le second concerne l'état des infrastructures. En effet, il est commun de dire que l'Afrique noire est un continent sous-équipé ; ce qui est largement le cas en matière d'infrastructures électriques et téléphoniques indispensables au bon fonctionnement des NTIC. Alors qu'en Occident, par exemple, elles ont été introduites de façon progressive, proportionnellement aux avancées technologiques. N'est-il pas courant de rencontrer, en Afrique, des propriétaires de téléphone portable n'ayant pas à leur domicile de source d'électricité nécessaire à la recharge de la batterie ?

Enfin, il y a le problème des pratiques. Si en Occident, ces technologies se sont installées de façon graduelle dans les pratiques sociales (chez la plupart des utilisateurs, l'usage a souvent été précédé par celui du fixe – pour le téléphone portable – ou d'un ordinateur, voire d'une machine à écrire ou du minitel – pour internet) ; en Afrique noire, il est également courant de rencontrer des propriétaires de téléphone portable ne s'étant jamais servis d'internet, n'ayant jamais eu de contact avec un ordinateur, voire avec un clavier de machine à écrire.

En somme, les NTIC sont arrivées en Afrique dans une sorte de « milieu non préparé » à les accueillir ; donc un milieu où elles n'avaient pas de grandes chances de se développer avec des appréhensions plus que particulières³.

Le Mali, à l'instar des autres pays d'Afrique, n'est pas resté en marge de l'explosion du téléphone portable. De son avènement au début des décennies 2000 à nos jours, le pays connu un progrès substantiel en matière de télécommunication avec les deux sociétés de télécommunication existantes (Sotelma-Malitel et Orange Mali) qui ont, en moyenne, plus de quatre (4) millions de puces actives pour une population de plus de 14 millions d'habitants, donc de consommateurs, d'utilisateurs et d'usagers de la téléphonie mobile.

Le cercle de Douentza, où s'est déroulée la présente recherche, est couvert par les deux (2) réseaux de téléphonie mobile à partir de l'année 2006. De cette date à nos jours, cet outil « magique » n'a cessé de façonner les modes de vie des populations. Il a été approprié par tous les groupes et catégories sociaux du *Hayre* que nous savons constitués essentiellement par les Peuls c'est à dire *Ndimo* et *Diimajo* (noble et esclave affranchi), les Dogons, les *Songhay* et les *Tamasheq*.

Cette étude fait le focus sur l'usage de la téléphonie mobile par les *Fulbe* (*Rimaybe* et *Rimbe*) du *Hayre* pour saisir, analyser et comparer les changements sociaux en cours.

Les *Fulbe Jallube* et leurs *Rimaybe* de Serma (commune rurale du *Hayre*, Boni) vivent dans un milieu écologiquement très flexible où les activités telles l'élevage et l'agriculture dominent les procès de production. Les pratiques productives quotidiennes recourent à l'usage

² Par exemple, un téléphone portable de bas de gamme ne coûte pas moins du double d'un salaire moyen et un ordinateur pas moins de son quadruple.

³ J. A. Dibakana Mouanda, *Figures contemporaines du Changement social en Afrique*, Paris : Harmattan, 2008, pp. 62-63.

du cellulaire malgré les difficultés d'accès au réseau du fait de la non couverture totale de la commune. Au-delà de son appropriation (usage pratique) par les populations du cercle, il s'est développé un gigantesque marché qui a impulsé une dynamique à l'économie locale de par les produits offerts à travers le commerce de téléphones, d'accessoires, de cartes de recharge, de transferts de crédit et de recharge des batteries. Ce marché a été une aubaine pour nombre de *Rimaybe* (esclaves affranchis) de s'en saisir et de s'épanouir économiquement et socialement. En rapport à l'organisation politique du *Hayre* et des différentes élites politiques (*Weheebe*) qui ont régné à Dalla et à Boni (cercle de Douentza), il n'est pas exagéré de relever que les *Rimaybe* ont été soumis à plusieurs formes de marginalité (travail forcé, surproduction, interdiction de pratiques religieuses, etc.). Cette situation continue de prévaloir dans l'actuel cercle de Douentza à des degrés moindres⁴.

Les changements politiques initiés sur le plan national ont introduit des formes de mobilité ; d'où le glissement sémantique dans l'appellation des esclaves du *Hayre* (*maccube*) en *Rimaybe* (protégés ou esclaves affranchis des élites *Weheebe* et des *Jallube*)⁵. Le nouveau statut ou qualificatif leur autoriserait d'entreprendre toute sorte d'initiative sans avoir l'aval de qui que ce soit, en un mot : ils ont eu, en partie, accès aux ressources monétaires, toute chose qui leur était interdite.

La majorité des esclaves affranchis (*Rimaybe*), en plus de l'agriculture qui est leur activité principale, domine le commerce du détail en général et celui de la téléphonie mobile en particulier. A Douentza ville, le marché de la téléphonie mobile est dominé par des allochtones qui sont le plus souvent employés par des commerçants de Mopti et de Bandiagara, etc. Les pasteurs nomades du *Hayre* et plus particulièrement les *Jallube* de Serma recourent au téléphone portable pour rentrer en contact avec leurs parents vivant dans les régions sud du Mali, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, etc. Les migrations de ceux-ci remontent de la sécheresse des années 1973 et 1984. Avant l'arrivée de la téléphonie mobile, les lettres et les commissions orales étaient les seuls moyens de communication entre les résidents et les migrants. De nos jours, avec le téléphone portable, les liens sont maintenus et les contacts établis au quotidien. Toute chose qui consacre une forme de mobilité dans le temps et dans l'espace. Ainsi, Jauréguiberry d'établir le panorama suivant :

« Partout, où l'on aille, dans les rues, les gares, les cafés, les lieux publics, il est désormais impossible d'échapper à « l'envol » des utilisateurs du téléphone portable. Physiquement présents mais branchés ailleurs, ils font l'expérience d'un espace sans distance et d'un temps sans délais »⁶.

Si les sécheresses vécues dans les décennies 70 et 80 ont contribué à marginaliser davantage les pasteurs nomades du *Hayre* sur les plans écologique, économique et même social, le portable est en passe de sortir les *Fulbe* de certaines formes d'exclusion liées à la communication. La téléphonie mobile a été une opportunité pour ces nomades de développer une nouvelle façon de s'informer et d'informer sur l'état des pâturages et des points d'abreuvement. Le berger (gardien des animaux qui passait généralement la saison sèche dans le *Seeno* ou dans le *Ferro*) l'utilise pour entrer en contact avec sa famille ou son employeur pour les informer de l'état d'embonpoint des animaux et des ressources pastorales disponibles.

⁴ Naffet KEITA, *Mythes et réalités de l'esclavage au Mali : cas de Bamako, Kayes, Mopti, Gao et Tombouctou*, Rapport de consultation pour le compte de Temedt et Anti Slavery International, Bamako, 2009, 177 p.

⁵ Anneke J.O. Breedveld. - Form and Meaning in Fulfulde, a Morphological Study of Maasinankooore. - Leiden University, PhD thesis, 1995.

⁶ Francis Jauréguiberry, *Les branchés du portable*, Paris : PUF (« Collection sociologie d'aujourd'hui »), 2003, 196 p.

Première Partie : Cadre théorique et présentation du milieu

Chapitre 1 : Cadre théorique et méthodologique

1.1. Définition des concepts clés

Pour mieux rendre accessible le contenu du présent texte, il convient de nous attarder sur quelques concepts clés.

La téléphonie mobile renverrait à un réseau de télécommunication permettant de transmettre le message ou la parole à distance à travers un appareil appelé le téléphone portable.

Quant au téléphone, il est une invention qui permet de *transmettre le son de la voix à distance*. Ici, nous nous focaliserons davantage sur le téléphone mobile communément appelé le portable ou le cellulaire.

Par **mobilité**, nous entendons la facilité de se mouvoir, de se déplacer. Selon Raymond Boudon⁷, la mobilité se définit à partir des résultats statistiquement significatifs des mouvements d'individus (profession, statut social, revenu) au cours de leur existence par rapport aux générations précédentes ou suivantes. Et Sorokin de l'appréhender comme « *tout déplacement d'un individu, d'un objet, d'une valeur sociale ou d'un groupe, d'une position sociale à une autre* »⁸. La mobilité ne se limite pas seulement aux moyens de déplacement mais renvoie aussi à la socialisation (informée par les appartenances sociales et les conditions sociales). La mobilité est souvent abordée à travers les seuls moyens de déplacement, dans un registre instrumental, comme une prothèse extérieure aux individus. On voit au contraire que la capacité de mobilité des individus renvoie à des facteurs profondément intériorisés, relevant de la socialisation, des appartenances sociales, des apprentissages les plus fondamentaux et des conditions sociales de ces apprentissages.

L'**espace** renvoie à une zone à l'intérieur de laquelle un groupe d'individus, dispose de tous les moyens lui permettant de subsister et dans laquelle il peut déployer toutes ses possibilités. Il peut aussi être défini comme l'intervalle, la distance.

Le couple **mobilité et espace** sont deux concepts très liés puisque, toute mobilité s'effectue dans tous les cas dans une zone appelée espace. Chacune de ces ressources est source de différenciations sociales fortes. Tous les individus n'ont pas le même type de cognition de l'espace, tous n'ont pas les mêmes usages des objets de la mobilité, tous également n'ont pas le même carnet d'adresse. Voilà pourquoi la mobilité est effectivement une source de différenciation sociale, susceptible de produire des effets d'autant plus marqués que la société est de plus en plus dispersée⁹.

Fulbe au pluriel, **Pullo** au singulier, désigne des personnes qui appartiennent à une population disséminée en Afrique occidentale et centrale et reconnaissable par une langue commune aux nombreux dialectes¹⁰. **Fulbe** désigne les Peuls, la majorité des anthropologues qui ont travaillé sur les Peuls ont préféré utiliser ce terme par lequel les Peuls eux-mêmes se reconnaissent.

Hayre est un mot emprunté au **Fulfulde**, langue des Peuls, pour désigner les habitants des cercles de Douentza et de Bandiagara. Tous les Peuls originaires de ces deux cercles sont appelés des **Fulbe Hayre** (Peuls de montagne et de la falaise).

⁷ Raymond Boudon, *L'inégalité des chances*, Paris : Librairie Hachette, Pluriel, 1979 (1^{re} édition, 1973).

⁸ Pitrim Sorokin, *Social Mobility*, New York: Harper and Brothers, 1927.

⁴ La problématique développée par Naffet Keita, « Téléphonie mobile et les formes de mobilité dans les espaces sociaux africains : l'exemple des régions centre et nord du Mali », Projet de recherche, 2008, 14 p.

¹⁰ *La tradition pastorale des Peuls*. Microsoft® Encarta® 2009. © 1993-2008 Microsoft Corporation : <http://www.Microsoft® Encarta® 2009. © 1993-2008 Microsoft Corporation>

1.2. Etat de la Littérature

L'introduction d'une technologie dans une société en modifie toujours le fonctionnement. Ainsi, en Occident, par exemple, l'impact des NTIC sur la vie sociale ne cesse d'être souligné par les auteurs¹¹. Du moment où les effets d'une innovation dépendent des valeurs en cours dans la société considérée¹², l'on peut valablement s'interroger sur les modes de consommation et les usages de ces technologies en Afrique¹³.

A y regarder de près, les nouvelles technologies sont à la source de nombreux phénomènes sociaux complexes aussi bien au niveau individuel qu'au niveau collectif. Ces phénomènes sont également des indicateurs incontestables de changement social.

De façon générale, son expansion serait due à des raisons d'insécurité, de volonté de développer autour de soi « un réseau informel de renseignements », ou encore c'est le contexte de la « SAPE »¹⁴ qui renforce dans les imaginaires la fonction du téléphone portable comme artifice incontournable de la mode, etc. Ces situations expliquent certainement pourquoi l'Afrique, continent de tous les déficits, est pourtant celui où la progression du téléphone portable est la plus élevée au monde : « de 1999 à 2003, le nombre d'abonnés au téléphone portable est passé de 6,6 millions à plus de 46 millions »¹⁵. Cette croissance est étayée par Annie Chéneau-Loquay quand elle soutient que :

« Les communications cellulaires connaissent une croissance gigantesque dans le monde. Selon les données de l'Union Internationale des Télécommunications, de 11 millions en 1990, le nombre des abonnés a presque atteint 500 millions à la fin de la décennie soit un tiers de l'ensemble des abonnés au téléphone et devrait dépasser le nombre des abonnés au téléphone fixe au cours des prochaines années. Cette hausse concerne aussi bien les pays en développement que les pays développés. En deux ans entre 1997 et 1999 les chiffres de l'UIT montrent une véritable explosion tout à fait inattendue de la téléphonie mobile en Afrique. L'Afrique aurait 7,5 millions d'abonnés au téléphone mobile en 1999 soit un peu plus que l'Océanie mais avec un taux de pénétration bien inférieur, un téléphone pour 100 habitants contre 30. C'est ce continent qui connaît la progression la plus forte, avec un doublement des abonnés en un an »¹⁶.

Aujourd'hui, si cette pénétration est une réalité, à ces débuts, l'outil n'était pas à la portée de tout le monde. A ce propos, Maïmouna Tawaty de témoigner :

« Le téléphone portable est devenu un véritable phénomène dans notre société. Hier, objet de toutes les convoitises, il était hors de la portée du commun des Maliens avec des prix variant de 70 000 F à 200 000 F Cfa, pour le mobile et jusqu'à 200 000 F Cfa pour la puce. Seules quelques personnes aisées pouvaient posséder ou offrir des portables. Aujourd'hui le portable appartient bien au quotidien des Maliens (...). Au sens de la communication, le mobile a entraîné une véritable mutation dans les mentalités, les comportements et les habitudes des Maliens. Son émergence dans notre société a provoqué un véritable boom téléphonique qui a permis à des centaines de

¹¹ J. A. Dibakana Mouanda, *Figures contemporaines du Changement social en Afrique*, op. cit. p. 61

¹² J. A. Dibakana Mouanda, id., ibid.

¹³ Ibid.

¹⁴ Société des Ambianceurs et des Personnes Élégantes (SAPE) en République Démocratique du Congo (RDC).

¹⁵ J. A. Dibakana Mouanda, op.cit., p. 91.

¹⁶ Annie Chéneau-Loquay, « Les territoires de la téléphonie mobile en Afrique », in : **Revue NETCOM**, vol.15, n°1-2. sept. 2001, p. 2.

milliers de Maliens d'échanger et surtout de rester en contact malgré leurs nombreuses préoccupations quotidiennes »¹⁷.

Dans la même logique, J. A. Dibakana soutient que :

*« Le téléphone portable a d'abord été considéré comme un gadget de luxe. Les imaginaires sociaux étaient renforcés dans ce sens par la publicité et par la réalité. En effet, comme cela s'est passé en Occident, ici aussi, dans les publicités, le détenteur du téléphone portable a d'abord été assimilé au cadre ou un chef d'entreprise dynamique, c'est à dire "dominant". Dans la réalité, au quotidien, les choses ne se présentaient pas si différemment ; les premiers consommateurs de téléphone portable sont effectivement d'abord "ceux qui ont un peu", les "BT" (bien traité), et les "TBT" (très bien traité) c'est à dire les "Gens d'en haut" ; tout au moins les personnes jouissant de revenus confortables »*¹⁸.

L'augmentation du nombre d'utilisateurs n'est pas sans influence sur les modes de communication et de consommation. Avant le développement subséquent des réseaux de téléphonie fixe et mobile, la région centre du Mali en était très mal pourvue ; l'administration et les plus nantis recouraient exclusivement au système du RAC et des transports collectifs dominés par des privés. Alors que l'avènement de la téléphonie cellulaire a permis, non seulement à nombre de déclassés et de défavorisés sur les plans social et économique de devenir des utilisateurs permanents mais également, elle semble avoir accentué la paupérisation de ceux-ci¹⁹.

En rapport au caractère nomadique des Peuls, il serait commode de nous intéresser à leurs conceptions des nouvelles innovations technologiques²⁰. Suites aux périodes de sécheresse des années 1972/73 et de 1983/84, des investissements considérables ont été consentis pour des schémas d'irrigation de petite et grande dimension ; situés le long du fleuve. Des cultivateurs Wolofs et Toucouleurs en proie à l'indigence y ont été installés en grand nombre. De 1975 à 1998, la superficie de la zone irriguée est passée de 9 000 à 35 000 ha²¹, auxquels se sont ajoutés 2 000 ha entre 1988 à 1992. Bien que cet envahissement des terres riveraines ait grandement réduit les surfaces disponibles pour les pâturages, son impact fut moins grave que ce à quoi on s'attendait car il coïncida avec une expansion des opportunités pastorales dans les régions Sud²².

Depuis les années 1950, de nouvelles techniques de forage ont rendu possible l'exploitation de la gigantesque source aquifère d'eau douce située en dessous d'une grande partie du nord du Sénégal et ont permis de créer un réseau de puits (ou forages).

« [...] Au cours des dix dernières années suivantes, de nombreux Peuls ont abandonné leur transhumance annuelle et se sont établis autour des forages. L'usage intensifié des vastes pâturages des hautes terres jeeri, allié à des services vétérinaires

¹⁷ Maïmouna Tawaty, *La communication Comparée entre Sotelma Malitel et Orange Mali*, HETEC. 2008, P.4

¹⁸ Jean Aimé Dibakana Mouanda, op.cit. p. 65.

¹⁹ Naffet Keita, La téléphonie mobile et les nouvelles formes de mobilité dans les espaces sociaux africains : l'exemple des régions Centre et Nord du Mali, **Projet de recherche**, Leiden/Bamenda, 2008, 14 p.

²⁰ *Migration et innovations technologiques chez les Peuls du Sénégal suite aux sécheresses : le triomphe de la chambre à air*, Dossier n° 64, Programme Zones Arides. Octobre 1996, 29 p.

²¹ Kristine Juul, *Migration et innovations technologiques chez les Peuls du Sénégal suite aux sécheresses : le triomphe de la chambre à air*, **Dossier IIED**, n° 64, Programme Zones Arides, octobre 1996, 29 p.

²² K. Juul, *Migration et innovations technologiques chez les peuls du Sénégal suite aux sécheresses : le triomphe de la chambre à air*, op.cit. pp. 2-3.

améliorés, a donné lieu à une augmentation considérable tant de la taille moyenne des troupeaux que du nombre total de têtes de bétail dans la région »²³.

Ainsi, la conquête du *jeeri* a eu pour résultat l'élaboration de différentes pratiques chez les groupes peuls. Ayant pu préserver leur riveraineté dans le *Waal*, les *Fulbe Walwalbe* ont pu garder leur style de vie agro-pastoral, pratiquant en saison sèche, sur la plaine d'inondation, des cultures récessives (surtout celle du sorgho) et la culture du mil sur des parcelles pluviales dans le *jeeri*. Leurs troupeaux passent la saison des pluies à quelque 20 km du fleuve mais pénètrent dans le *Waal* en Avril, après la moisson, pour brouter les chaumes²⁴. A l'opposé, les *Fulbe jerjerbe* étaient peu attachés au *Waal* du bord du fleuve, et ont limité leurs efforts agricoles à de petits lopins de mil pluvial dans les hautes terres du *jeeri*.

« En période de sécheresse, les migrants ont trouvé leur refuge principal au sud du Ferlo, de Linguère à Matam. Les pasteurs y ont des camps de saison humide plus ou moins permanents. En saison sèche, ils migrent habituellement sur des distances qui varient en fonction des pâtures disponibles. En référence à leur mode de vie mobile ou à leur aire origine, on les appelle, les Egge- egge, ce qui signifie en fulfulde "ceux qui sont sans cesse en mouvement ", soit Fuutankooobe, ce qui renvoie à la région du Fuuta, laquelle comprend aussi bien le Waalo que la marge nord du Jeeri »²⁵.

A un certain stade de la reproduction du troupeau, le pasteur est donc confronté à un choix. Il peut décider de limiter les pertes de poids en saison sèche, en migrant vers des régions plus éloignées et en se déplaçant vers le sud au début de la saison pluvieuse, pour « aller à la rencontre des pluies ». Il reviendrait ensuite, quand la saison pluvieuse sera bien avancée et quand les animaux seront devenus assez forts pour faire le trajet du retour. En alternative, il peut rester chez lui et préparer les champs en vue d'une nouvelle saison agricole. Son choix va dépendre de la main d'œuvre disponible et de la taille de son troupeau ainsi que la capacité de ce dernier à satisfaire les besoins de consommation de la famille. Contrairement à la poétique expression de Lattimore²⁶, « le nomade pauvre, c'est le vrai nomade » - la mobilité n'est pas une option envisageable pour la plupart des pasteurs appauvris - seuls les riches pasteurs peuvent accepter de dépendre totalement de leur cheptel. Les plus pauvres sont forcés de se mettre en quête de revenus supplémentaires, ce qui les oblige à se sédentariser provisoirement. Quand les troupeaux atteignent une certaine taille, les autres activités peuvent être abandonnées et la mobilité peut revenir à l'ordre du jour²⁷.

« La mobilité s'est accrue de plusieurs façons depuis l'introduction de la chambre à air et de la charrette. Les pasteurs Fuutankooobe procèdent à des déplacements répétés de leurs camps de saison sèche, tout en se maintenant à une distance constante du forage, afin d'assurer leur accès à des pâtures vierges. Une autre innovation mise au point par les Fuutankooobe pour accroître la mobilité consiste à ériger des tentes avec des grandes bâches tendues sur une ou deux charrettes et soutenues par des bâtons et des arbres. Elles offrent pendant la saison des pluies un abri confortable et pallient le besoin de regagner de manière anticipée le camp de saison humide, pendant la période de l'année la plus exigeante en travail, pour y récolter de l'herbe sèche afin de réparer les paillotes anciennes et endommagées. Ces tentes qui sont

²³ K. Juul, op.cit., p. 3.

²⁴ Ibid., p.5

²⁵ Ibidem.

²⁶ Id., p.10.

²⁷ Id., pp. 10-11.

devenues très populaires depuis la crise de 1989 entre la Mauritanie et le Sénégal, quand les bâches furent distribuées aux réfugiés. Vu l'importance de l'investissement requis (de 50 000 à 250 000 F Cfa), elles ne sont cependant pas à la portée de tous et lors de la transhumance beaucoup de pasteurs doivent encore passer de nombreuses nuits sous la pluie et sans abri »²⁸.

Les migrations forcées sont aussi motivées par les pannes des pompes à moteur des forages. Comme elles doivent fonctionner en permanence, pour fournir une quantité d'eau suffisante à un grand nombre d'animaux, elles sont sujettes à des pannes fréquentes, forçant alors l'ensemble des pasteurs à se tourner vers des pompes voisines pour des durées variables²⁹.

Ces données font montre de la capacité des Peuls nomades à s'appropriier des innovations technologiques tout en les adaptant à leur statut mobile.

Dans « *Cultures of travel : Fulbe pastoralists in central Mali and Pentecostism in Ghana* », Mirjam de Bruijn, Han van Dijk et Rijk van Dijk³⁰ abordent la question de la mobilité comme un phénomène spatial et temporaire. S'agissant des Peuls du Mali, il a été relevé que la mobilité s'est historiquement incrustée dans le Sahel à cause des contraintes écologique et économique.

Dans le Sahel, les ressources disponibles sont d'inégales importances et les modes d'accès sont également différenciés. De la même manière, les sociétés peules étant fortement hiérarchisées, elles sont traversées par d'inégales strates donc de modes différenciés d'accès aux ressources économiques toute chose leur permettant d'accéder aux biens et services. Par analogie à l'analyse faite par N. Elias sur le processus de civilisation en Occident, où il a été décrit comment les pratiques de la noblesse finissaient par s'instituer « en normes », d'abord pour la classe bourgeoise puis pour les classes populaires. Les propos de Dibakana Mouanda sont plus explicites :

« On peut supposer que les usages du téléphone portable par les "Gens d'en haut" – malgré leurs "imperfections" – étaient considérés par les membres des autres strates sociales comme les meilleurs, comme ceux à adopter : il n'y a pas de contre exemples »³¹.

D'ailleurs, certaines « stars », considérées – par leur paraître - comme des « Gens d'en haut » ou se considérant comme tels elles-mêmes, « *de savoir téléphoner* » ou de « *savoir vivre téléphonique* », comme c'est le cas de Koffi Olomidé³², qui dans un des clips, paraît muni d'un téléphone portable, mimant des conversations et chantant des textes tels :

« Moto a lobeli ya, allô, zanguissa ye » (« lorsque ton correspondant dit allô, tu dois répondre, oui ») ; « na benga répondeur, kasi changé ka numéroya Téléphone » (« lorsque j'appelle, je tombe inmanquablement sur ton répondeur, change donc de numéro de téléphone », la dernière phrase peut se résumer par « informe-moi que tu as changé de téléphone »)³³.

²⁸ Kristine Juul, op.cit. pp. 19-20.

²⁹ op.cit., p. 22

³⁰ Mirjam de Bruijn, Han van Dijk et Dick Foeken, « Cultures of travel : Fulbe pastoralists in central Mali and Pentecostism in Ghana », in: M. De Bruijn, R. Van Dijk and Dick Foeken, *Mobile Africa: Changing patterns of movement in Africa and beyond*, Leiden-Boston-Köln: Brill, 2001, pp. 63-88.

³¹ J. A. Dibakana Mouanda, *Figures contemporaines du Changement social en Afrique*, op. cit., p. 68

³² L'un des musiciens congolais le plus en vue sur les chaînes de télévision africaine et dans les boîtes de nuit.

³³ Id., op. cit., p. 66.

Une telle situation renvoie à la domination symbolique de la classe bourgeoise décrite par Bourdieu³⁴. Ici, nos « gens d'en haut » s'explique aussi par la « bonne volonté culturelle » des membres des classes dominées, c'est-à-dire par leur « habitus de classe » qui aurait incorporé la supériorité de la classe dominante; il y aurait un aveuglement structurel des membres de la classe dominée par rapport à leur propre situation de dominé. Dans le cas qui nous intéresse, on peut penser que les « gens d'en bas » trouvent « légitime », « normal » que « ceux qui ont un peu », que « les gens d'en haut » soient les premiers à être détenteurs du téléphone portable, aussi les imiteraient-ils facilement lorsqu'ils auront les moyens de s'en procurer.

Dans la même veine, Godelier³⁵ et Keita³⁶ décrivent les lieux communs et les fondements de la domination masculine dans diverses sociétés africaines qui sont : exclusion de la propriété des facteurs de production et non de leurs usages par les femmes, exclusion des femmes de la propriété et de l'usage des armes, des moyens de destructions, donc de la classe des dominants, de la guerre et du recours à la violence, etc.

En rapport à ces lieux communs de déconstruction des rapports dominants/dominés, l'avènement de la téléphonie mobile paraît comme un truisme participant à l'égalité des genres dans son appropriation/usage. Telle semble être l'économie générale de la réflexion de Dibakana, lorsqu'il soutient :

« Lors de notre première enquête de terrain, les hommes étaient les plus nombreux à détenir un téléphone portable. Aujourd'hui les choses ont changés : le nombre de femmes détentrices de téléphone portable ne cesse d'augmenter, et a l'air de se rapprocher de celui des hommes et même de le dépasser dans certains milieux. Cette situation peut paraître étonnante lorsqu'on considère le statut social "traditionnel" des femmes dans la société globale ainsi que leur réticence habituelle à se lancer dans les mêmes "aventures" que les hommes. En comparaison du fonctionnement social habituel, il ne serait pas exagéré de dire qu'il s'agit d'une première : généralement les Africaines sont peu enclines (ni traditionnellement éduquées) à "se comporter comme les hommes" dans l'espace public. [...] Les femmes réussissent donc à s'affranchir des contraintes dans lesquelles souhaitent les maintenir les hommes »³⁷.

La téléphonie mobile joue également un rôle très important dans la transparence des élections en Afrique. A ce propos Momar Coumba Diop de témoigner sur son apport lors des élections présidentielles de 2000 au Sénégal :

« Lors de l'élection présidentielle de février-mars 2000, les téléphones portables ont joué un rôle important dans le travail des journalistes. Cette révolution contribua, dans une certaine mesure, à l'avènement de l'alternance politique. Mais d'une manière générale, durant ces élections, une ressource diffusée par la presse a largement contribué à discipliner le personnel politique. En effet, les prévisions catastrophiques – le "chaos", le bain de sang, la guerre civile – élaborées ici ou là en cas de fraudes électorales et la détermination des leaders de l'opposition à ne pas

³⁴ P. Bourdieu, *La domination masculine*, Paris : Seuil (Coll. Liber), 1998, 134P.

³⁵ Maurice Godelier, *Production des grands hommes : pouvoir et domination masculine des hommes sur les femmes chez les Baruya en nouvelle Guinée*, Paris : l'Harmattan, 1982 (1^{re} éd.), 387 p.

³⁶ Naffet Keita, « Vers une anthropologie des mécanismes sociologiques de construction des lieux de légitimation de la domination et de l'inégalité des sexes en Afrique de l'Ouest : les sociétés bambara, songhay et touarègue », in : *Genre et dynamiques socioéconomiques en Afrique*. Dakar : Série sur le Genre du CODESRIA 8, 2009, pp. 45-74 et « Genre et droit au Mali. La problématique de l'accès des femmes à la décision », in : Fatou SARR (dir.), *Luttes politiques et résistances féminines en Afrique. Néo-libéralisme et conditions de la femme*, Dakar : Panafrika / Silex / Nouvelles du Sud, 2007, pp. 151-191.

³⁷ J. A. Dibakana Mouanda, op.cit., p. 76.

accepter le fait accompli ont créé une menace qui a favorisé la multiplication des demandes internes et externes en faveur d'un scrutin transparent »³⁸.

Au-delà de l'exercice de la transparence lors des joutes électorales, la téléphonie mobile peut recréer des liens même dans des situations de guerres et d'intenses oppositions politiques. Elle peut être également un médium dans l'instauration de la paix et le développement économique. Tel est l'argumentaire développé dans l'étude réalisée au Soudan (Khartoum, Karima et Juba) par Mirjam de Bruijn et al³⁹.

Cet appareil de communication est vu comme un moyen d'épanouissement des peuples sous développés et enclavés. Il est devenu un compagnon inséparable à ses usagers ; d'autres affirment : « *le portable mange et boit avec ses usagers* » et ils vont jusqu'à comparer l'effet du téléphone portable à celui de la drogue. Au-delà de l'influence de l'outil de communication, certains n'y voient pas la nécessité de son usage et se contentent uniquement de leur téléphone fixe. L'arrivée de la téléphonie mobile a impulsé une dynamique au commerce et a ouvert la ville au reste du monde. Elle a créé de nouveaux emplois direct ou indirect ; ainsi, plusieurs personnes ont abandonné leurs emplois pour opérer dans le domaine des réseaux de télécommunication soit en devenant des vendeurs de cartes de recharge, de puces ou SIM, d'accessoires, de transferts de crédit, etc. En même temps, elle permet à certaines personnes de mentir à cause de son ubiquité et de son aspect mobile.

La téléphonie mobile, malgré ses avantages économiques, elle a aussi des avantages sociaux car permettant de forger, d'établir et de renforcer les relations sociales. Horst et Miller⁴⁰ étudièrent les relations sociales qui ont été créées par l'utilisation du téléphone cellulaire. Goggin et Katz⁴¹ offrent une interprétation des aspects culturels de la téléphonie mobile, dans laquelle la question d'identité est au centre du débat⁴². Elle a aussi un impact négatif sur les relations interindividuelles car elle influe sur la fréquence des visites entre les individus et amoindrit les rencontres de face à face.

1.3. Problématique

A l'instar de nombre de sociétés maliennes et africaines, les Peuls nomades de la région de Mopti se trouvent envahis par le déferlement d'images et de paroles du boom des technologies de l'information et de la communication. L'usage des téléphones portables se multiplie dans les relations et le quotidien des populations. Le regard de l'anthropologue revient sur le rôle de la parole et de la communication dans la société, sur la manière dont celles-ci structurent la société. Les Peuls du *Hayre* pressentent ce qu'ils ont à gagner à s'approprier du téléphone portable. Mais ils n'y gagneront que s'ils savent gérer les pertes correspondantes : perdre l'accessoire peut être, mais pas l'essentiel.

³⁸ Momar Coumba Diop, *Le Sénégal à l'heure de l'information, technologie et sociétés*, Paris : Karthala – UNSRID, Genève, 2003, p. 35.

³⁹ Mirjam De Bruijn, Inge Brinkman, Hisham Bilal et Al, *The Nile Connection, Effects and Meaning of the mobile phone in a (post) war economy in Karima, Khartoum and Juba, Sudan*. In: **African Studies Centre**, Leiden, 2008, 100p.

⁴⁰ Heather A. Horst and Daniel Miller, *The cell phone, An anthropology of communication*, Oxford: University Press, 2006, pp. 233-254, 2006.

⁴¹ Gerard Goggin, *Cell phone culture, mobile technology in everyday*, London: Routledge, 2006; James E. Katz, *Magic in the air: Mobile communication and the transformation of social life*, New Brunswick, NJ and London: Transaction Publishers, 2006.

⁴² « *Conscients de l'avance que leur donnait cet outil sur les membres des autres strates sociales, ses rares consommateurs d'alors en jouaient, en profitant par ailleurs d'un avantage inédit qu'il leur offrait : ils n'étaient pas seulement vus comme consommateurs de téléphone portable, ils étaient également entendus. Parler, tenir une conversation en pleine rue par exemple, avec un interlocuteur invisible grâce à cet outil était si inattendu qu'on attirait forcément l'attention* », J. A. Dibana Mouanda, *Figures contemporaines du changement social en Afrique*, op. cit., p.65.

Au Mali, dans chacun des groupes ethniques qui le composent, il est fait de la parole et de ses différents supports instrumentaux un usage spécifique. Cet état de fait a modifié le rapport global de chaque société à la communication et à l'information. L'exemple des Peuls du *Hayre* sera notre cadre de réflexion.

Si la problématique de cette étude est de rendre compte de l'influence de la téléphonie mobile sur les modes de vie des populations du *Hayre*, il s'agira pour nous d'analyser la signification de la téléphonie mobile comme un mode de communication/information en termes d'organisation des espaces sociaux et des nouvelles formes de mobilité (connaissance et reconnaissance des identités des acteurs qui y participent). Toute chose qui conditionne en définitive les règles sociales de la technique de la communication et des modalités techniques de circulation de l'information dans les espaces villageois.

Or pour ce faire, nous devons de décrire les formes d'utilisation et d'appropriation de la téléphonie mobile par celles-ci en termes de mobilité, d'inclusion/d'exclusion et de marginalité. D'autant plus que la société est fortement hiérarchisée en groupes sociaux très étanches. Le téléphone portable, en tant qu'objet technique et outil de communication, a un coût quant à son accès. Dans le *Hayre*, les modes de production traditionnels offrent peu d'échanges marchands et la possession d'un appareil téléphonique consacre à son titulaire une visibilité sociale et une estime de soi dans la communauté. Dans ces conditions, le propriétaire de portable devient le chantre de l'information et de la bonne parole, parce qu'étant celui-là qui soit le plus ouvert au « monde » à travers le réseau d'interlocuteurs (carnet d'adresse tant à l'intérieur qu'à l'extérieur). Or, avec l'arrivée des réseaux (Malitel et Orange), l'outil magique est possédé non pas seulement par les seuls membres des catégories sociales supérieures, mais également par celles des déclassés ; de plus, ces derniers ont vite investis le marché de la vente d'appareils, de batteries et de leur recharge, de cartes de recharge et d'accessoires. Cette nouvelle situation instruit des nouveaux rapports de collaboration et de pratiques dans les relations interpersonnelles surtout si tout cela advient dans une situation d'éclatement des pôles de pouvoirs et de décisions à travers la décentralisation et la démocratisation dans un contexte de pluralisme politique où la liberté de l'individu est consacrée.

En somme, il s'agissait pour nous de saisir et d'analyser les formes de mobilités instituées depuis l'avènement de la téléphonie mobile (usages, appropriation) et entrevoir l'interactionnisme entre *Rimbe* et *Rimaybe* tout en comparant les modes d'accès aux ressources dans la longue durée. Aussi, nous nous sommes intéressé à l'adaptabilité de la téléphonie mobile avec le mode de vie nomade, les différentes formes de mobilité induites dans la gestion du temps, dans la vision actuelle que les populations du *Hayre* ont de la distance, dans leur façon de communiquer, etc.

Puisque, traditionnellement, situés en bas de l'échelle sociale, les *Rimaybe* et *Bellah*, sont coincés sur des territoires étroits de l'ordre de quelques kilomètres autour des lieux d'habitation et desquels ils ne peuvent sortir au fil des semaines, des mois voire des années. Ils avaient un accès restreint et compliqué aux systèmes de délocalisation, parce que ne possédant pas de voiture, ne prenant jamais l'avion, n'ayant pas de portable et n'ayant jamais eu à se servir du net. En quoi le téléphone portable peut être considéré ou perçu comme un facteur d'autonomisation et d'indépendance des *Rimaybe* vis à vis des *Rimbe* ?

Malgré des avantages certains, le téléphone portable est le produit de multiples conséquences ; il crée de nouveaux besoins en termes de dépenses qui semblent grevés l'économie domestique. Le coût du portable (achat d'appareil, recharge de batterie, achat d'accessoires...) vient aggraver cette situation d'inégalité entre les individus. Puisque tout le monde n'a pas les moyens d'en posséder, ceux qui en détiennent changent-ils de condition ou de statut ? En quoi la possession du téléphone portable par un *Diimajo* (esclave affranchi) permettrait-il à celui-ci d'accéder à une condition sociale plus favorable que son statut ? Le

téléphone portable est-il un outil de réinscription d'identité personnelle ou sociale ? Quel est le statut social actuel d'un *Diimajo* vendeur d'accessoires, chargeur de batteries ou réparateur de téléphone ? Quels sont les nouveaux réseaux sociaux établis par l'appropriation de la téléphonie mobile ? Quel statut à conférer à l'information du moment où elle n'est plus tenue par les seules élites locales ?

1.4. Objectifs de l'étude

L'objectif général de l'étude est de rendre compte de l'influence de la téléphonie mobile sur les modes de vie des populations du *Hayre*.

Objectifs Spécifiques

Nous nous sommes fixé les objectifs suivants :

- décrire les formes d'utilisation et d'appropriation de la téléphonie mobile par les populations du *Hayre* en termes de mobilité et de marginalité ;
- identifier les changements apportés par l'usage du portable, ses effets sur la hiérarchie sociale en œuvre et déterminer les conceptions que se font les différentes couches sociales quant à sa possession ;
- saisir et analyser les formes de mobilité instituées depuis l'avènement de la téléphonie mobile ;
- entrevoir l'interactionnisme entre *Rimbe* et *Rimaybe* par le truisme de la téléphonie et comparer les modes d'accès aux ressources dans la longue durée ;
- identifier les nouveaux réseaux de sociabilité et de relation entre les populations de Serma, de Boni, de Douentza et d'ailleurs.

1.5. Hypothèses

- Hypothèse 1 : il y aurait très peu de *Rimaybe* qui utilise le téléphone portable du fait de leur statut marginal et de leur non accès aux ressources monétaires indispensables à son acquisition et à son entretien.
- Hypothèse 2 : le portable est, à la fois, un outil efficace pour maintenir à l'état les conditions et les statuts sociaux, en même temps, il permet de lutter contre la hiérarchisation sociale (entre *Rimbe* et *Rimaybe*) en milieu peul.
- Hypothèse 3 : si l'accès à la téléphonie mobile instruit un procès dans la condition sociale, cette sorte de mobilité consacre en quelque sorte une certaine autonomie chez les *Rimaybe* dans l'entretien d'un capital social.
- Hypothèse 4 : l'arrivée du portable dans le cercle de Douentza a amélioré les conditions économiques de la localité et diminué l'exclusion et la marginalisation du cercle sur le plan infrastructurel.
- Hypothèse 5 : dans le cercle, la condition d'être n'est plus seulement subordonnée au statut mais à la capacité pour une personne d'entretenir un réseau de relations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur à partir du carnet d'adresses ou de numéros de contacts téléphoniques.

1.6. Méthodologie

En référence aux réalités sociales des milieux d'enquête retenus (Serma, Boni et Douentza ville), nous n'avons pas rencontré de difficultés majeures puisque nous étions locuteur de la langue, fulfulde, et Peul bien que n'étant pas originaire de la localité. Aussi, nous avons pu bénéficier du capital social noué avec les gens du *Hayre* par l'un des responsables du programme, Mirjam de Bruijn, une anthropologue hollandaise qui y avait passé des années sur le même terrain en vue des recherches consacrant sa thèse de doctorat dans les années 1990. A signaler, qu'elle a eu à parcourir ce terrain avec notre directeur de mémoire avant notre

descente sur le terrain. Celui-ci a eu l'amabilité de nous y introduire au début de notre recherche en vue de faciliter notre imprégnation. Enfin, il faut de remarquer que ces aspects ont constitués, également, des obstacles épistémologiques quand nous avons voulu nous distendre des réseaux sociaux (principalement à Serma) pour nous intéresser aux gens de Boni et de leur chefferie (nous y reviendrons),

Au cours de cette étude, nous avons eu à couvrir principalement trois (3) localités (Douentza, Boni et Serma). L'enquête sur le terrain a commencé le 20 octobre et s'est achevée le 30 décembre 2009. Nous avons beaucoup plus travaillé à Serma qu'à Boni et plus qu'à Douentza. Cela parce qu'on y a pu rencontrer le maximum de *Rimbe* et *Rimaybe*, qui sont nos groupes cibles. Boni et Douentza nous ont servi à rencontrer les autorités (traditionnelle et administrative) et surtout les acteurs du marché de la téléphonie.

La méthode qualitative a été largement utilisée. Premièrement, nous avons recouru à l'observation participante en vivant dans le campement de Wuro Bogga, situé au bord du Seeno. En plus de cela, nous avons vécu avec Ahmadou Jigooru, le fils aîné de l'ex-logeur de Mirjam de Bruijn, qui habite seul dans son champ à un km de Wuro Bogga. Ahmadou est l'un des plus influents parmi tous les *Fulbe Jallube* du *Hayre* qui a une bonne réputation auprès des autres *Fulbe* en tant que conseiller représentant du Chef de Mondoro à Serma. Un autre aspect qui nous a été profitable, c'est la parenté plaisante que la population entretenait avec notre logeur et nous devenions ainsi leur cousin croisé ; cette situation nous a permis de briser nombre de convenance et amoindrir les points de divergence.

Deuxièmement, des entretiens semi directifs, des récits de vie et de famille et des focus group ont été réalisés auprès des *Rimbe*, des *Rimaybe*, des acteurs du marché de la téléphonie et des personnes ressources.

Nous avons réalisé lors de notre séjour, 35 interviews avec une quarantaine de personnes dont des récits de vie et de famille et trois (3) focus groupes. Nous avons également recueilli quelques données quantitatives auprès des commerçants, des vendeurs de cartes de recharges, d'accessoires, de recharge de batteries.

A Serma, des entretiens ont lieu avec 23 personnes dont quatre (4) *Rimaybe* (descendants d'esclave ou esclaves affranchis), deux (2) Bellah (Tamasheq noir), un *Kourminke* (Fulse ou kurumba), un *Nyeeyno* (griot), un *Ndimu Beweedio* (singulier de *Wehebe*, élite politique), neuf (9) *Rimbe Jallube* (nobles Diallo, Peuls transhumants), deux (2) *Rimbe Moodibaabe* (nobles marabouts) et un Dogon. Six (6) séances d'entretiens ont été réalisés avec Ahmadou Jigooru Diallo (58 ans), notre logeur, trois (3) entretiens avec le *Diimajo* Yeraadio Tamboura (78 ans) et deux (2) séances d'entretiens avec Boukari Samborou Diallo qui nous a dressé l'historique du campement appelé N'Gouma par les autochtones et *Sankita* (éparpillé) par les allochtones, également sur les questions d'élevage, des relations *Rimbe-Rimaybe*, etc. Nous avons réalisé trois (3) focus groupes dont deux (2) à Serma en un jour de foire (Mercredi).

A Boni, où nous avons moins séjourné, nous nous sommes entretenu avec sept (7) personnes dont le Sous préfet, le Maire (un fils de la chefferie du village et neveu de l'actuel Amiiru de Boni), le chef de village (Amiiru), deux (2) commerçants de téléphone, carte et accessoires (tous des *Rimaybe* dont l'un est nouvellement rentré de la Guinée Equatoriale), un jeune commerçant de bétail (*Diimajo*) et une femme *Diimajo* (ménagère qui a un téléphone non fonctionnel). Bien que Boni nous a servi d'escale pour rejoindre Serma parce que se situant à cheval entre Serma et Douentza, nous n'y avons passé que trois (3) jours.

A Douentza, une ville qui nous a servi de base (puisque nous y étions logé dans la villa de Mirjam De Bruijn), de lieu de répit et de transcription des interviews ; nous y avons mené des enquêtes : neuf (9) séances d'interviews avec 10 personnes dont le Sous préfet (Mamadou Diakité), le Secrétaire général de la mairie, l'animateur des émissions peules de la Radio *Dandé DOUENTZA* (Voix de Douentza), quatre (4) vendeurs de cartes de recharge, de transfert en dépôt et en détail (deux travaillant pour un commerçant de Mopti, deux travaillant

pour leur propre compte), un réparateur et vendeur de téléphone, d'accessoires et de cartes de recharge) ; un entretien libre avec les agents de l'espace Orange (Coulibaly et Ouattara).

Pour une commodité pratique, les focus groupes ont été organisés par groupes de correspondance. C'est dire, qu'ils ont été constitués d'individus de même catégorie sociale c'est-à-dire les *Rimbe* entre eux et les *Rimaybe* entre eux. Aussi, des entretiens eurent lieu avec des Tamasheq noirs, des Dogons, etc., qui sont leurs voisins.

Avec les enquêtés, nous nous sommes intéressé aussi à l'organisation sociale dans la durée pour mieux comprendre les relations entre les maîtres (*Rimbe*) et les esclaves (*maccube ou Rimaybe*) avant l'introduction et après du téléphone portable. Cela nous a permis de comparer les contextes et saisir les éléments mouvant dans la société en termes de mobilité et de changement social ; toutefois, nous avons pu également statuer sur les niveaux d'inclusion/d'exclusion et de marginalité humaine, géographique, infrastructurelle et autres.

Pour le recueil des données, nous avons eu recours à un dictaphone numérique (Digital Wave Player) qui nous a permis de transférer toutes les interviews réalisées sur notre ordinateur afin de les transcrire par la suite.

Chapitre 2 : Présentation des milieux d'étude

Nos enquêtes se sont déroulées essentiellement dans le cercle de Douentza (région de Mopti), la commune du même nom, celle du *Hayre* (Boni) et le campement de Serma et ses environs.

2.1. Douentza

La commune urbaine de Douentza a été créée suivant la loi n°96 - 059 de 04 novembre 1996 et est composée de cinq (5) quartiers (Douentza, *Drimbe*, *Iwéli*, *Fombori* et *Koumbena*). Le conseil communal est composé de dix sept (17) membres. Les partis membres du conseil communal sont : l'Adema/PASJ (le parti du maire), le BDIA *Faso Jigui*, le PSP et le mouvement citoyen. Aucune femme n'en est membre.

Douentza est un chef-lieu de cercle situé dans la région de Mopti. Le cercle était composé de sept (7) arrondissements qui furent fragmentés en 15 communes dont une urbaine. Il couvre une superficie de 18 903 km² et est limité au nord-est par le cercle de Gourma Rharous ; au nord-ouest par le cercle de Niafunké, à l'ouest par le cercle de Mopti, au sud-ouest par le cercle de Bandiagara et au sud par le cercle de Koro.

La population du cercle s'élève à 148 869 habitants dont 81 903 hommes et 66 965 femmes, soit une densité moyenne de 7,9 habitants/km². Ce qui représente une densité relativement importante par comparaison aux régions nord du Mali. La ville présente une population mixte avec un plus grand pourcentage de Dogons, de Peuls, de Songhay et une minorité de Bambara et de Tamasheq.

La population de la commune urbaine est estimée à 21 242 habitants⁴³. Douentza est le plus grand centre commercial du cercle où on y trouve tous les services publics et parapublics (ONG et projets d'intervention dans différents domaines). La population est constituée d'une frange semi urbanisée, de paysans et d'éleveurs.

Le relief est caractérisé par des chaînes de montagnes (zones rocheuses) qui occupent la partie centrale ; des plaines sableuses et dunaires (Seenou) occupent la quasi-totalité des communes. L'hydrographie du cercle est caractérisée par d'innombrables cours d'eau intermittents alimentés par des eaux de pluie, excepté la zone de N'Gouma qui est servie par le fleuve Niger. Il faudrait aussi mentionner les nombreuses mares sur lesquelles les populations pratiquent la pêche, l'élevage et le maraîchage.

Le climat est de type sahélo-saharien avec une saison pluvieuse, l'hivernage, de trois (3) mois (juillet- septembre) et une saison sèche qui s'étale sur neuf (9) mois (d'octobre en juin). La saison sèche se divise en une période froide (novembre-février) et en période chaude (mars-juin). La moyenne annuelle des précipitations est de 400 mm.

La végétation est de type arbustif. On y rencontre surtout des épineux (acacia). Par endroit la végétation arborée et arbustive constitue des peuplements denses prenant l'allure d'une savane. Dans la zone, Dogons, Songhays et Peuls pratiquent l'agriculture avec cependant une maîtrise plus prononcée chez les premiers. En plus de l'élevage, les Peuls s'y adonnent parce qu'elle constitue aujourd'hui une activité d'appoint depuis les grandes sécheresses.

L'élevage est la deuxième activité du cercle. Cette importance est liée au fait qu'il constitue une zone d'accueil des transhumants en hivernage et concentre dans la partie Est du Delta, les meilleurs parcours et le site le plus important de terres salées. Le cheptel est composé de bovins, d'ovins, de caprins, d'asins, de camelins, d'équins et de volailles.

L'élevage est pratiqué dans toutes les unités de production. Dans la zone, il arrive qu'on devienne propriétaire de bétail très tôt, le jour du baptême, par exemple. Ce capital de départ, variable selon le sexe de l'enfant, son ethnie et le nombre de têtes de bétail dont dispose les parents, est transmis par : héritage (des membres de l'unité familiale ou du lignage), donation (fils, cadets, épouses), achat (des membres de l'unité de production), dot (épouses), etc. Si posséder du bétail est le vœu de tous les enquêtés, parce que signe de pouvoir, l'élevage est

⁴³ Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil, 2009.

beaucoup plus l'affaire des Peuls. Ces derniers ne s'adonnent à l'agriculture que par l'intermédiaire de leurs dépendants. Dans l'ensemble, ils possèdent plus de bétail que les Dogons et les Songhays dont ils assurent la garde du bétail. Les bovins, les ovins et les caprins sont élevés pour la consommation/vente du lait ou des animaux même, en vue de faire face aux dépenses de la famille (achat de céréales, d'habits, financement de mariages, etc.). Quant aux équins, asins, camelins, ils sont élevés pour servir de monture, pour le transport ou pour puiser de l'eau des puits assez profonds.

Les animaux sont soit regroupés en un seul troupeau placé sous la garde de quelques membres des unités de production respectives, soit répartis en plusieurs troupeaux. Les animaux d'une même unité de production sont en général placés sous le contrôle de leur chef. Toutefois, ce dernier ne peut ni vendre, ni donner, ni utiliser les animaux sans au préalable en informer le propriétaire. C'est aux hommes qu'incombe le gardiennage du troupeau. Les bovins sont confiés aux adultes qui assurent aussi la traite ou les transactions commerciales. Le petit bétail est en général confié aux adolescents.

Aussi, il y a lieu de distinguer les transhumants originaires du cercle et ceux du *burgu* (Delta intérieur du Niger). Pour les transhumants originaires du cercle, le cycle de nomadisation est orienté vers les bourgoutières du delta central du Niger. Ainsi, les animaux séjournent dans le cercle en hivernage et descendent dans le *burgu* à la fin des récoltes. Il s'agit là d'un mouvement de balancement entre les pâturages inondés des cuvettes du delta et du Niger. Un autre mouvement sud-nord cible les terres salées du Drougama, il est surtout observé par les éleveurs des communes du Gandamia et de Hombori.

Pour ce qui est des transhumants du delta, ils remontent dans la zone dès les premières pluies entre mai et juin et amorcent le retour entre septembre et octobre en fonction de la date des récoltes. Ces éleveurs sont originaires du cercle de Mopti pour la grande majorité.

2.2. Boni

Le *Hayre* est issue de la reconduction de l'ancien canton et arrondissement de Boni en commune rurale. Boni, chef lieu de commune, est un vieux site fondé par des *Kourmi* venant du sud. Le site fut occupé par des chasseurs guerriers venus de Dalla dont le règne a marqué les esprits. Maamudu Nduuldi aurait combattu les Maures et pris leurs animaux pour les partager entre les Peuls et s'installa par la suite à Boni⁴⁴.

La famille des *Wehebe* (élites politiques, les Dicko) de Boni est divisée en deux grandes phratries : celle de Hamadoun Yoro (ceux qui ont le pouvoir) et celle d'Almoustapha Yoro (ancêtre de Allaye Mahmoud, guerriers). Suivant les traditions maintenues jusque là vivaces, c'était Allaye Mahmoud qui partait déclarer la guerre aux Tamasheqs et aux Mossis et déportaient les vaincus à Boni en tant qu'esclaves ; c'est ainsi qu'on dénombre plusieurs familles Bellah dont les ascendants seraient capturés par Allaye Mahmoud⁴⁵.

Depuis la chefferie échoit à cette lignée et l'actuel s'appelle Bouréïma Dicko en fonction bientôt 29 ans environ. Selon les dires, il joua un important rôle dans le fonctionnement politique de la localité jusqu'avec l'avènement de la démocratie-multipartite (1992) et de la décentralisation (1999) ; depuis, il s'est vu dépouillé de nombre de ses prérogatives dans le *Hayre*.

La commune de *Hayre* est limitée au nord par le cercle de Rharous, la commune rurale d'Inadiatafane ; au sud par les communes de Dinangourou et de Mondoro ; à l'est par la commune de Hombori ; à l'ouest par les communes de Dalla et de Gandamia. La commune présente le même biotope que Douentza et Serma avec la seule particularité qu'une chaîne de

⁴⁴ L'actuel chef de Boni, *Amiru Boni*, serait un descendant de Mamudu Nduuldi.

⁴⁵ Cette histoire nous a été relatée par une femme *maccudo*, Fatoumata Tamboura. Elle est très attachée à cette famille et se reconnaît toujours comme leur *maccudo* (esclave) parce que née d'ascendants également esclaves.

collines traverse la commune d'est en ouest (Hayre). Le reste est dunaire (Seeno). Elle ne comporte ni de fleuve ; ni de rivière malgré des estimations en matière d'eaux souterraines.

Serma dispose d'une marre surcreusée par l'ODEM (Office de Développement de l'Élevage au Mali) qui est semi-permanente ainsi qu'à Oussougou, à Goumpol et à Symbi. Pendant la saison sèche, la marre d'Oussougou fait l'objet d'une cohabitation entre le bétail, les humains et les éléphants. Sur une superficie de 5 150 km, la commune du *Hayre* comptait 20 904 habitants au dernier RACE⁴⁶ de 2001. Boni est situé à 98 km de Douentza.

Si la population est composée principalement de Peuls, sa répartition est inégale entre les villages. L'exode-migration des jeunes est perceptible, après les récoltes ; ils se déplacent vers les centres urbains de l'intérieur du pays (Mopti, San et Bamako) ou même de l'extérieur (Guinée Bissau, RCI, etc.) pour le commerce ou pour s'exercer comme berger.

Les activités principales de la commune sont l'élevage, l'agriculture et le commerce. L'élevage demeure l'activité principale et générerait environ 85 % des revenus familiaux. Les Peuls nobles⁴⁷ en seraient les principaux praticiens. La commune en compterait 35 363 bovins, 89 109 ovins-caprins avec un marché de bétail et un parc de vaccination⁴⁸. Les Dogons (*Humbeebe*), les *Songhoy* et les *Rimaybe* sont les principaux agriculteurs de la commune.

Le commerce est dominé par les Arabes, les Tamasheqs et les *Rimaybe*⁴⁹ qui tiendraient l'essentiel du marché de la téléphonie mobile⁵⁰.

Sur le plan politique, neuf (9) listes étaient en compétition pour la dernière élection communale. A l'issue des scrutins du 26 avril 2009, l'Adema/PASJ s'est adjugé la majorité avec neuf (9) conseillers, le PSP trois (3) conseillers, l'ADM deux (2), l'indépendant Yaya Tamboura deux (2) et enfin le RPM avec un conseiller. Cette commune en plus du système de RAC qui existe dans les services administratifs de l'Etat, a été connectée au réseau de téléphonie mobile (Orange-Mali) en 2007.

2.3. Serma

La population actuelle se considère comme les propriétaires légaux du village, de la terre et des ressources qui l'environnent. Les Peuls *Toroobe* ont été les premiers à s'installer dans le village et se considèrent comme les aînés (anciens) du village. Ils appartiennent à une lignée de *Fulbe* qui ait joué un important rôle dans la propagation de l'islam en Afrique de l'Ouest. Ils ont une mainmise totale sur les champs et les pâturages les plus proches des habitations.

Au début, ils campaient à Serma uniquement pendant l'hivernage parce qu'il n'y avait pas de source d'eau permanente où le bétail pouvait s'abreuver durant la saison chaude. Ainsi, ils cultivaient les champs qui se trouvaient entre le *Ferro* (brousse tigrée) et le *Seeno – Mango* (grandes dunes, étendue sableuse). Après l'hivernage, ils retournaient à Boni ou dans ses environs.

Ces mouvements étaient également constatés au temps de Maamudu Nduuldi (approximativement entre 1863-1890) qui disait avoir passé la plupart des hivernages à Serma, en compagnie de ses *Jallube* (*Seedoobe*, *Taamankoobe* et *Hawgiibe*). C'est ainsi que Serma devint un hameau de culture (*Debere*) du village de Boni et non un village indépendant. Après l'hivernage, les *Jallube* et les *Weheebe* retournaient avec leurs *Rimaybe* pour camper auprès des montagnes où il y avait des mares et des puits en y passant la saison

⁴⁶ Recensement Administratif à Caractère Electoral

⁴⁷ Les Peuls nobles sont divisés en trois (3) groupes : *Seedoobe*, *Moodibaabe* et *Weheebe*.

⁴⁸ Plan de Développement, Economique, Social et Culturel de la commune rurale du Haïré, 2004-2009, p. 12.

⁴⁹ *Rimaybe* (*esclaves affranchis*) en *fulfulde*, ne seraient plus sous la dominance de leurs anciens maîtres. Ils entreprennent pour leur propre compte des activités génératrices de revenus.

⁵⁰ Boura Bahawa Tamboura et Issa Tamboura sont les deux grands commerçants de la localité qui se sont spécialisés dans le commerce des téléphones portables, d'accessoires, de cartes de recharge et de la recharge batterie.

chaude⁵¹. Un rapport d'étude de l'ONG NEF (Near East Foundation) abonde dans le même sens :

« *Serma n'est pas un village officiel. C'est un lieu de rencontre des différents pasteurs peuls de Boni et ceux de Mondoro (lieu de transhumance par excellence) pour exploiter les pâturages abondants du Seeno. Serma est considéré comme un quartier de Boni. Le site date environ 156 ans ...* » (...). *Les populations du village entretiennent des relations avec les autres villages limitrophes et aussi avec Douentza, Mopti, Burkina. Il a des liens de mariages avec Boni, M'bebbi, Ouro- Nguerou et Fétésambo. La population se déplace en transhumance vers Toula, Gassel, dans le Delta (burgu) et Drougama. Certains jeunes partent en exode-migration à Bamako, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso* ».

Officiellement, Serma est un hameau, où n'existe aucune infrastructure socio-éducative et sanitaire a fortiori un échelon administratif, qui relève du village de Boni et est constitué par six (6) campements que sont : Debere, Koyo, Wuro Bogga⁵², Wuro Karawal, N'gouma et Tioofia. Debere est le seul campement *Rimaybe*. Il est situé à l'intersection des autres campements peuls, ce qui explique sa centralité dans le fonctionnement de Serma parce qu'il sert de lieu d'accueil, de rencontres, de prières, de marchés, de stockage des récoltes, etc. pour les *Weheebe* et les *Rimaybe* qui viennent de Boni pour y passer l'hivernage.

Avant les deux grandes sécheresses (1973 et 1984), tous les campements se situaient au bord du Seeno (*Daande Seeno*). Aujourd'hui, à part *Wuro Bogga*, les autres campements ont été réinstallés dans le *Ferro* pour cause : la multiplication des champs sur les dunes (*Seeno*). Il semblerait que cette zone sablonneuse soit très favorable à la culture du mil ainsi qu'à l'élevage, toute chose grosse de problèmes de cohabitation entre éleveurs et agriculteurs.

Une variante de cette implantation des campements nous a été fournie par Ahmadou Hamadou Diallo dit Ali Jigoorou :

« *Wuro Karawal serait le premier campement à s'installer ici car tous les autres campements ont pris leur source à Wuro Karawal excepté Wuro Bogga, qui a été fondé par les ancêtres d'Aljumahou et de ma 1^{re} femme (Ayiirê) et Koyo (Wuro Bagayo) qui étaient installés à l'est du cimetière de Wuro Bogga* »⁵³.

Serma dispose d'une foire hebdomadaire qui a eu lieu chaque mercredi. Le campement ne dispose que deux (2) boutiques qui s'ouvrent quotidiennement pendant la saison sèche et au cours de l'hivernage, les propriétaires sont absorbés par les travaux champêtres. Deux banques de céréales existent dans le hameau dont la première est un don de Mirjam de Bruijn et de Han van Dijk et la seconde est l'œuvre d'une ONG. Elles sont toutes deux fonctionnelles et gérées par les habitants de Serma.

Les groupes dominants qu'on y rencontre sont : les *Fulbe* (*Seedoobe*, *Moodibaabe*, *Weheebe*, *Taamankobe*, *Niagasaguube*, *Djelgoobe*, *Maccube* ou *Rimaybe*), les Tamasheq, les Arabes (*Belaabe*, *Garagassaabe*, *Al fakarabe*, *cherifiibe*), les Dogons (*Haabe Hayre*), les *Kurminkoobe* (*Kurumba* ou *fulse*), les *Mossi* (*Moosinkoobe*), etc. De ces groupes, les plus nombreux sont les *Jallube* (*Seedoobe* ou les *Baadiyankoobe*) qui sont de grands éleveurs. Serma est située à 28 km de Boni soit à 126 km de Douentza. Le hameau est moyennement couvert par le réseau d'Orange à travers l'antenne installée à Boni. La communication n'est possible que par endroits bien ciblés par les usagers.

⁵¹ Cf. De Bruijn & Van Dijk, op.cit., 1995, pp. 111-112.

⁵² C'est dans ce campement situé à 4 km au sud-est de Debere où nous avons séjourné.

⁵³ Selon Ahmadou Hamadou Diallo dit Ali Jigoorou.

Deuxième Partie : acteurs et formes d'appropriation de la téléphonie mobile

Chapitre 3 : Marché de la téléphonie mobile dans le cercle de Douentza

« Avec plus de 674 millions de téléphones portables vendus dans le monde en 2004 (contre 91 millions d'unités en 1999) et un chiffre d'affaire de 91 milliards de dollars pour l'année 2005, la téléphonie mobile fait partie des marchés les plus prometteurs de ce début de siècle. Depuis la production et l'extraction de matières premières, jusqu'au service clientèle des opérateurs en passant par la fabrication des équipements, tous les secteurs de l'économie sont embarqués dans cette réussite. Cette multiplicité fait qu'il est à l'heure actuelle difficile d'évaluer le nombre d'emplois qui en dépendent, plus ou moins directement, à travers la planète »⁵⁴.

Dans ce chapitre, il est fait une description du marché de la téléphonie mobile dans le cercle de Douentza à travers la saisie des acteurs dominant et les emplois créés.

3.1. Commerce des téléphones portables, d'accessoires et des cartes de recharge

La téléphonie mobile n'a pas seulement été une innovation sur le plan de la communication, elle a entraîné une spécialisation dans l'offre au niveau du marché. C'est donc dire que l'innovation que constitue le téléphone portable a été appropriée rapidement par les populations. A ce propos Olivier de Sardan soutient que : *« L'innovation se diffuse en quelque sorte par nature et ceci quelle que soit son origine : du Nord vers le Sud, d'une région à une autre, des centres de recherche vers les paysans, d'une civilisation à une autre ... »⁵⁵.*

Cette innovation a lieu dans un contexte de diffusion des technologies de marque chinoise (téléphones portables doubles puces, accessoires, engins à deux roues, etc.). Ces produits inondent les marchés locaux et Douentza n'est pas en reste ; ils participent à la diffusion rapide du téléphone portable à moindre coût. Gérald Gaglio de relativiser ce constat :

« Le succès du produit n'est ainsi pas le résultat d'un déterminisme technique (c'est parce que c'est efficace techniquement que ça marche commercialement) ni complètement d'un déterminisme commercial (baisse des prix, pack, répondeur gratuit, l'imaginaire mobilisé dans les publicités, etc.), il est le fait de l'appropriation des individus »⁵⁶.

Par rapport au contexte qui nous occupe, l'appropriation du produit (téléphone portable) par des individus est conditionnée par le déterminisme commercial et le besoin de délocalisation du fait d'un besoin pressant de communication. C'est parce que le produit est à la portée des bourses moyennes que les usagers s'en approprient facilement ; de même, qu'il participe à réguler les distances physiques par défaut d'infrastructures de transport et de moyens de communication commodes. Toute chose qui permet de rentrer en contact avec les siens installés dans d'autres parties du pays et à travers le monde.

Suivant la spécialisation opérée au niveau du marché, le commerce de la téléphonie sera présenté par branches de spécialisation : le commerce des portables et accessoires, des cartes de recharge, le transfert des crédits et la réparation.

3.1.1. Commerce des téléphones portables et des accessoires

Douentza est pourvue à partir du grand marché de Bamako contrairement à ce que nous avons appris avant notre arrivée sur le terrain. La majorité des commerçants de téléphones portables et d'accessoires évoluaient déjà dans le domaine du commerce général avant

⁵⁴ "Téléphonie mobile." Microsoft® Encarta® 2009 [DVD]. Microsoft Corporation, 2008. [http:// : www.microsoft.com/encarta/2009](http://www.microsoft.com/encarta/2009)

⁵⁵ J.P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et Développement : Essai en Socio-Anthropologie du changement social*, Paris : Karthala, 1995, p. 79.

⁵⁶ Gérald Gaglio, *« De la pertinence des usages remontants dans le marché de la téléphonie »*, CERSO – Université Paris IV Dauphine, juillet 2003, p. 5.

d'opérer des reconversions de même que les nouveaux arrivants. Pour s'approvisionner, certains commerçants font des déplacements bimensuel ou mensuel comme d'autres font des commandes, généralement, par téléphone dont la livraison est assurée par les compagnies de transport qui desservent la ville journalièrement. Il s'agit des commerçants qui communiquent la liste de leurs commandes à des fournisseurs en créditant les comptes bancaires de ceux-ci à travers la Banque Internationale du Mali (BIM), soit par Money Gram ou par Western Union. Abdouramane Nantoumé, vendeur de portables, d'accessoires et réparateur de téléphones de témoigner :

« Par rapport aux téléphones et aux accessoires, nous avons un parent à Bamako qui nous les fournisse. Dès fois, nous ne nous déplaçons même pas, on leur envoie seulement la commande par téléphone et ils amènent les marchandises à la gare auprès de nos transporteurs agréés qui nous les acheminent »⁵⁷.

L'option, « *rester chez soi et avoir ses marchandises* », semble être la plus usitée par les commerçants de la place. Cela d'autant plus, qu'elle leur permet de maintenir ouvert leur commerce qui ne souffrira plus de jours de voyages fermer en l'absence de personnes capables d'assurer la relève avant le retour. Partant de l'observation du terrain kayésien (première région administrative du Mali) que Dulau soutient la nécessité de l'usage de l'outil de communication dans les échanges commerciaux :

« Les échanges commerciaux reposent sur la communication entre les différents acteurs (fournisseurs, clients, transitaires, vendeurs) qui se chargent de la distribution des biens sur un territoire. Les grands commerçants sont par essence les grands acteurs de l'échange et de la communication, où l'information est une donnée vitale, la matière avec laquelle ils travaillent. Sans échange ni relation, le commerce ne peut fonctionner. Pour ces acteurs de l'échange, la communication constitue un élément fondamental et occupe une place primordiale dans leur vie de relation »⁵⁸.

C'est dire qu'avec le téléphone portable, le commerçant gagne en temps, en énergie et à peu de frais (rentrer en contact avec le fournisseur et le transporteur), il est servi. L'effet d'annonce du portable dans certaines capitales régionales et de cercle a poussé des commerçants sur place d'inaugurer la vente des appareils avant l'arrivée du réseau. C'est Gossi (une commune frontalière à Hombori, située sur la route nationale 16 (RN 16) qui dessert également Douentza) qui a été la première localité à avoir le réseau. Dès lors, ce fut la ruée sur l'objet magique; il fallait s'y intéresser très tôt. Quelques mois plus tard, Douentza eu son antenne et le marché de la téléphonie s'est accru avec l'arrivée d'autres opérateurs économiques spécialisés dans le secteur.

Hama Allaye Tamboura, un *Diimajo*, âgé de 26 ans, officie dans le commerce de radios, de téléphones portables, d'accessoires et de cartes de recharge, raconte la façon et le moment dont il a commencé le commerce des portables :

« Nous (mon demi-frère et moi) sommes rentrés dans le commerce des téléphones depuis 2006. En ce moment, c'est Gossi seulement qui avait le réseau et on les (portables, accessoires et cartes de recharge) amenait à la foire de Gossi qui a lieu chaque dimanche. On s'approvisionnait à Bamako pour les vendre jusqu'à l'arrivée du

⁵⁷ Abdouramane Nantoumé, Douentza, 26/11/2009.

⁵⁸ Caroline DULAU. – Systèmes de communications, acteurs et réseaux du grand commerce à Kayes au Mali. – Mémoire de Maîtrise : Géographie : Université de Pau et des Pays de l'Adour : DER Géographie : 2000-2001, p. 9.

réseau à Douentza. Nous faisons les foires de Gossi, de Hombori, de Boni, de Simbi et de Douentza. Entre mon grand frère et moi, chacun a sa comptabilité. Mais, il est comme mon patron puisqu'à la fin de chaque mois, il part faire des achats à Bamako et me fourni en conséquence »⁵⁹.



Photo. 1 : Hama Allaye Tamboura dans sa boutique de vente de téléphones portables, de cartes de recharge, de transfert *muga muga* et d'autres produits divers au marché de Douentza.

Hama Allaye a hérité l'activité de son père bien que le commerce qu'il gère est sa propriété. Il travaille en synergie avec son demi-frère, qui d'ailleurs est son principal fournisseur. Pour lui, en matière de commerce la fraternité compterait peu tant que des principes clairs sont partagés par les parties.

« La boutique est très grande. Je n'ai pas de comptable. Je le gère tant bien que mal. A chaque voyage du demi-frère, je lui passe des commandes qui sont payées au comptant. Egalement, je fournis d'autres commerçants de la place. Actuellement, mon frère ne passe pas un mois sans partir à Bamako. Les téléphones qu'il amène ne nous suffisent même plus et lui, ne voudrait pas de crédit. Ceux que nous fournissons achètent au comptant. Il n'est pas mon frère utérin donc si je gère mal ça n'engage que moi, car lui, il s'en fiche »⁶¹.

Le marché de la téléphonie est organisé de telle sorte que chaque intervenant ait une marge bénéficiaire depuis le grossiste à Bamako qui part s'approvisionner à Dubaï et fournit les intermédiaires de Douentza jusqu'au petit commerçant de Serma qui est servi à partir de Boni. La structuration du marché fonctionne comme une chaîne verticale qui commence du plus grand commerçant jusqu'au plus petit en passant obligatoirement par des intermédiaires. Le succès de Hama et de son demi frère est de n'avoir que les Peuls comme clients et cela pour trois principales raisons : d'abord, ils (son frère et lui) étaient les principaux vendeurs de radios dans tout le cercle de Douentza ; ensuite, rares sont les *Fulbe* qui ne s'achètent de radio

⁵⁹ Hama Allaye Tamboura, Douentza, 27/11/2009.

⁶⁰ Hama Allaye Tamboura, Douentza, 30/11/2009.

⁶¹ Hama Allaye Tamboura, op. cit.

pendant leur jeunesse. N'a t-on pas l'habitude de se moquer d'eux qui, dans les rues, se pavanent avec leur combiné accroché aux épaules ! Sur le terrain, nous avons été témoin de voir des jeunes, en rupture de banc avec les parents, qui ont vendu des têtes d'animaux pour s'octroyer des radios à l'occasion de la fête de Tabaski. L'arrivée des téléphones portables avec multimédia (musique, vidéo, radio FM, etc.) mettrait-elle fin à cette tradition ? Enfin, leur identité sociale, ils appartiennent à la catégorie des *Rimaybe* (esclaves affranchis, ils se considèrent Peuls) qui ont des liens socio-historiques avec les *Rimbe* (nobles). Par instinct ou par atavisme, le *Ndimo* préfère avoir commerce avec quelqu'un de familier, généralement de même culture qu'un Bambara ou un Dogon. Par fait de culture, il s'agira de la pratique de la langue qui est associée aux subtilités de marchandage et d'accueil. Cela est d'autant plus vrai pour le client que pour le commerçant. Il témoigne :

« Depuis l'arrivée des réseaux, les Peuls achètent hebdomadairement une vingtaine de portable SOTEL (marque chinoise avec Bluetooth). Si nous commandons 20 portables de Bamako, ce samedi par exemple, nous serons obligés d'en commander 20 autres le samedi prochain. La majorité de nos clients sont des Peuls et ils ne connaissent que cette marque dont les usages ont fait des émules chez eux dans les campagnes. Ce succès est dû à la jalousie filiale. Par exemple, si aujourd'hui, un Peul venait à acheter telle marque, assurez-vous, demain, c'est son frère ou son voisin qui viendront demander la même chose. A chaque foire à Hombori (mardi), mon demi-frère apporte au moins une dizaine de téléphones et il n'en ramène aucun et cela dure depuis deux (2) ans. Avant, ils ne savaient pas manipuler les téléphones et si on les appelait, tu les voyais courir dans tous les sens pour que quelqu'un les aide à décrocher l'appel. Aujourd'hui, ils connaissent le OK et d'autres savent enregistrer les contacts et même transférer de la musique ou prendre des photos »⁶².

Un autre commerçant d'origine Dogon de relativiser quelque peu les propos enchanteurs de Hama Allaye, lorsqu'il soutient n'avoir jamais vu un berger acheter un appareil neuf :

« Chez moi, la plupart d'entre-eux viennent pour acheter les anciens portables ou pour réparer leurs téléphones. (...). Ce n'est pas parce qu'ils sont pingres ou avarés. Ils achètent des choses plus coûteuses et plus valeureuses que le téléphone. Le téléphone n'est pas d'une grande nécessité pour eux, c'est pour contacter seulement les gens en ville ou en brousse. Cela n'est pas aussi commun à tous les bergers. D'autres achètent des téléphones de marque et appellent constamment leurs parents, des amis, etc. Ça leur empêche de faire de longs déplacements »⁶³.

⁶² Hama Allaye Tamboura, Douentza, 27/11/2009

⁶³ Abdouramane Nantoumé, Douentza, 26/11/2009.



Photo 2 : des téléphones « neufs » à vendre, accompagnés de nom de marque déposée alors qu'ils ne sont en réalité que des imitations (« chinoiserie »).

Remarquons tout de même un jugement de valeur chez cet interlocuteur qui ramène tous les Peuls à des bergers. A noter qu'en milieu peul, ce sont les dépendants qui conduisent les animaux en haute brousse. L'important, ici, est de relever que dans ce milieu, tout le monde s'intéresse au téléphone portable qu'il soit neuf ou usager ou quelque soit, également, la volonté de satisfaire aux besoins primaires. Aussi, un élément de taille, il semble exister une question de clientèle dans une localité où la question d'allochtonie et d'autochtonie refait de plus en plus surface ; pour cause l'enjeu de la représentation locale au cours des élections (communales et législatives), depuis l'avènement de la démocratie et du multipartisme, recommande. De la même manière, les Peuls se choisiraient leurs commerçants.

3.1.2. Commerce des cartes de recharges

Contrairement au commerce de téléphone qui se trouve être une question de spécialité (des technologies : radios, magnétophones), celui des cartes de recharge est entretenu en quelque sorte par le tout venant. Tous les boutiquiers, les propriétaires de kiosques, d'étals et même des ambulants s'y adonnent. La structuration d'un tel commerce est fonction des produits offerts : les cartes de recharge classiques et les transferts de crédit.

En matière de la vente des cartes de recharge, la figure de quatre (4) personnages ont retenu notre attention. Ils ont tous la vingtaine, célibataire, de niveau d'instruction et de trajectoire différents.

Les deux premiers sont employés par un commerçant résidant à Mopti. Le premier, Samuel Dao, d'ethnie Bobo, la vingtaine, décrit sa trajectoire comme suit :

« Je l'ai commencé avec un grand commerçant, Ibrahim dit Basory Touré, basé à Mopti ville. Il possède plusieurs boutiques de vente de cartes de recharge à Mopti et dans d'autres localités du pays telles à : Gao, Tombouctou, Youwarou, Sévaré, Bandiagara et Koro. Lui-même, gère une boutique de luxe beauté au grand marché de Mopti. A côté

⁶⁴ Electronique Dia chez Nantoumé, Douentza, 29/11/2009.

de cela, il fait le commerce des portables, des accessoires et des cartes de recharge. J'étais d'abord photographe ; je partais faire les photos de ses enfants au cours des fêtes et d'autres cérémonies sociales (baptêmes et mariages). C'est comme ça qu'il m'a approché pour me proposer de travailler avec lui. Nous sommes nombreux à travailler pour lui ; il nous a payé des motos Djakarta pour être plus efficace dans l'approvisionnement des clients. En venant à Douentza, j'ai laissé le mien car à vélo, également, je suis efficace à Douentza, une ville moyenne, et pas de frais de carburant et de réparation de la mobylette »⁶⁵.



66

Photo 3 : Samuel Dao, sur son vélo d'approvisionnement à Douentza

⁶⁵ Samuel Dao, Douentza, 25/11/2009

⁶⁶ Samuel Dao, Douentza, 28/11/2009

Notre interlocuteur soutient d'être titulaire du diplôme d'études fondamentales (DEF) et pour subvenir à ses besoins, il s'engagea dans la photographie sur le tas. C'est dans l'exercice de cette activité que son chemin croisa celui de son actuel employeur. Aguerri sur le marché de Mopti ville, celui-ci l'envoya à Douentza pour assurer la relève au niveau d'« *Universelle Communication* » (UC). Une boutique, qui était gérée par un Mossi, Yacouba Ouédraogo, la vingtaine, avait demandé une permission pour voir les siens au Burkina Faso. Ouédraogo explique les raisons de son « congé » :

« J'ai passé sept (7) mois à l'UC de Douentza avant que Samuel ne vienne pour assurer la relève. A mon retour du Faso, le patron m'a retenu encore sept (mois) à Mopti. Face à la saturation du marché de Mopti, j'ai demandé au patron de m'ouvrir une autre boutique à Douentza »⁶⁷.

Son argumentaire était que durant son jour à Douentza, il avait pu se tisser un capital social de relations interindividuelles à reconquérir, il y a plus de quatorze mois. Malheureusement, il n'avait pas pris en compte des changements intervenus sur le marché local. A l'ouverture de sa boutique, ces faits s'imposèrent à lui comme un effet boomerang. Sans désespérer, comptant sur sa baraka et son savoir faire, il soutient :

« Pour le moment ça ne va pas, le marché est très lent, peut être que c'est dû à l'ouverture récente de l'endroit qui n'est pas bien connu par les clients. Entre Samuel et moi, chacun a son compte à part. A Douentza, souvent le marché ça balance, dès fois c'est Orange qui marche et dès fois, aussi, c'est Malitel. Ce sont les cartes de 1 000 F Cfa qu'on vend le plus (30 à 40 cartes/jour) et difficilement, on arrive à écouler trente cartes de 5 000 F dans le mois en dépôt.

Bientôt six (6) ans, je suis dans ce créneau avec un salaire mensuel régulier (20 000 F) sans les frais de logement et de nourriture assurés par le patron ; en plus, nous gagnons des primes, je n'ai pas à me plaindre.»⁶⁸.

Pour notre interlocuteur, il ne s'agit point d'entretenir une concurrence inutile avec qui que cela soit, chacun doit préserver sa part du marché suivant sa force de vente pour préserver la confiance du patron et garder son emploi. Un emploi qui lui permet de soutenir les parents et de satisfaire à ses propres besoins.

Contrairement à Ouédraogo, qui est entrain de tout reconstruire, à l'Universelle Communication, Dao se trouve dans une perspective de renforcement des acquis :

« Ici, ça marche très bien puisque la clientèle est très dense comme vous le constatez vous-même. Je pense que cela dépend de la politique de marketing que nous avons à l'égard de nos clients. C'est surtout l'accueil chaleureux et personnalisé que nous réservons à l'endroit des clients. Surtout avec le transfert de crédits (Zèrin, pastèque), nous leur transférons la valeur réelle du crédit acheté alors que dans les autres boutiques, pour 100 F de zèrin, le client est amené à payer 125 F et souvent nous faisons des remises à nos fidèles clients »⁶⁹.

Les deux commerçants font, à la fois, la vente en dépôt et en détail. Leur bonne santé financière réside sûrement à ce niveau. Ils fournissent plusieurs détaillants en cartes de

⁶⁷ Yacouba Ouédraogo, Douentza, 18/11/2010.

⁶⁸ Yacouba Ouédraogo, op. cit.

⁶⁹ Samuel Dao, Douentza, 25/11/2009

recharge avec des remises (6%). Parallèlement, la vente en détail est aussi bien développée chez Dao :

« Nous vendons les cartes de 1 000, 2 000, 5 000 et 10 000 F Cfa en même tant nous faisons aussi les transferts, autant pour Orange que pour Malitel. Des remises sont faites pour les détaillants et non avec des consommateurs particuliers.

Ce sont les cartes d'Orange qui marchent plus que celles de Malitel et surtout celles de 1 000 F. La majorité de la population n'a pas les moyens d'acheter celles de 5 000 ou de 10 000 F Cfa. Aussi, les transferts « muga-muga » sont plus recherchés encore, que les cartes ; certains font des transferts 1 000 F ou au-delà. Pour eux, le grattage et le système de recharge sont lents et souvent compliqués. En moyenne, journalièrement, je vends 50 000 F en recharge dépôt et 25 000 F en recharge détail. Les boutiques vendant les cartes en gros ne sont pas nombreuses, ici »⁷⁰.

Nantoumé, réparateur et vendeur de cartes de recharge en gros et en détail, dit de réaliser des centaines de milliers de franc pendant le seul jour de marché de Douentza (dimanche). Aussi, il relativise quelque peu l'avis de Dao à propos du nombre des grossistes installés dans la localité.

« J'ai commencé avec les cartes de recharge, nous les prenions avec un grand commerçant de Bamako qui, par la suite, nous a fait confiance. Au début, on les achetait comptant. Maintenant, il nous les donne et ce n'est qu'après vente que nous lui payions. Au minimum, je peux vendre globalement pendant les jours de marché 400 000 F Cfa en gros pour les cartes de recharge. Ceux qui vendent les cartes en gros dans la ville de Douentza sont nombreux mais chacun a ses clients et dès fois, on se déplace pour aller les fournir en ville.

Pour les cartes de recharge et les transferts (zèrin), on leur envoie seulement de l'argent et ils nous les envoient. Bien sûr que les transferts ont influencé le marché des cartes de recharge. Beaucoup de personnes qui payaient les cartes avant, maintenant, ils préfèrent acheter 200 F de transfert pour résoudre leur affaire et économiser les 800 F sur 1 000 F qu'elles mettaient dans la carte »⁷¹.



Photo 4 : Des images qu'on rencontre sur la façade de la boutique Electronique Dia, gérée par Nantoumé

⁷⁰ Samuel Dao, op. cit.

⁷¹ Abdouramane Nantoumé, Douentza, 26/11/2009.

⁷² Electronique Dia chez Nantoumé, Douentza, 29/11/2010

En contraste avec Hama Allaye, qui entretient un commerce varié de plusieurs articles (radio, magnétophone, téléphone, cartes de recharge et d'autres articles), Nantoumé a fait le pari des seules accessoires du téléphone portable comme d'ailleurs Dao et Ouédraogo et, qu'en plus, il a des rapports privilégiés avec son fournisseur qui n'est plus payé au comptant. Son succès dépend du fait qu'il allie bien la vente de cartes de recharge avec la réparation des téléphones des forains. Il reconnaît, tout de même, que les nouveaux produits des opérateurs téléphoniques et principalement les transferts ont influé sur le gain engrangé dans la vente des cartes de recharge. Pour lui, ce nouveau produit a introduit une nouvelle manière d'utilisation et de consommation chez les propriétaires de portable et permis aux petits clients de communiquer.

Amadou Goro, un autre grand revendeur de cartes de recharge et de transfert, également la vingtaine, met l'accent sur le processus d'approvisionnement en cartes sans se déplacer mais aussi des détails sur les catégories de cartes achetées et leur durée d'écoulement :

« Nous faisons nos achats de cartes de recharge avec Jignet (une société de commerce située derrière l'immeuble Nimaga au grand marché de Bamako). Au départ, mon frère faisait ses achats hebdomadairement mais il ne se déplaçait pas car il a un ami commerçant qui lui apportait la commande. Quant à moi, je leur communiquais la liste de mes commandes (nombre des cartes de 1 000, 2 000, 5 000 et 10 000 F Cfa) par téléphone en versant l'argent dans leur compte au niveau de l'agence BIM de Douentza. Un ami de Bamako partait récupérer les cartes au niveau de Jignet pour les expédier via les compagnies de transport (Binké, Bani, Sonéf, etc.). Chaque semaine, je fais un achat de cartes de recharge d'une valeur de 200 000 à 300 000 F Cfa. Cette somme est répartie entre 300 cartes de 1 000 F (Orange à 250 000 F), 100 cartes de 1 000 F (Malitel à 80 000 F) qui sont écoulées par semaine ; 100 cartes de 2 000 F (Orange et Malitel à plus de 150 000 F, vendu pendant un à deux mois) et 50 cartes de 5 000 F (Orange et Malitel, aussi durant un à deux mois). De toutes les cartes de recharge, ce sont celles de 1 000 F qui sont les plus achetées »⁷³.

A noter que le commerce de Goro était géré par son frère cadet et qu'en ce moment, lui, menait des études professionnelles à Bamako. Après avoir décroché son diplôme et effectué des stages de qualification non sanctionnés d'embauche, il se résolut à mettre ses compétences au profit de l'entreprise familiale. A son retour, son cadet parti en migration en Guinée Equatoriale. Aussi, de tous les revendeurs rencontrés, il est le seul à avoir une plus grande surface financière ce qui lui permet de faire de grosses commandes avec une structure agréée par les sociétés de téléphonies mobiles. Sinon, les moyens d'accéder aux commandes sont les mêmes pour tous les revendeurs. Ensuite, il demeure le plus grand grossiste dans le transfert « *muga-muga* » (nous y reviendrons).

3.2. Le transfert de crédit

Dans une étude, Sow et Alissoutin ont relevé des changements intervenus sur le prix du crédit au Sénégal lorsqu'ils écrivent :

« Le prix minimum des cartes prépayées est de 1 000 F Cfa, soit 1,50 euros. Au-delà de ces prix, il est même apparu la possibilité de partager le crédit des cartes prépayées, d'où l'expression Wolof « sèddo » qui veut dire 'partager'. Aujourd'hui, le système sèddo qui permet à des jeunes de transférer du crédit à des usagers à des tarifs très bas

⁷³ Amadou Goro, Douentza, 24/12/2009

(parfois 100 F Cfa) a pratiquement remplacé le système classique des télécentres. Le système et les coûts de communication sont devenus, par ailleurs, de plus en plus abordables compte tenu de la concurrence »⁷⁴.

Si au Sénégal, le terme donné à ce nouveau système de transfert est « *Sèddo* » (« partager en Wolof »), au Mali, on le reconnaît mieux par trois (3) termes distincts en bambara. Le premier, « *Zèrin* » (Pastèque), renvoie non pas à l'aspect physique du fruit mais la façon dont il est consommé, à savoir par tranches ; comme pour dire : « on ne communique que par tranche » et vendues sur les marchés ; le deuxième, « *muga-muga* » (« 100 F – 100 F ») fait référence à la modestie, à la disponibilité et à l'accessibilité du produit (à défaut de 1 000 F de recharge, 100 F est à la possession de chaque propriétaire pour être actif sur le réseau) et enfin le troisième, « *Nafama* » soutient « l'utilité » d'accès au crédit pour des appels urgents et de nécessités.

A défaut d'un véritable marché où la production locale serait consommée en grande partie sur place, au regard de ce que nous avons décrit plus haut, l'économie de la zone n'est bâtie que sur du capital physique (bétail sur pied) qui s'effondrerait à la suite de plus petite calamité naturelle. Dans un tel milieu, la consommation ne peut se limiter au strict minimum. Ce sont, surtout, les familles qui ont des émigrés, les travailleurs du tertiaire, les transporteurs et les commerçants qui créditeraient plus les téléphones. Ainsi, l'avènement de ces nouveaux produits ne peut être qu'une buée de sauvetage ou un moyen de maintenir plus de gens connectés sur les réseaux en fonction de leur pouvoir d'achat. Par analogie à ces produits, un artiste peul et très célèbre n'a-t-il pas chanté ces refrains : « *L'achat de la mobylette n'est pas difficile pour un jeune Peul mais c'est plutôt l'assurance quotidienne des frais de carburant qui pose le plus de problème. (Soodude moteere tiida pulo jokole, waawunude tiogu isansi muudum nialooma fuu woni goole)* ».

En d'autres termes, si beaucoup de personnes s'étaient refusé de se payer un téléphone portable à cause du prix des cartes de recharge jugé exorbitant en rapport aux gains journaliers, aujourd'hui ce handicap n'est plus qu'un souvenir et personne ne se serait étonnée de voir un notable se servir de ces produits, comme pour dire que la pauvreté monétaire est ambiante ou que les Peuls ont adopté l'esprit du temps : « débourser sans se montrer ». Comme la vente des cartes de recharge, les offres de transferts ont fait éclaté le marché de téléphonie mobile en créant des emplois pour nombre de personnes, donc d'accès aux ressources monétaires et par ricochet de mode de consommation, aussi, elles ont été une cause immédiate du déclin des télécentres publics et privés⁷⁵.

« A défaut de 1 000 F Cfa pour la carte de recharge, les gens partaient vers les télécentres pour les appels. Or, avec le système de transfert de crédits, tu n'as plus besoin de te déplacer pour aller communiquer dans une cabine téléphonique »⁷⁶, remarque un interlocuteur.

L'efficacité d'un tel système poussa certains revendeurs de cartes de recharge et des commerçants détaillants à l'adopter même si le bénéfice est tantôt insignifiant. En fait, ceux qui font le transfert ont des puces de détail excepté, Amadou Goro, qui a celle d'en gros.

Samuel Dao d'expliquer le fonctionnement des transferts à « Universelle Communication » :

⁷⁴ Papa Sow et Rosnert L. Alisoutin, « TIC et Co développement entre la Catalogne et le Sénégal », in : Mireia Fernandez-Ardévol & Adela RosHijar (ed.), *Publication Barcelona Conference Communication Technologies in Latin America and Africa : A multidisiplinary perspective*, 2010, p. 320 (disponible également sur le net : <http://in3.uoc.edu/web/N3/Communo-technologies in -Latin america and-africa/>)

⁷⁵ Cf. Naffet Keïta, « Grandeur et misères des cabines téléphoniques publiques et privées au Mali », 2010, 14 p (à publier dans le cadre du Programme : Téléphone portable et mobilité en Afrique).

⁷⁶ Samuel Dao, Douentza, 25/05/2009.

« Pour ce qui est du transfert 'muga-muga', c'est le patron qui passe la commande à Bamako et nous l'envoie directement. A l'époque, si un détaillant payait pour 10 000 F, c'est Orange qui leur gratifiait de 500 F de bonus. Maintenant, le système et même de code de transfert ont été changés. Le code était composé de 5 chiffres et on procédait comme suit : *111* n° de téléphone * montant de crédit à transférer * 12345 # OK mais maintenant c'est : *111* n° de téléphone * montant de crédit à transférer * 1 * 12345 # OK. La modification apportée à l'ancien code est l'ajout de *1*. Depuis ce changement de code, Orange n'offre plus de bonus sur les transferts. Tout de même, c'est nous même qui offrons des bous actuellement pour entretenir la clientèle. Sur les recharges de 10 000, il y a un bonus de 500, 1 000 sur celles de 20 000 et 1 750 F sur celles de 25 000 F. S'il m'envoie 300 000 F de transfert, je le revends à 306 000 F. Je sais que le boss a un intérêt sur chaque transfert qu'il m'envoie. A côté de celui du boss, j'ai, moi-même, une puce de transfert en détail »⁷⁷.

Le changement technique dans le mode de transfert et la non effectivité du bonus avaient créés de petits problèmes dans l'exercice avant que les acteurs ne s'en habituent. Tout de même, cette situation a poussé certains gérants vers une forme d'autonomisation à savoir l'entretien par devers d'eux de puce de détail. Tel est également le cas pour Ouédraogo, ce dernier trouve que le système des transferts est très salubre mais comporterait des risques de perte de gain due au fait que les clients se trompaient de numéro à créditer.

« Dans la semaine, souvent, nous prenons 100 000 F de transferts muga-muga mais dès fois, nous n'arrivons même pas à les écouler parce que ça ne marche pas. J'appelle beaucoup mes amis et mes parents qui sont à Mopti avec le zèrin car c'est ce que je peux. Les transferts (zèrin) ont beaucoup arrangé les vendeurs de cartes et les consommateurs. Mais le problème est que c'est un travail à risque, à cause des mélanges de numéro d'appel au moment du transfert. Par exemple si tu ne fais pas attention sur 10 000 F de zèrin, tu n'auras même pas cinq francs comme bénéfice si tu te trompais de numéro. Mais, en cas de perte de transfert, nous appelons le centre de messagerie pour vérifier si l'erreur émane de l'acheteur ou de nous, au cas où c'est l'acheteur qui se trompe, nous ne lui remboursions pas »⁷⁸.

Enfin, pour notre vendeur d'en gros, Amadou Goro, il chargerait sa puce tous les trois jours jusqu'à plus de 500 000 F Cfa de crédit :

« C'est moi qui ai commencé la vente des transferts 'muga-muga'. Certes, aujourd'hui, je ne suis pas le seul à le faire à Douentza. Mes clients en 'Zèrin' sont : Hama Allaye (Douentza), Demba (Douentza), Issa Pathé (à Boni, son représentant est Kola, le demi frère à Hama Allaye) et Boura Bahawa Tamboura (à Boni, son représentant est Boula). Avec le système de transfert qui est un peu ma spécialité, il faudrait noter que mon frère donnait de l'argent à son ami pour qu'il lui envoie le transfert. Avec mon arrivée, j'ai constaté que cela est trop lent et j'ai demandé d'avoir leur numéro de compte bancaire pour faciliter les opérations. A chaque fois que j'ai besoin de cartes ou de transferts, je parts verser l'argent dans leur compte et je leur demande de m'envoyer immédiatement les produits. Ils étaient nombreux les commerçants de la place (Hama Tamboura, Issa Tamboura, etc.) qui se sont lancés dans le transfert. Ils venaient me donner leur argent pour que je crédite leur compte de 'muga-muga' ; par finir, ils m'ont suggéré de

⁷⁷ Samuel Dao, op cit.

⁷⁸ Yacouba Ouédraogo, Douentza, 18/11/2010.

devenir, eux-mêmes, vendeurs d'en gros. Mes activités marchent bien et souvent le week-end, je peux prendre au-delà de 500 000 F Cfa »⁷⁹.

Si Goro détient le monopole du système de transfert en essaimant son réseau de clientèle dans toutes les contrées du cercle couvertes par le réseau, il n'en demeure pas moins que son activité souffre principalement de la qualité du réseau, toute chose préjudiciable à son commerce. En matière de transfert, la qualité du réseau est d'un grand atout. Il arrive, certes, que des clients se trompent de numéros, mais les plus grandes pertes aient lieu quand le réseau est défaillant. Le vendeur peut faire des transferts sans ne pas recevoir de message lui confirmant la réussite de l'opération. Il est amené à reprendre le transfert et le crédit serait envoyé plusieurs fois alors que l'opération serait réussie depuis le premier essai.

« Les avantages du téléphone priment sur les inconvénients ; même si nous enregistrons des pertes au cours des transferts, c'est parce que les clients sont en majorité analphabètes et peuvent se tromper de numéros. Pour éviter ces situations, je demande à ce que le client, lui-même, compose son numéro ou je lui demande de m'apporter le numéro par écrit pour que je puisse faire le transfert. Cela constitue une grande difficulté pour nous. En plus de cela, nous avons beaucoup de difficultés concernant la qualité du réseau car la connexion est très mauvaise à Douentza ; souvent quand on fait le transfert, ça ne part pas et on reprend à plusieurs reprises. Dès fois, on peut l'envoyer à la même personne à plusieurs reprises et il y a des personnes de bonne volonté qui viennent nous le dire. Par exemple, il peut te dire qu'il a demandé 10 000 F de 'Zèrin' et que je lui ai envoyé 20 000F ou 30 000 F.

Quand j'ai évoqué le problème avec mon fournisseur, il m'a dit d'être très vigilant et de vérifier tout ce que j'envoie ; dès fois, j'appelle le service Orange pour connaître la liste et le montant des crédits que j'ai envoyés dans la journée pour retrouver la source de l'erreur. Malgré toute cette perte, nous avons un gain très considérable »⁸⁰.

3.3. Réparation des téléphones portables

Le secteur de la réparation du téléphone portable est, à priori, un secteur moyennement investi comme ceux de la vente de téléphone, de cartes de recharge et de transferts de crédit dans le cercle de Douentza. Suivant les milieux parcourus, nous n'avons pu nous entretenir qu'avec une seule personne, qui du reste est revendeur de cartes de recharge, maîtrisant et reconnu dans le domaine. Par ailleurs, à Serma, Amadou Hamadou Boura Diallo se déclare être un réparateur de téléphone parce qu'il s'y connaît dans celle des radios et des montres. Ici, c'est le cas Abdourahamane Nantoumé qui a retenu l'attention parce qu'il est reconnu comme étant le seul « spécialiste » et disposerait du minimum de matériel de travail pour l'exercice du métier. Comme les deux vendeurs de l'Universelle communication, il serait le gérant d'un commerce dont le titulaire est Samba N'Diaye, opérateur économique, résidant à Bandiagara :

« La boutique ne m'appartient pas, elle appartient à mon collaborateur de Bandiagara (ami et frère) qui s'appelle Samba N'Diaye. La gestion se passe bien. A chaque fois qu'il est là, c'est pour faire le bilan et sachant les bénéfices et les pertes, nous nous partageons les intérêts. Il n'y a pas de salaire mensuel entre nous. Je me débrouille dans le dépannage ou dans la réparation des téléphones. Tous les accessoires et téléphones portables dans la boutique sont sa propriété, mais le dépannage est pour moi »⁸¹.

⁷⁹ Amadou Goro, Douentza, 24/12/2009

⁸⁰ Amadou Goro, op. cit.

⁸¹ Abdouramane Nantoumé, Douentza, 26/11/2009.

Nantoumé serait un passionné des TIC depuis son enfance qui n'hésite pas à parfaire ses connaissances dans la réparation des téléphones portables, dès que l'occasion se présente.

« (...) J'ai passé trois mois de formation en réparation de téléphone chez un professionnel (Papa KEITA) qui a eu à faire des études en technologie de l'information et de la communication. Il est installé devant Malitelda et gagne bien sa vie dans ça. Mais avant que je n'aille à Bamako, je faisais le business de téléphone c'est-à-dire l'achat et la vente des téléphones d'occasion et c'est ce qui m'a motivé à m'engager davantage dans le domaine. Si je suis parti à Bamako pour suivre cette formation c'est parce que je me débrouillais un peu dedans. Je suis parti pour approfondir mes connaissances. Ce travail m'a beaucoup apporté sur le plan financier. C'est grâce à un frère ou un ami même que je suis rentré dans cette activité. Il faisait le business de la vente des cartes de recharge à Bandiagara et il m'a demandé de travailler avec lui. C'est comme ça que je me suis retrouvé à Douentza. Comme on a grandi ensemble, en un moment donné, je suis parti à Sévaré pour étudier la comptabilité. C'est au cours des petits congés que je retournais à Bandiagara. C'est comme ça que j'ai appris à bien réparer les portables »⁸².



Photo 5 : Abdourahmane Nantoumé, réparateur de téléphones portables à Douentza.

Pour paraphraser les classiques en économie (David Ricardo) : « *si une denrée est rare, elle est censée être chère ?* ». Si cette assertion traduirait mieux la situation de Nantoumé, il soutient que ses frais sont fonction de la bourse des clients et de l'étendue des pannes. Aussi, dans son activité, il accepterait certains arrangements sans prendre beaucoup d'argent et certains réglages gratuits. Il regrette, également, l'envahissement du marché par des « chinoiserias » moins chères et que nombre d'utilisateurs, au lieu de réparer désormais les téléphones en panne choisissent de les échanger simplement ou de s'en acheter un autre.

⁸² Abdourahmane Nantoumé, op. cit.

⁸³ Abdourahmane Nantoumé, Douentza, 29/11/2009

Aujourd'hui, malgré le gain de notre réparateur, il regrette comme Dao et Ouédraogo d'avoir abandonné ses études :

« Lorsque Samba N'Diaye a commencé son business, j'étais au fondamental et c'est pendant les congés qu'on travaillait ensemble jusqu'à ce que je suis parti à Sévaré après le DEF pour faire la comptabilité. J'ai abandonné en 2^e année de comptabilité au cours l'année 2005 parce que je n'avais pas de soutien et les conditions de vie étaient difficiles. Vraiment, je regrette d'avoir abandonné les études car j'ai beaucoup de promotionnaires qui ont fini les leur aujourd'hui, et que s'ils ne sont pas dans la fonction publique, travaillent dans d'autres services moyennant un salaire garanti. En abandonnant les études, je n'exerçais que des petits métiers : je faisais deux activités à Bandiagara, le business de téléphones et le ferrailleur »⁸⁴.

A ce niveau de la réflexion, nous relevons un paradoxe entre les gains gagnés, de par les activités menées et le regret seriné du fait de l'abandon des études. Est-ce à dire que leurs occupations ne soient pas sans avenir et qui s'inscriraient dans l'économie de la débrouille ?

⁸⁴ Abdouramane Nantoumé, op. cit.

Chapitre 4 : L'espace Orange à Douentza

A titre de rappel, c'est en novembre 2006 que la société de téléphonie mobile, Ikatel, s'est muée en Orange Mali⁸⁵. De cette date à nos jours, la compagnie a étendu son réseau dans la presque totalité des localités maliennes. Selon un rapport du Comité de Régulation des Télécommunications (CRT) :

« Orange Mali détient la plus grosse part du parc mobile avec 2 763 794 abonnés prépayés en 2008 contre 2 023 678 abonnés prépayés en 2007 soit une progression de 37%. Quant aux abonnés post payés d'Orange Mali, leur nombre à 2 017 en 2008 contre 1 852 abonnés post payés en 2007 soit 9% de progression »⁸⁶.

En continuant l'extension de son réseau en milieu rural, Orange s'est aussi donnée pour mission d'ouvrir des espaces Orange à travers tout le pays pour se rapprocher davantage à ses abonnés. C'est à cet effet que l'espace Orange de Douentza a ouvert ses portes, le 11 novembre 2008, où le marché de la téléphonie se trouvait déjà dominé par les commerçants de la place. Amadou Coulibaly, agent gestionnaire de l'espace Orange, décrit le paysage à l'ouverture de l'espace dans le cercle :

« Quand je venais, ici, le marché était totalement gâté car les gens ignoraient ce que c'est un espace Orange et même jusqu'à présent des gens continuent de venir nous demander si c'est ici la pharmacie ; même ce matin, il y a eu des cas alors que la pharmacie se trouve juste à côté. Je pouvais passer toute la journée sans avoir 2 000 F, toute chose qui me décourageait. Donc il fallait une politique de marketing pour faire comprendre à la population l'importance de l'espace. Comme j'avais un peu d'expérience en la matière, au moment des promotions, on profitait pour adresser des messages de sensibilisation à l'intention de nos clients. Les commerçants payaient des gens qui ont des cartes d'identité pour qu'ils leur achètent des puces car nous avons décidé de ne pas vendre plus d'une puce à une personne »⁸⁷.

L'arrivée de cet espace dans le cercle allait à l'encontre des intérêts des commerçants spécialisés dans le domaine du commerce des téléphones, des cartes de recharge et des puces, puisqu'ils vendaient très chers leurs produits. Une telle situation était en déphasage avec les perspectives de développement d'Orange Mali pour qui, il faut mettre sur le marché le maximum de puces actives et d'offrir des services personnalisés avec le label de la compagnie aux clients.

La mission de l'espace Orange n'est pas seulement le commerce mais aussi être à l'écoute des usagers pour connaître les difficultés auxquelles ils sont confrontés :

« Sur le terrain, il fallait se battre et innover. J'ai attendu à ce que les commerçants de la place vendent tous les kits (puces) se trouvant à leur disposition. Quant ils sont venus à moi pour s'approvisionner, j'ai refusé de leur vendre les puces car c'était la seule manière pour permettre aux clients de venir vers moi. Certains commerçants m'ont proposé de leur vendre le kit à 2 500 F or il était cédé par nous à 2 000 F. Je n'ai pas voulu y souscrire parce que mon objectif était que les clients viennent à l'espace et c'est en cela qu'il aura sa raison d'être. Aussi, lors d'une promotion, ces mêmes commerçants sont venus me faire la proposition de 2 000 F par kit alors qu'on

⁸⁵ Ikatel (*I ka téléphoni*, ton téléphone en *bamanan kan*) a vu le jour le lundi 24 février 2003.

⁸⁶ Cf. Comité de Régulation des Télécommunications, Rapport Annuel 2008, p. 13.

⁸⁷ Amadou Coulibaly, Douentza, 20/11/2009.

vendait l'unité à 1 000 F. C'est en ce moment, qu'ils (les commerçants) ont été voir les lycéens et les élèves de l'EPTIC en leur remettant de l'argent (1 500 F) pour qu'ils viennent chercher les kits et j'ai pu déjouer leur manège »⁸⁸.

En fait, au-delà de la nouveauté, le besoin de communication est pressent dans toutes les sociétés quelles soient rurales ou urbaines. Or, si le kit est le seul moyen pour asseoir le besoin d'être dans le réseau, les spéculations autour de son accès deviennent une stratégie de la part des commerçants et surtout dans un milieu où le marché de la consommation balbutie. Ainsi, chacun veut profiter au maximum pour tirer des profits. Telle est la réalité de l'enjeu pour les commerçants d'accéder par tous les moyens aux kits. Egalement, si le gérant de Douentza peut être félicité de professionnalisme sans aucune publicité, nombre d'espaces Orange, à travers le pays, ne s'embarrassent point à déjouer les stratégies d'accaparement des commerçants de kits. Par exemple si les promoteurs vendent la puce à 1 000 F, le commerçant la revend à 1 250 F ou à 1 500 F Cfa⁸⁹.

« Je n'ai pas accepté les propositions des commerçants, c'est simplement pour éviter des spéculations inutiles sur nos produits. Nous avons conscience que le revenu journalier du malien est très modeste. Aussi, notre présence ne se limite pas seulement à la seule vente des kits, nous menons d'autres activités : la récupération des kits perdus, la vente de téléphones portables et d'accessoires, la livraison de la connexion Internet, etc. Avec cet espace, ce n'est plus la peine que le client se déplace pour aller à Bamako ou à Mopti pour un problème téléphonique, nous leur offrons tous les services offerts dans les capitales régionales et dans le district de Bamako. Par exemple, une personne qui perdrait sa puce à Douentza et qui n'a pas les moyens financiers pour se rendre à Mopti ou à Bamako, il serait obliger de l'abandonner alors que c'est avec ce numéro qu'elle communiquait avec toutes ses connaissances ! Et puis, plus de 80% de la population est analphabète, les gens n'ont pas l'information qu'ils ont la possibilité de récupérer la carte SIM, qui plus est, n'ont pas de pièces d'identité ou d'actes de naissance. (...). Pour récupérer la carte SIM perdue, le remplissage des conditions suivantes est exigé : fournir une pièce d'identité nationale en cours de validité, apporter la fiche d'inscription (il faut qu'il y ait le nom de la personne là-dessus) et fournir un certificat de déclaration de perte établie par la gendarmerie, comme nous n'avons pas de commissariat de police dans la localité »⁹⁰.

Si la carte SIM renvoie irrémédiablement à un numéro d'appel, celui-ci doit, en outre être renseigné par les données civiles de son titulaire. Or à défaut d'acte d'état civil, un tel travail serait impossible. A la longue, avec le phénomène de perte ou de vol de téléphone, chaque titulaire serait obligé de se prémunir de cet élément indispensable en vue de récupérer son numéro ; cette fois-ci, non pas seulement un numéro d'appel mais aussi celui de contact. En cela, les sociétés de téléphonie mobile participent à l'ancrage de la citoyenneté et la valorisation de l'état civil.

Or, à Douentza, les premières puces ont été achetées auprès des commerçants et du tout venant dans un contexte d'euphorie. Les exigences minimales de cession n'étaient pas respectées. Même si c'était le cas, les gens n'exigeaient pas de fiche d'inscription et, a fortiori, l'idée d'une perte éventuelle. A noter, qu'au début, les compagnies ne se prélassaient point de cet aspect, parce qu'elles n'avaient d'yeux que d'augmenter leur part du marché à savoir d'avoir de nouveaux clients et les puces étaient également des denrées rares. C'est en

⁸⁸ Amadou Coulibaly, op. cit.

⁸⁹ Nous nous référons ici à nos premières enquêtes de terrain menées à Bamako en Mai 2009.

⁹⁰ Amadou Coulibaly, Douentza, 20/11/2009.

atteignant un certain seuil d'abonnement et face à l'apparition d'une certaine forme de criminalisation (l'histoire des insultes grossières à l'endroit du Président de la République et autres histoires salaces transmises par messagerie et Bluetooth) que les compagnies de téléphone portable demandèrent aux abonnés de venir régulariser leur compte dans les agences ou espaces offerts à cet effet. Même en l'absence de situations malheureuses telles les affaires d'insultes signalées, les abonnés n'ont pas été assez protégés dans la jouissance d'être en réseau ou connecté, toutes les précautions nécessaires n'étaient pas prises quant ils accédaient pour la première fois aux puces. Les stratégies de contournement des commerçants étaient connues des sociétés de téléphonie de la place. Comme en matière de droit, il est une sentence qui sous tend que « nul n'est censé ignorer la loi », la marginalité de nombre d'abonnés du cercle devenait plus que manifeste. A ce niveau, les propos du gérant de l'espace Orange sont assez explicites :

« Nous avons trop de problèmes avec les Peuls, les Dogons et les Bozos et surtout avec les Peuls et les Dogons qui négligent la prise des cartes d'identité et les actes de naissance et qui achètent n'importe comment les puces avec n'importe qui sans fiche d'inscription. Au cours des promotions, les commerçants viennent acheter les SIM dans les normes en allant les revendre à ceux-ci sans les remettre les fiches d'inscription. Le plus souvent au cas où ils perdraient la puce, ils viennent vers nous sans fiche. En vérifiant dans l'ordinateur, nous trouvons que le numéro est juste, le code PUK également et c'est au niveau du nom de la personne qu'il y a problème. Maintenant nous sommes entrain de faciliter la tâche aux clients en leur permettant de venir faire l'enregistrement de leur puce. Mais malgré cela, il y a le social que nous gérons ; par exemple, si un parent ou un proche perdait sa puce et que nous pouvons attester que c'est sa puce, on peut s'engager pour la récupération en assumant toute la responsabilité en cas de problèmes »⁹¹.

Ici, il doit être relevé la fuite en avant des sociétés de téléphonie car, simplement, elles se devaient de se poser la question à savoir : combien de détenteurs actuels de puce sont nés dans un endroit où il y avait un officier d'état civil et que l'accès au juge était aussi facile pour s'établir un jugement supplétif ?

Non point de leur faire un procès, nous savons qu'il aurait fallu attendre la démocratie et la décentralisation pour que les mairies poussent comme des champignons et que face au taux bas de participation aux différentes élections depuis 1992, les gouvernants ont décidé de faciliter l'accès à l'état civil. Une telle facilité inaugure non plus un accès facile à une carte d'identité nationale dont la durée est de trois (3) ans pour des frais s'élevant en moyenne à 2 600 F Cfa. Ce sont là, en réalité, les obstacles physiques auxquels les populations étaient confrontées pour ne jamais posséder d'extrait de naissance ou de cartes d'identité nationale. Ce problème n'est pas propre aux seuls Peuls et Dogons, il est récurrent dans tous les centres urbains et ruraux du Mali, un tour matinal dans les commissariats de police et au niveau des postes de gendarmerie édifiera. C'est dire qu'il ne s'agit point de refus ou de négligence de chercher des actes de civilité, mais plus une distance physique de l'administrateur de ses administrés. Une telle réalité n'a été intégrée que tard par la société qui se ravisa, désormais, à permettre à toutes personnes ayant une puce active et n'ayant pas de fiche de renseignement de se faire enrôler, du moins, s'enregistrer comme détenteur de tel ou tel numéro d'appel.

Enfin, de plus en plus, les messages importants du gouvernement à l'endroit des citoyens ne passent-ils pas par les messageries qu'il s'agisse du recensement administratif à vocation électoral (RAVEC), les vaccinations et les spots du ministère de la santé dans la sensibilisation contre le VIH/SIDA, le paludisme, etc.

⁹¹ Amadou Coulibaly, op.cit.

L'espace Orange de Douentza est l'œuvre d'un partenariat entre Orange-Mali et Opens Tours. En réalité, le gérant de l'espace Orange est un agent d'Opens Tours, qui serait une entreprise privée spécialisée dans le domaine de la téléphonie mobile et de la location de véhicules. Ce partenariat aurait pour objectif d'employer le maximum de jeunes diplômés pour réduire le taux de chômage. Ainsi, des centaines de jeunes sont employés par ce truchement par Orange Mali pour la gestion des différents espaces ouverts à travers le pays. A ce propos, M. Coulibaly de résumer les grandes lignes de ce partenariat :

« Je suis un agent d'Opens Tours qui est une entreprise partenaire avec Orange. C'est Opens Tours qui nous a envoyé à Orange. Le but de ce partenariat est d'élargir le marché de l'emploi à travers tout le pays en donnant une chance aux jeunes diplômés qui faisaient déjà ce travail (vente de téléphone, d'accessoires et autres) de saisir cette opportunité sinon Orange même pouvait la faire »⁹².

Au-delà du dessein de réduire le chômage des jeunes, Orange voudrait s'assurer, en signant des contrats avec des sociétés prestataires, de veiller sur son image et des facilités d'accès à son service, sans se montrer censeur et de n'augmenter, non plus, son personnel. Aussi, une telle initiative est plus visible en matière de bilan en termes de formes de mobilités induites.

« Je travaille à Opens Tours depuis 2002, l'année d'avènement d'Ikatel sur le territoire malien. Bien avant ces espaces, il y avait des promoteurs ; moi, j'étais promoteur de SOAD Distribution dont le directeur de l'époque était un ami. On avait les régions de Tombouctou et de Gao, d'ailleurs c'est moi qui ai ouvert le réseau de Goudam et de Diré en 2006 »⁹³.

A ce niveau du discours, il y a lieu de relever un fait assez massif au niveau du recrutement des agents. Qu'il s'agisse des revendeurs de cartes de recharge, de téléphones, d'accessoires et même de gestion de l'espace Orange, le fait récurrent est que tout le monde serait recruté sur la base des amitiés, des familiarités, en un mot de l'interconnaissance. Un critère de taille qui différencierait les structures intermédiaires telles Opens Tours entre autres et les structures nationales de promotion de l'emploi des jeunes telles : APEJ et ANPE.

« La différence, entre Opens Tours et les structures étatiques promotrices d'emploi (APEJ et ANPE) est que la première est privée. Quand Orange a lancé l'appel d'offre en demandant aux sociétés exerçant dans le domaine telles que CONARIS, AGEM et IPC de faire rentrer leurs dossiers pour la gestion des nouveaux espaces Orange (l'exercice de la vente des cartes, puces, téléphones et récupérations des kits perdus,...), la nôtre aussi a postulé ce qui explique notre présence au niveau de cet espace. Quand nous passons des commandes à la direction d'Orange Mali, c'est elle-même qui fixe les prix des produits. La formation de nos agents aussi a été faite par Orange Mali. La politique d'Orange, à travers cette initiative, est de rapprocher la structure de ses usagers en mettant des jeunes compétents au service de ses clients (...). Pour bien mener mon travail, j'avais contacté quelqu'un de Boni pour qu'on travaille ensemble mais après, j'ai été obligé d'arrêter puisqu'à la fin de chaque mois je devais faire un rapport pour faire l'état des lieux or, aujourd'hui, les gens ne sont pas sérieux : il ne m'envoyait pas l'argent régulièrement, ça pouvait me créer des problèmes et c'est pour cela que j'ai décidé d'arrêter le partenariat. Pendant le jour de foire (jeudi), je donne souvent quelques kits à mes amis qui partent

⁹²Amadou Coulibaly, op. cit.

⁹³ Amadou Coulibaly, op cit.

pour la foire. Je leur dis de donner mon numéro à ces gens, que je suis le représentant d'Orange et qu'ils peuvent m'appeler s'il y a le besoin. Il y a des gens de Boni qui viennent ici chaque jour pour acheter les kits et le réseau de Boni est extraordinairement impeccable ; tous les problèmes sont seulement au niveau de l'antenne de Douentza sinon pour les autres arrondissements, ils n'ont pas de problèmes »⁹⁴.

Comme nous le constatons, le gérant de l'espace entretient une confusion monstre sur son statut actuel. Il est prestataire de service pour le compte d'Orange et non, un de ses agents. Sûrement, une telle méprise est pour se donner de la visibilité d'autant plus qu'il n'est qu'un commerçant, plus privilégié que les autres. Certes, travailler dans le créneau des produits de téléphone portable ne consacre pas de fait une qualification, peut être que ses qualités d'agent commercial ont été revues suivant les besoins d'Orange au profit de la société qui l'emploie. Aussi, Orange, pour ne pas créer d'agence officielle, a passé des contrats de prestation ou de sous-traitance avec des sociétés tiers. Du moment où il est évalué sur la base du résultat, il se voit contraint de chercher des partenaires, non soumis à la signature d'un contrat, dans les autres localités du cercle couvertes par le réseau. A défaut de recourir à des résidents, il utilise son propre réseau de connaissances, comme sur la base à partir de laquelle lui-même a été recruté, pour écouler les produits. Excepté la vente des accessoires (façades, pochettes, batteries etc.) et la vente des cartes de recharge en gros, l'Espace Orange mène toutes les autres activités comme n'importe quel espace de la compagnie Orange, partout au Mali :

« Les activités que nous menions au niveau de l'espace Orange sont : la vente des téléphones (les packs qui sont des téléphones de marque Samsung et Nokia, I phone qu'Orange met sur le marché en diminuant leur prix mais qui ne peuvent porter que des puces Orange, cela est un marketing pour attirer les clients vers la compagnie), les kits (puces), les accessoires (batteries, chargeurs, pochettes, les façades, etc.) sont vendus dans les autres agences de Bamako. Ici, je n'ai pas voulu vendre les accessoires pour la simple raison que j'ai affaire avec des paysans et des bergers. C'est un cercle où il y a très peu d'intellectuels alors que la vente de ces produits n'est pas confortable ; c'est de la « chinoiserie ». Si par exemple, je m'hasardais à vendre une à deux batteries à un paysan et qu'elles ne soient pas bonnes, ils vont dire en fulfulde ou en dogosso : 'L'agence Orange ne vend rien de bon, il vaut mieux aller acheter avec un commerçant que de venir jeter son argent ici'. Nous vendons aussi les cartes de recharge mais en détail car Orange a des partenaires commerçants qui sont spécialisés dans la vente en gros et si nous aussi nous vendons en gros, cela va nuire le marché de ces commerçants grossistes qui sont des partenaires d'Orange avant notre arrivée dans la zone ; c'est une politique qu'Orange fait pour permettre aussi à ces partenaires de bénéficier. Il ne faut pas être trop gourmand. Les cartes marchent très bien, je pourrais même écouler pour 2 000 000 F en un mois si on faisait la vente en gros. En réalité, la vente en détail ne marche pas bien car les gens préfèrent en acheter avec le petit commerçant d'à côté qu'au lieu de se déplacer pour venir ici ; généralement ce sont les passagers (voyageurs) qui viennent acheter nos cartes en détail. Nous vendons la carte SIM à 2 000 F mais les commerçants n'ont pas un prix fixe, souvent ils la vendent à 2 500 F ou à 3 000 F et voire même 4 000 F mais jamais à 2 000 F. Nous débloquent les téléphones en rentrant dans les paramètres si le problème est dû à une mauvaise manipulation mais nous ne faisons pas la réparation. Nous n'offrons pas la connexion mais si quelqu'un veut connecter son téléphone, on lui donne le numéro du distributeur qu'il envoie par SMS et la personne

⁹⁴ Amadou Coulibaly, op. cit.

suivra les conseils qui lui seront donnés pour avoir la connexion. Il y a beaucoup de personnes qui n'arrivent pas à se connecter car ils ont des téléphones chinois alors que les chinoiserias n'ont pas l'option de la connexion à internet »⁹⁵.

Pour avoir une certaine forme d'exclusivité sur le marché, Orange a mis sur le marché de nouvelles marques de téléphone accessibles à un coût moins cher mais qui ne peuvent fonctionner qu'à partir des seules puces Orange.

⁹⁵ Amadou Coulibaly, op. cit.

Troisième Partie : commerce et mobilité identitaire dans la commune du Hayre

Chapitre 5 : Appropriation du marché de la téléphonie par les *Rimaybe*

Selon E. Erickson, « *L'identité et crise d'identité sont devenues dans l'usage courant, et même scientifique, des termes qui circonscrivent des choses si générales et apparemment si évidentes qu'il paraît plutôt ridicule d'en exiger une définition* »⁹⁶.

Bourgeot soulève la problématique de l'identité touarègue en faisant référence en un certain nombre d'éléments dont la langue, le voile, le glaive, le dromadaire et le pastoralisme. De même Jean Louis Amselle (1990) et Claude Fay (1996) pensent que l'ethnicité et l'identité sont des notions très flexibles et polyvalentes. Pour eux, l'identité ethnique s'est formée au cours d'un processus historique et continu d'interactions entre groupes⁹⁷.

Certes, la région connue l'esclavage et ses séquelles sont encore visibles⁹⁸. Les plus grandes vagues de libération des esclaves font suite à la décision du colon d'abolir la pratique et l'organisation des élections de 1946 en vue de l'émancipation des colonies africaines. C'est ainsi que nombre d'esclaves du *Hayre* changèrent de condition et non de statut.

*“According to Aadama Ba Digi the chiefs of the Hayre and Hommbori got permission from the French administration to keep their Slaves. The slave trade, however, was forbidden. As a result the social situation of the slaves changed little in the Hayre, especially in the first half of 20th century. It was after the second world war that we can speak of the liberation of the slaves, which was the result of a change in the political attitude of the French.”*⁹⁹

Ainsi, les anciens esclaves commencent à se prendre eux-mêmes en charge à travers la pratique de l'agriculture et du commerce. Si en étant esclave, leur quotidien se limitait à faire à cette activité pour le compte du maître, en devenant autonome, il demeure toujours lié à son ancien maître parce que la question de l'accès et la jouissance du foncier n'était pas réglée. Les *Rimbe* ne qualifient-ils pas d'esclave toute personne ayant pour activité l'agriculture ? Toute de même, les appellations *maccube* ou *Matioube* (esclaves) disparurent pour donner naissance à *Rimaybe* (esclaves affranchis).

*“In Principe slaves were liberated and free to do as they liked. The word maccube fell in disuse, former slaves were then called Riimaybe, which means protégé, and is derived from Arabic”*¹⁰⁰

Jusqu'à nos jours l'usage du mot *maccudo* (singulier de *maccube*) irrite les “*esclaves affranchis*”, ils préfèrent le mot *Diimajo* (singulier de *Rimaybe*). Selon les explications, *maccudo* ou *matioudo* voudrait dire que l'intéressé serait toujours sous le joug de l'esclavage alors que *Diimajo* signifierait un esclave affranchi.

Dans ce chapitre, il s'est agi pour nous de nous intéresser aux changements dans le statut des esclaves affranchis, qui étaient à l'époque très marginalisés et, aujourd'hui, ceux-ci sont les plus grands animateurs du commerce de la téléphonie mobile dans la commune rurale de

⁹⁶ E. Erickson, « Adolescence et crise. La quête de l'identité ». In : André Bourgeot : « Identité touarègue : de l'aristocratie à la révolution », Oct-déc. 1990, 120 : 129-162.

⁹⁷ Cf. J. L. Amselle, 1990, *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris : Payot, 275 p. et Claude Fay. 1996. – « Car nous ne faisons qu'un : Identités, homologues et équivalences au Maasina ». in : *Cahiers des Sciences Humaines*, 31 (2), 1995, pp. 427-456.

⁹⁸ Mirjam De Bruijn et Lotte Pelckams, ??? et Salif Togola, « Mythes et réalités de l'esclavage dans la région de Mopti », in : *Mythes et réalités de l'esclavage au Mali : cas de Bamako, Kayes, Mopti, Gao et Tombouctou*, Naffet Keita (dir.), rapport de consultation, 2009, pp. 75-93.

⁹⁹ M. De Bruijn et H. Van Dijk, op cit. P77

¹⁰⁰ Voir : Breedveld, 1995.

Hayre. Le Sous préfet de Boni, également, de confirmer cette observation tout en précisant les différents acteurs qui s’y déploient :

« Le commerce, de façon générale, est dominé par les Arabes et les Tamasheqs. Cependant le marché de la téléphonie mobile est l’apanage des Rimaybe. Il y a Boura Bahawa Tamboura et Issa Pathé Tamboura qui détiennent les deux grandes boutiques de vente de téléphonie (téléphones neufs, accessoires, cartes de recharge, zèrin, charge batterie, etc.) de Boni »¹⁰¹.

Certes, si nos deux *Rimaybe* officiaient déjà dans le commerce général, l’arrivée du téléphone portable leur a fait changer de spécialité. A ce jour, ils sont incontournables dans l’accès aux téléphones, cartes de recharge, d’accessoires, de transferts *muga-muga* et de recharge des batteries. Au-delà, des grandes orientations politiques et la signature des conventions criminalisant l’esclavage qui n’ont pu réellement influencer sur le statut des anciens esclaves, en quoi le commerce et particulièrement celui du téléphone serait un facteur de mobilité et de changement identitaire chez les *Rimaybe* ?

Boura Bahaawa Tamboura, âgé de 49 ans et titulaire du diplôme d’études fondamentales, nous fait part des mobiles et les conditions qui l’ont poussé à opérer un changement dans ses activités et s’orienter désormais vers le commerce des NTIC et spécifiquement celui de la téléphonie :

« Dès qu’on avait eu l’information que Boni recevrait le réseau, j’ai été à Bamako pour me renseigner sur le marché de la téléphonie (les prix des portables, des chargeurs, des accessoires, etc.). J’ai été acheté une cabine téléphonique Orange qui fut d’ailleurs la première dans la commune. Je m’approvisionne avec les commerçants du grand marché de Bamako qui, eux aussi à leur tour, s’approvisionnent en Chine ou à Dubaï. Je vais faire mes achats à Bamako une fois par mois ».



102

Photo 6 : La façade de la boutique de Boura Bahawa Tamboura à Boni

¹⁰¹ Mangoro Konaté, Boni, 12/12/2009.

¹⁰² La façade de la boutique de Boura Bahaawa Tamboura, Boni, 21/11/2009.

Dans l'analyse de son discours, nous relevons le fait que c'est l'effet d'annonce de l'arrivée du réseau à Boni qui lui a poussé à se lancer dans le commerce de téléphone. Cet effet d'annonce lui a permis d'aller observer ce créneau à Bamako et de se renseigner suffisamment avant d'y jeter son dévolu. Le contexte politique et économique de l'époque l'autorisait également à pouvoir entreprendre sans aucune crainte. Car, depuis l'avènement de la démocratie et du multipartisme, il a assisté aux divisions dans les grandes familles nobles (Boni et Dalla), leurs anciens maîtres, et que toutes recourraient à leur suffrage qui, pour être maire ou conseiller ou encore député. C'est dire donc qu'au moment où les « chefs » bataillaient pour les postes politiques - qui se sont accrues avec la décentralisation - nombre de *Rimaybe* ont pensé investir dans les activités génératrices de revenu en vue de consacrer davantage la liberté qu'ils ont. Lui, a décidé de réorienter ces activités commerciales, du commerce général à celui des produits qui ne puissent souffrir des risques climatiques (élevage et agriculture) mais dans ceux dont tout le monde recourrait parce qu'ils seront au centre des sociabilités, des contacts, des communications et informations.

Il commença son nouvel commerce par l'installation d'une cabine téléphonique qui, d'ailleurs, n'a pas fait un printemps comme les hirondelles, le phénomène des transferts en serait pour quelque chose. La boutique de Boura est achalandée des mêmes produits disponibles autant à Douentza, qu'à Bamako. De part ce fait, la commune rurale du *Hayre* est devenue un centre commercial pour les populations. S'il avait débuté son commerce avec la vente des téléphones de marque Nokia (1100, 1110 et 1600), celles-ci n'intéressent plus grand monde à côté des marques chinoises (doubles puces et multimédia - musique, vidéo, son, radio FM, etc.) aux coûts abordables. Boura Bahaawa renseigne avec plus de détails sur son commerce et particulièrement celui des cartes de recharge et de transfert de crédit :

« J'ai eu l'idée de vendre les cartes à l'arrivée de la téléphonie. Je vends les cartes de 1 000 F, de 2 000 F et de 5 000 F ; ce sont celles de 1 000 F qui sont les plus recherchées pendant les jours ordinaires mais pendant les jours de promotion (50% ou 100% de bonus sur les recharges), les usagers achètent le plus les cartes de 2 000 F et de 5 000 F pour pouvoir bénéficier du bonus. Les zèrin (transferts muga-muga) sont venus faciliter tout le reste car, même les gens qui n'ont pas de moyens peuvent se procurer de 100 F de transfert pour biper les gens afin qu'on leur rappelle. Au début, beaucoup de personnes ne savaient pas recharger les cartes et ils venaient vers moi pour les aider mais actuellement, tout le monde sait la faire »¹⁰³.

A ce niveau, nous relevons une première forme de mobilité chez notre *Diimajo*. De son statut d'ancien esclave et de lettré, il arrive à devenir incontournable dans son milieu de vie : les gens ont besoin de lui, non pas, pour qu'il doit exécuter désormais des travaux pénibles non rémunérés, ils recourent à ses offres et services parce qu'il est devenu capacitair. Ainsi, dans l'imaginaire populaire, il n'est plus vu en tant qu'ancien esclave mais en commerçant de produits ayant également un savoir-faire.

Le second élément de cette mobilité est consacré par ses connaissances du milieu (les fournisseurs et les intermédiaires) de la téléphonie et de part les voyages incessants qu'ils effectuent au niveau de la capitale, pour chaque fois amener de la nouveauté. Pour ainsi dire, à travers ces mobilités, il influe sur les modes de consommation et des formes d'appropriation de l'outil dans une communauté rurale en transformant du coup le marché.

« A chaque voyage (mensuel), j'achète entre 200 000 F et 300 000 F de cartes de recharge. Quant aux Zèrin, je prends 50 000 F hebdomadairement. Je l'achète avec un

¹⁰³ Boura Bahaawa Tamboura, Boni, 18/12/2009.

grossiste de Douentza à travers un intermédiaire (Boula) qui est remboursé après. Avant que les commerçants de Douentza n'aient la puce en gros, nous nous approvisionnions en zèrin à partir de Bamako »¹⁰⁴.

Le second commerçant avec lequel, rendez-vous était pris, pour échanger sur l'appropriation du marché de la téléphonie par les *Rimaybe*, Issa Pathé, n'était pas sur place le jour de l'entretien et nous nous sommes, alors, entretenu avec un de ses frères. Hamidou Tamboura, âgé de 25 ans et venait de rentrer de la Guinée Equatoriale - quatre (4) mois auparavant -. Quant il parlait, Boni n'avait pas de réseau de téléphonie mobile et qu'en Guinée Bissau, il exerçait dans le commerce des appareils électromagnétiques. Pour ce qui est du commerce de son frère, il soutient :

« Souvent, nos achats oscillent entre 100 000 et 150 000 F Cfa de cartes de recharge par voyage car ça ne marche pas bien donc on ne peut pas aller mettre beaucoup d'argent dedans mais pour le transfert zèrin, nous le prenons avec un commerçant de Douentza (Goro) par l'intermédiaire de Demba (le demi-frère de Hama Allaye) et pour cela nous commandions 50 000 F de transfert chaque semaine »¹⁰⁵.



106

Photo 7 : La boutique de vente de téléphones, de cartes de recharge et d'accessoires chez Issa Pathé Tamboura à Boni.

A Serma, le commerce est tenu par Hama Kendé qui ne vend pas d'appareil téléphonique et se contente de la vente des cartes de recharge, des accessoires et de la charge batterie¹⁰⁷. Il

¹⁰⁴ Boura Bahaawa Tamboura, op. cit.

¹⁰⁵ Hamidou Tamboura, Boni, 18/12/2009.

¹⁰⁶ Boutique de Issa Pathé tamboura, Boni, 21/11/2009.

¹⁰⁷ Ce dernier soutient que le commerce est pour lui un héritage familial. Il en a appris les ficelles avec sa maman qui était une commerçante détaillante c'est-à-dire vendeuse de sucre, de Maggi, de thé, de sel etc. Ainsi, à côté d'elle, depuis l'enfance, il a entrepris la vente de cigarettes, de bonbons, de biscuits, etc. et jusqu'à ce que celle-

s'approvisionne auprès d'Issa Pathé à Boni. Malgré le développement de son commerce, il n'a jamais dépassé Boni pour aller s'approvisionner ailleurs. Il soutient de n'avoir jamais quitté hors de la commune rurale de Boni, malgré le fait que beaucoup de jeunes *Rimaybe* partent en exode dans les grandes villes (Bamako, San, Sévaré, Abidjan, etc.).

Que pensent alors les usagers des bienfaits qu'apporte le téléphone ? En quoi le marché de la téléphonie est devenu une question de spécialiste et de catégories sociales ?

Pour Ahmadou dit Ali Jigooru Diallo, chef de clan des *Jallube* de Serma (*hoore talkuru*) :

« Ce sont les Rimaybe qui dominent le marché de la téléphonie (vente de cartes de recharge, charge de batterie) ; également, les gens qui ont des motos peuvent s'acheter des chargeurs de batterie et faire eux-mêmes la charge pour éviter de payer 200 F chez Hama Kendé pour une seule recharge. L'arrivée du téléphone portable a facilité l'activité de commerce. Beaucoup de commerçants fermaient leurs boutiques pour aller s'approvisionner à Boni. Actuellement, il leur suffit d'appeler leur fournisseur en lui communiquant la liste des marchandises qui manquent pour qu'il leur envoie par le véhicule des forains ou les donner à un ressortissant de Serma qui doit faire le trajet par ici. Donc, de ce fait, ils réalisent un avantage certain en temps et en dépense. Les Rimaybe ont plus bénéficié du téléphone que les Rimbe car les premiers font plusieurs activités (agriculture, élevage, commerce...) qui s'améliorent grâce au téléphone alors que les seconds ne sont que de simples éleveurs donc ceux-ci ne bénéficient que les avantages liés à la pratique de l'élevage »¹⁰⁸.

Si le discours corrobore au fait que les *Rimaybe* soient dominants dans le commerce de téléphonie en général, l'interlocuteur soutient que l'exercice de toute autre activité telle le commerce participe à les libérer des considérations sociales ancrées. Ainsi, la pratique du commerce en lieu et place de l'agriculture et de l'élevage – des activités liées aux pratiques de vie des esclaves – consacre, à ses yeux, une libération des *Rimaybe* et la consécration d'une nouvelle identité chez les *Rimaybe*. Cela d'autant plus, pour le *Ndimbo* (noble), le commerce n'est pas propre à la culture du nomade parce que son exercice exige la sédentarisation. Si le téléphone portable a beaucoup aidé à l'épanouissement du commerce parce que les acteurs ne se déplacent plus pour perdre leur temps, il leur suffit d'appeler pour qu'il soit approvisionné. Cette forme de sédentarité leur octroie une autonomie de gestion de leur temps et un épanouissement dans leur activité : *« ils ne ferment plus leurs boutiques durant toute une journée au motif d'aller s'approvisionner à Boni »* remarque t-il.

Adama Tumbuga Tamboura relativise quel que peu le fait que le marché de la téléphonie soit approprié par les *Rimaybe* et que cela puisse être admis comme un élément irradiant l'amélioration des conditions de vie des *Rimaybe*.

« Je n'ai pas la certitude de confirmer que c'est l'activité de la téléphonie qui a amélioré les conditions de vie de ces Rimaybe commerçants car le téléphone les a trouvés dans le commerce »¹⁰⁹.

ci ait vendu quelques têtes de bœufs pour lui donner un financement conséquent. C'est de là que son commerce pris l'envol car le hameau devenait de plus en plus peuplé. A l'arrivée de la téléphonie mobile à Boni, les gens ont commencé d'acheter des téléphones et comme le hameau est couvert en partie par le réseau, il s'est aussi intéressé à la vente des cartes de recharge qui était quasi inexistante à Serma.

¹⁰⁸ Amadou Jigooru Diallo, Serma, 16/11/2009.

¹⁰⁹ Adama Tumbouga Tamboura, Serma, 12/11/2009.

Quant à Hamadou Yeraadio Tamboura, il trouve que même si l'exercice du commerce ne change pas le statut social des *Rimaybe*, il leur permet d'avoir une autonomie financière et un certain degré de respectabilité de la part de leurs clients qui sont majoritairement des *Rimbe*.

« Ce sont les Rimaybe qui s'intéressent beaucoup au marché de la téléphonie que les Rimbe ; quant à ces derniers, ils achètent le téléphone et viennent charger la batterie chez Hama Kendé. Même si l'exercice de la vente de téléphones portables, d'accessoires, des cartes de recharge, de recharges batterie n'anoblisse pas les Rimaybe qui font cette activité à Boni et à Serma, il leur permet, en outre, d'avoir une autonomie financière et une certaine considération car les gens ont toujours besoin d'eux et ils sont incontournables en matière de téléphonie dans la zone.

Aussi, ce sont les Rimaybe qui furent les premiers à s'acheter les motos chinoises. Quant les Rimbe en ont beaucoup acheté, ils recourent aux Rimaybe quand les motos tombent en panne. Ce sont également les Rimaybe qui sont les mécaniciens. Donc, les Rimaybe ont toujours le monopole des gains économiques dans le domaine des techniques. Ils acceptent de faire toutes les activités alors que le monde est fait de telle sorte que ce sont les travailleurs qui sont récompensés »¹¹⁰.

Dans ces discours l'accent est mis sur l'ingéniosité des *Rimaybe*, qui économiquement s'en sortent bien et n'ont rien à se reprocher du moment où ils ne recourent point au service de leurs anciens maîtres. Pour ainsi dire, le procès de l'esclavage est fonction de la dépendance économique des *Rimaybe* aux *Rimbe*, une dépendance qui devient sociale et culturelle. Si la question de la condition semble être réglée de part les activités menées par les *Rimaybe*, celle du statut demeure tout entière, parce qu'elle est circonscrite dans le sang, dans l'ascendance. En cela la question d'esclavage rejoint celle des castes¹¹¹.

Les *Rimbe* pensent que l'appropriation du marché par les *Rimaybe* n'a aucune influence sur leur statut social, Hamidou Aluwel Diallo, un *Ndimbo* résidant à Serma de soutenir : *« La domination de ce marché de la téléphonie n'a rien changé dans le statut social des Rimaybe puisque c'est un fait social, ils sont nés Rimaybe et rien ne peut leur faire changer de statut ».*

Tous les commerçants approchés, jusque-là, ont en commun l'ascendance servile et les formes de mobilité perceptibles se résument à l'entretien d'une activité permettant d'asseoir une certaine autonomie financière, l'école et les déplacements à l'intérieur comme à l'extérieur du pays (migration). Tout de même ces succès, s'ils ont d'impacts sur les conditions de vie, ne changent pas grand-chose de leur statut : ils sont toujours considérés descendants d'esclaves.

5.1. La question de la charge des batteries

A Douentza, nous n'avons presque pas fait cas de ce point un objet de recherche, simplement le chef-lieu de commune est électrifié depuis près d'une quinzaine d'année. Excepté l'ancien quartier où se trouvait les premiers habitants de la ville, communément appelé *Saare*, situé au sud du marché. Ce quartier serait, à présent, habité essentiellement par des démunis n'ayant pas les moyens de payer les factures d'électricité.

Si à Douentza ville, la question de la charge des batteries ne se pose pas fondamentalement, certains habitants comme ceux de *Saare* recourent encore de tiers dans la ville pour faire la

¹¹⁰ Hamadou Yeraadio Tamboura, Serma, 20/11/2009.

¹¹¹ Bréhima Bérédogo, *Le régime des castes et leur dynamique au Mali*, Recherches Africaines [en ligne], Numéro 00 - 2002, 22 juin 2002. Disponible sur Internet : <http://www.recherches-africaines.net/document.php?id=81>. ISSN ISSN 1817-423X. ; Pitrim Sorokin, *Social Mobility*, New York, Harper and Brothers, 1927 et Amadou Hampâté Bâ, *Amkouel: l'enfant Peul*, Paris: j'ai lu (2e édition), 2007, 445P.

recharge des batteries chez le voisin, l'ami, le collaborateur abonné à l'EDM SA. Malgré cela, nous avons quelques boutiquiers qui offrent leur service à certains habitants de *Saare* ou des villageois des alentours lors des jours de foire à un prix variant entre 100 et 150 F Cfa.

A Boni, le système de charge des batteries est sensiblement différent de celui de Douentza. Ce chef lieu de commune est également électrifié par l'Agence Malienne d'Electrification Rurale (AMADER) à travers une distribution non continue. L'accès à cette source d'énergie n'est possible qu'entre 12 h et 14 h dans la journée et 18 h à 23 h dans la soirée. Ici aussi, il faut noter que les abonnés ne sont pas aussi nombreux dû au fait que tout le monde n'a pas les moyens de payer la facture d'énergie à la fin du mois qui s'élève à 7 500 F Cfa/foyer. Aussi, la capacité du groupe (nombre de kwh) serait insuffisante pour fournir tous les foyers. Ainsi, un grand nombre de personnes n'ont que deux possibilités pour recharger leurs batteries : soit elles apportent la batterie au niveau de l'un des trois boutiquiers connus dans le village¹¹², soit elles profitent de l'amabilité des voisins, des amis, des anciens maîtres, des esclaves affranchis ayant souscrit un abonnement à l'AMADER pour faire la charge de leurs batteries pendant la nuit.

D'autres personnes profitent de leur situation de marginalité et d'appartenance à une couche démunie pour trouver certaines faveurs auprès des anciens maîtres, entre autres. C'est le cas d'une *Diimajo* (« esclave affranchi »), Fatoumata Tamboura, qui se considère toujours comme esclave et ne cesse de recourir aux faveurs des anciens maîtres (*Rimbe*) pour procéder à la charge de sa batterie :

« Je chargeais la batterie de mon téléphone à 100 F ou même gratuitement chez Oumar Belco alors que le prix normal était 200 F par batterie. Actuellement avec l'AMADER, on peut charger les téléphones avec le courant mais si tu n'as pas cette opportunité, tu es toujours obligé de l'amener chez les chargeurs publics en payant une somme oscillant entre 100 à 200 F Cfa »¹¹³.

D'abord, il faut noter qu'elle n'a plus de téléphone portable au moment de notre passage. Celui qu'elle avait, était un cadeau d'une de ses amies *Ndimu* (noble). Selon ses dires : « *L'appareil est tombé en panne et elle n'a pas les moyens de le réparer ou d'acheter un autre* ». Elle obtient cette faveur de recharger la batterie de son téléphone gratuitement ou souvent à un tarif plus bas que le tarif normal chez Oumar Belco Cissé, commerçant et un *Ndimu* qui appartient à la catégorie des *Moodibaabe* (Marabouts) dont le père est un grand marabout connu de tout Boni.

A ce propos, suivons les conditions de recharge des batteries chez Bura Bahawa Tamboura, le principal chargeur et vendeur des téléphones, des cartes de recharge et d'accessoires :

« La recharge des batteries se fait de deux manières et à des prix différents, c'est que nous avons un panneau solaire avec des batteries et un groupe électrogène qui fonctionne avec le carburant (700 F Cfa/litre). La charge avec le premier coûte 100 F et le deuxième coûte 150 F. Si nous avons l'électricité (12h à 14h et de 18h à 23h), nous faisons la charge à 100 F. Avec l'arrivée de l'AMADER, la clientèle a diminué. Pendant les jours de foire (jeudi et vendredi), nous pouvons charger entre trente (30) à cinquante (50) batteries »¹¹⁴.

¹¹² Bura Bahaawa Tamboura, Issa Tamboura (Rimaybé) et Oumar Belco Cissé (*Ndimu*).

¹¹³ Fatoumata Tamboura dite Mata, Boni, 21/11/2009.

¹¹⁴ Boura Bahaawa Tamboura, boni, 18/12/2009



115

Photo 8 : Les batteries ordinaires avec grand voltage en charge à l'électricité pour permettre la charge des batteries de téléphones chez Boura Bahawa Tamboura à Boni.



116

Photo 9 : Les batteries en charge dans la boutique de Boura Bahaawa Tamboura.

Il existe un autre système de recharge qui n'a pas été évoqué par nos interlocuteurs bien que développé dans les zones non électrifiées, c'est la charge avec les engins à deux (2) roues (mobylettes de marque Sanili, Dragon, Yamaha Super, Djakarta etc.).

¹¹⁵ La charge des batteries chez Boura Bahaawa Tamboura, 18/12/2009

¹¹⁶ La charge des batteries chez Boura Bahaawa, Boni, 18/12/2009



117

Photo 10 : La technique de recharge de batterie de téléphone portable à partir des engins à deux roues

De même Lotte Pelckmans s'est intéressée à la manière dont un groupe nomade pêcheur sur le fleuve Niger (Mali) procède à la recharge des batteries de téléphone :

“This picture shows nomadic fisherman on a small temporary island in the River Niger charging their mobile phones from a big, old motor producing lots of smoke and noise. In this remote area of Mali, fishermen’s phones were ringing as if they were birds singing, turning silence in to increasingly precious commodity”¹¹⁸.

A Serma, contrairement aux précédentes localités (Douentza et Boni), il n'existe point d'électricité a fortiori de groupe d'électrogène. Le contexte cadre approximativement bien avec le constat fait par De Bruijn et Van Dijk lorsqu'ils écrivent :

« La marginalisation politique et économique et les sécheresses ont entraîné une forte baisse du niveau de vie des pasteurs nomades du Haayre, et ont renforcé la solidarité, institution fonctionnant comme une sorte de sécurité sociale. Néanmoins les pasteurs, comme les anciens esclaves et les élites cherchent à maintenir leurs conditions de vie antérieures, reposant sur la hiérarchie politique, la parenté, le bétail, la noblesse et qui ont leur origine dans l'histoire »¹¹⁹.

Ici, nous n'avons qu'un seul commerçant spécialisé dans la recharge des batteries de téléphone portable. Hama Kendé Tamboura fait partie du groupe des *Rimaybe*. Avant

¹¹⁷ La charge de batterie dans la famille de Adama Toumbouga Tamboura, Serma, 15/12/2009.

¹¹⁸ Lotte Pelckmans, “Phoning anthropologists: The mobile phone’s (re-) shaping of anthropological research”, in: M. De Bruijn & al., *Mobile Phones: The New Talking Drums of Everyday Africa*, Bamenda & Leiden: Langaa & African Studies Centre (ASC): 2009, P.41.

¹¹⁹ Cf. M. De Bruijn, & H. Van Dijk, *Drought and Strategies in Fulbe Society in the Haire (Central Mali): A historical Perspective*, in: Cahiers d'Etudes Africaines, XXXIV (1-3), 133-135, pp. 85-108, 1994.

l'avènement du téléphone portable, il faisait la recharge des batteries ordinaires (celles des voitures de différents voltages) qui servaient de sources d'énergie pour écouter les magnétophones. Pour ce faire, il s'est muni d'un panneau solaire. Pour la charge des batteries de téléphone, il utilise un chargeur universel branché aux deux coches de la batterie raccordée au panneau solaire. Si le système de recharge fonctionne, l'indicateur vert du chargeur universel clignote. Plusieurs chargeurs universels peuvent ainsi être branchés pour la recharge d'autant de batteries. Pour éviter des cas de confusions, une marque est faite sur chaque batterie. La marque peut être l'indicatif du nom du propriétaire ou la première lettre de son nom. Hama est alphabétisé.

« A l'arrivée du réseau, je chargeais la batterie à 200 F mais actuellement je fais la charge à 150 F. Quotidiennement, je peux charger entre 5 à 10 batteries selon les besoins des usagers du téléphone portable. Au cours de l'hivernage, les Peuls sont très présents dans la zone, je travaille sans discontinuer ou si le panneau n'a plus de charge. Avant l'arrivée de la téléphonie mobile, je chargeais les batteries ordinaires (celles utilisées dans les véhicules) ; mais, ici, on les utilise pour jouer les radios à 500 F l'unité. C'est comme ça que j'ai entrepris aussi pour les batteries des téléphones »¹²⁰
soutient Hama.

Comment les usagers de Serma négocient-ils l'accès de la recharge de leurs batteries ? Selon, Ahmadou Hamadou Diallo dit Ali Jigooru de Wuro Bogga, éleveur et chef de clan des *Jallube* de Serma : « *C'est Hama Kendé qui est le chargeur principal des batteries à Serma et il fait la recharge d'une batterie à 200 F Cfa* ». Vu son appartenance à la catégorie sociale des *Rimbe* et son aisance financière, il ne peut recharger sa batterie qu'au tarif normal sans négociation. Il faudrait aussi noter qu'il utilise rarement son téléphone portable parce qu'habitant à quelques kilomètres de Serma, dans son campement, donc il recharge moins sa batterie que ceux qui sont dans le réseau.

Adama Toumbouga Tamboura, un *Diimajo* habitant Debere, agriculteur et commerçant de bétail remarque :

« Ce sont les ventes de carte de recharge et la recharge des batteries qui sont vraiment développées dans le travail de la téléphonie dans la commune de Boni. Ce sont les Rimaybe qui pratiquent le plus cette activité et je pense que ça améliore leurs conditions de vie car je vois que les boutiques sont bien achalandées de jour en jour. La charge de ma batterie peut durer pendant trois à quatre jours. Je charge chez Hama à Serma et avec ma moto en branchant à la batterie de la moto. Je payais entre 150 à 200 F pour la recharge de la batterie jusqu'à ce qu'il ne prenne plus rien avec moi maintenant. A mon avis, les bergers n'ont pas abandonné les animaux au profit du téléphone (vente de cartes, de téléphones ou la recharge des batteries) »¹²¹.

Adama Toumbouga est l'un des plus grands usagers du téléphone portable à Serma et cela pour plusieurs raisons : il est d'abord commerçant de bétail et polygame dont une épouse à Serma et l'autre à Boni ; ensuite, il a un fils parti en migration en Guinée Equatoriale et qui avait rencontré d'énormes problèmes ; enfin, il est présent à Boni à l'occasion de chaque foire. En raison de ses occupations et de ses responsabilités familiales, il utilise couramment le téléphone qui pour rentrer en contact avec ses clients, son enfant en migration et ses familles. C'est ainsi qu'il est très fréquent chez Hama Kendé quant il est à Serma, pour cause

¹²⁰ Hama Kendé Tamboura, Serma, 14/11/2009.

¹²¹ Adama Toumbouga Tamboura, Serma, 12/11/2009.

la recharge de sa batterie l'y oblige. Egalement, il recourt à la recharge de sa batterie à partir de sa moto.

L'appropriation du téléphone portable se fait de différentes manières dans la zone. Elle est fonction des formes de déplacements, des occupations et des modes d'utilisation de l'appareil. Hama Idaara Cissé est un Bellah résidant à Serma qui soutient : « *Je charge la batterie de mon téléphone une à deux fois par semaine chez Hama Kendé pour 200 F la charge dont la durabilité dépend du nombre d'appel que j'effectue ou reçois par semaine* ». Ce Tamasheq noir couramment appelé *Belaadio* en *fulfulde*, est un agriculteur qui utilise son portable pour joindre ou être contacté par son frère qui est parti en migration à Abidjan (RCI). Pour Hama Yeraadio Tamboura, plus de 40 ans et *Diimajo* rapporte :

*« Pour recharger la batterie de mon téléphone, à Boni, c'est l'électricité (le courant) que j'utilisais mais à Serma, j'enlevais ma batterie pour la donner à Hama Kendé. Une recharge me coûtait 200 F Cfa et elle pouvait me faire plus d'une semaine sans être déchargée. Le plus souvent, c'étaient les cartes de recharge de 1 000 F que je payais »*¹²².

Au moment de l'enquête, il n'avait plus de portable. Il a soutenu l'avoir vendu après les élections communales pour motif qu'il n'avait plus les moyens d'assurer l'entretien (recharge de la batterie, carte de recharge, etc.)¹²³.

Les modes d'appropriation de Amadou Hamadou Boura Diallo, 26 ans, éleveur, résidant à Fétésambo (village voisin de Serma) semblent assez différents des cas rapportés jusque-là. Il est aussi réparateur de radio et a innové la pratique de la recharge des batteries :

*« Quant mon téléphone se décharge, je fais la charge à l'aide de la batterie de ma moto Sanili et je suis le seul chargeur dans tout Fétésambo. Les gens viennent charger les batteries en payant 200 F. J'ai un téléviseur noir et blanc qui fonctionne à partir de la batterie de la moto ; si elle s'affaiblit, je démarre la moto pour faire un tour et revenir et elle devient super puissante »*¹²⁴.

Dans la localité, les commentaires ne cessent de vanter l'esprit innovateur et l'intelligence de ce *Jalluke*¹²⁵ (*un Diallo au singulier*) dont la maîtrise des outils technologiques ne fait point de doute. Avant l'arrivée de la téléphonie mobile, il était d'abord réparateur de radio, puis chargeur de batterie à l'aide de sa moto. Au fait Fétésambo est distant de Serma d'une dizaine de kilomètres et non servi par des transports en commun. Donc, il n'est pas facile pour les habitants de ce village de se déplacer pour venir charger leurs batteries à Serma à chaque fois que ces dernières se déchargent.

Les propos de Souleymana Barry, la trentaine, résidant à Fétésambo et appartenant au groupe des *Moodibaabe* (marabouts) contrastent quelque peu les propos du « génie » de la technique de Fétésambo quand il fait cas des péripéties suivies par les propriétaires de téléphone portable pour accéder à la recharge des batteries et des cartes de crédit :

« Il n'y a que quelques propriétaires de motos qui font la recharge des batteries chez nous ; s'ils s'absentent seulement, nous faisons plus de quatre à cinq jours sans recharger les batteries de nos téléphones. J'ai acheté un chargeur et je parts à tour de

¹²² Hamadou Yeraadio Tamboura, serma, 20/11/2009.

¹²³ Pour la petite histoire, le téléphone vendu lui serait donné par un candidat malheureux aux élections municipales de 2009.

¹²⁴ Hamadou Boura Diallo, Serma, 12/11/2009.

¹²⁵ Nous développerons ce cas dans le chapitre consacré aux pasteurs nomades et téléphonie mobile.

rôle chez les propriétaires de motos pour faire la recharge. A Serma aussi, nous rechargeons les batteries de nos téléphones chez Hama Kendé à 200 F Cfa. C'est ce que j'ai dit, ceux qui sont en ville bénéficient des avantages que ceux qui sont en campagne »¹²⁶.

Souleymane est présent à Serma à chaque jour de foire sur son vélo et le plus souvent, uniquement, pour recharger sa batterie et s'acheter une carte de recharge en vue d'appeler ses parents installés au Burkina Faso ou recevoir les appels de ses clients. Malgré qu'il n'ait pas d'engin de deux roues à moteur, il a un chargeur pour faire le tour des propriétaires de motos de son village.

5.2. L'accès au réseau

« Les réseaux téléphoniques classiques ou filaires souffrent en Afrique pour la plupart des mêmes maux que les autres réseaux; ils sont mal repartis, discontinus, avec un service de qualité médiocre à des coûts extrêmement élevés »¹²⁷.

C'est par ces termes qu'Annie Chéneau-Loquay décrit la qualité des réseaux téléphoniques classiques et filaires en Afrique noire, elle pensait que l'arrivée des réseaux de téléphonie mobile allait être une source de souffle pour les usagers du téléphone en Afrique. Un tel avis renvoie mieux à la réalité de certains terrains parcourus par nos soins (Douentza et Serma). Le cas de Douentza serait dû à un problème technique qui dépasserait la compréhension des opérateurs de mobile et des usagers du cercle. Les usagers se plaignent de la mauvaise qualité du réseau : *« Les appels rentrent difficilement ; pour parvenir à rejoindre quelqu'un à Douentza, il faudrait le plus souvent tenter à plusieurs fois. Ne vous étonnez surtout pas d'être renvoyé sur le répondeur alors que le combiné n'est pas atteint »¹²⁸*. Autant les usagers se plaignent, autant les vendeurs de cartes de recharge et de transferts ne sont contents de la situation :

« Quant on lance un appel, on sent de petits bruits, des coupures intempestives ou l'occupation du réseau du correspondant. C'est un facteur qui décourage beaucoup les clients. C'est le réseau de Douentza qui n'est pas bon, sinon à Mopti il n'ya pas ça »¹²⁹.

Pour le bon fonctionnement de la vente des cartes de recharge et du transfert des crédits, Amadou Goro recommande une stabilité du réseau, cause du découragement de nombre d'entrepreneurs jeunes qui sont dans le créneau, comme pour dire qu'il n'est pas lui-même touché par les desiderata.

En approchant l'espace Orange, ce sont plus des problèmes techniques propres à la zone que toute autre chose qui sont évoqués. A ce niveau également, l'observateur avertit se rend facilement compte de la mauvaise négociation de terrain de la part du gérant dès ses premiers jours dans le cercle. Si l'espace a l'exclusivité sur les produits d'Orange, il ne saurait être une agence d'Orange. Cause pour laquelle, il prend à son compte toutes les incriminations des usagers et même à acquiescer des pertes de crédits auxquels Orange serait au courant, en ces termes :

¹²⁶ Souleymane Barry, Serma, 11/11/2009.

¹²⁷ Audrey LAINE. - Réseaux de communication et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest: premiers éléments sur l'accès et les usages des NTIC dans le domaine commercial en Guinée et au Sénégal. - DEA d'études africaines : Université de Bordeaux IV : Institut d'Etudes politiques, Centre d'études pour l'Afrique noire. 1999-1999, p. 29.

¹²⁸ Samuel Dao, vendeur de cartes de recharge et transfert de crédits à Universelle Communication.

¹²⁹ Amadou Goro, Douentza, 24/12/2009.

« Souvent nos papas et nos mamans sont insultés car les gens ne sont pas du tout satisfaits de la qualité du réseau. C'est pour cela qu'Orange a fait une promotion spéciale pour Douentza. C'était une promotion de 50% de bonus sur les cartes de 1 000 F pendant le mois passé afin de compenser petit à petit les recharges perdues avec la mauvaise qualité du réseau et les coupures intempestives au cours des communications. Aujourd'hui, la qualité du réseau est meilleure qu'avant car si on prenait 5 000 F de recharge, on n'arrivait à communiquer qu'avec 2 000 F et 3 000 F partaient en l'air. Cette mauvaise qualité du réseau est indépendante de la volonté d'Orange car le PDG a déployé pas mal d'efforts en envoyant des équipes pour venir diagnostiquer le mal. Il nous a même envoyé Amadou Dicko, chargé de la qualité du réseau Orange et également ressortissant de Douentza, de tout faire pour que le réseau de Douentza soit stable même s'il faut investir un milliard de F Cfa. Le PDG a même l'habitude de nous dire au cours d'une formation : « Sans les clients, il n'y a pas Orange Mali, faites tout pour satisfaire les clients ; ce n'est pas facile avec eux car on insulte vos pères et vos mères mais on est là pour eux, travaillez pour les satisfaire ! »

Il y avait les députés et les maires de Douentza et de Goundam qui se plaignaient et il les a dit qu'il est au courant. Il doit y avoir un problème à Douentza car Malitel, qui est notre concurrent et non notre ennemi, a aussi le même problème. Souvent Orange fonctionne mieux que ce dernier et souvent lui aussi fonctionne mieux que le nôtre. Mais à Malitel, c'est pire car si ça ne va chez eux, le non fonctionnement est intégral. Alors que pour Orange on peut se débrouiller. Et Malitel perd carrément le réseau durant 24 à 48 h. Il doit y avoir un problème propre à Douentza, sinon toutes les deux compagnies ne peuvent pas être confrontées au même problème. Donc, il faut déployer de grands moyens pour résoudre le problème et c'est ce que Orange est entrain de faire »¹³⁰.

Tout de même, les problèmes techniques restent entiers. Simplement, nombre de zones, aujourd'hui couvertes par les réseaux de téléphonie mobile n'ont eu accès que par l'entregent du gouvernement ou des hobbies de cadres politiques et gouvernementaux et non la conséquence d'une réelle étude de marché de la part des compagnies. Que croire alors si le ministère des tutelles se voit interpellé devant l'Assemblée nationale pour apporter des réponses sur la fiabilité du réseau dans telles ou telles zones ?

A ces récriminations s'ajoutent celles des élus locaux. Le maire de la commune du Hayre, Hamadou Amadou Dicko, est plus qu'explicite :

« A son arrivée (téléphonie mobile), elle a permis aux habitants de la commune d'être en contact avec l'extérieur mais à l'intérieur de la commune, les gens n'arrivent pas à se rejoindre. Du côté nord, la couverture du réseau ne dépasse guère 60 km mais à condition que les usagers se mettent dans un endroit surélevé (mont) ; du côté sud, est et ouest, la couverture du réseau ne dépasse même pas 500 m de distance. Si le téléphone portable a été un moyen de rapprochement des habitants de la commune d'avec l'extérieur, il n'a pas résolu les questions de l'enclavement intérieur »¹³¹.

A Serma, le problème n'est pas lié à la qualité du réseau mais à la faible couverture de la zone. Serma est couvert par l'antenne de Boni, comme déjà mentionné plus haut. Dans ces

¹³⁰ Amadou Coulibaly, Douentza, 20/11/2009.

¹³¹ Hamadou Amadou Dicko, Boni, 18/12/2009.

conditions, faire un appel téléphonique à partir de Serma est fortement difficile mais pas impossible. Cette situation amène l'observateur à remarquer des gymnastiques puériles dans la recherche du réseau. Ainsi, des lieux tels que sur des arbres et même des monticules sont pris d'assaut « *pour être connecté ou se faire connecter* ».

Pour être dans le réseau, les téléphones sont accrochés sur des arbres qui servent également de lieux de réception d'appels pour les certains habitants des hameaux et campements qui environnent Serma. Par exemple à Debere, trois (3) endroits sont connus de tous d'être des zones couvertes par le réseau où la communication est possible. Il s'agit de la devanture de la boutique de Pelel et de M'Boyi Ba Laya Tamboura (même endroit géographique), de la devanture de la boutique de Ousmane Bâh dit Oussa (un boutiquier saisonnier) et près du tout dernier grenier se trouvant à l'ouest du village. Quant aux autres campements constituant Serma, on peut avoir le réseau par endroit selon la saison (s'il y a la fraîcheur et l'humidité) et l'emplacement géographique (dans un trou ou sur un mont).



132

Photo 11 : Un jeune *Diimajo* de Serma à la recherche du réseau.

Hama Yeraadio Tamboura nous explique la façon dont la recherche du réseau est vécue par les habitants de Douentza :

« A Serma, c'est Pelel et M'Boyi Baa Laya (tous deux boutiquiers) qui sont les personnes qui ont permanemment le réseau puisqu'ils accrochent leurs téléphones à une branche d'arbre devant leurs boutiques et ce sont eux qui sont les receveurs des appels externes. Du moment où la majorité des habitants n'a pas de téléphone, ce sont les numéros d'appel de ces deux commerçants qui servent de numéros de contact. Ces numéros sont devenus donc pour la population comme une sorte de cabine téléphonique. Tellement que je ne suis pas habitué à recevoir des appels, pour manque de réseau, souvent à Boni mon téléphone peut sonner sans arrêt, je ne me rends pas compte en fait, simplement je n'ai pas l'habitude de l'entendre sonner. Dès fois, même à Boni, j'éteignais mon appareil malgré qu'il y ait le réseau partout »¹³³.

Les boutiquiers recevant le réseau en accrochant leur téléphone à une branche d'arbre jouent presque les mêmes rôles que les gérants des cabines téléphoniques dans les centres villes

¹³² Un jeune *Diimaadio* à la recherche du réseau, Serma, 17/11/2009

¹³³ Hamadou Yeraadio Tamboura, Serma, 20/11/2009.

puisque leurs téléphones servent de postes de réception et d'émission d'appel pour les habitants du village. Aussi, la faible couverture de la zone par le réseau explique également le faible taux d'appropriation du téléphone portable par ses habitants. Selon Hama Kendé : « *Beaucoup de personnes (Rimbe et Rimaybe) ne se sont pas appropriées le téléphone portable parce que le réseau n'est pas recevable partout sinon chacun serait propriétaire de téléphone, aujourd'hui* ».

Les gens ont la volonté de s'acheter des portables mais les conditions très précaires pour recharger la batterie et pour accéder au réseau font que beaucoup d'entre eux se limitent à ne demander que des services (prêts de téléphones) auprès des propriétaires, s'ils ont un appel à faire.

Chapitre 6 : Nouvelles formes de mobilité dans l'espace social des *Fulbe*

Dans ce chapitre, il serait question des changements sociaux intervenus dans le mode de vie des *Fulbe* du *Hayre* (*Rimbe-Rimaybe*) depuis l'avènement de la téléphonie mobile. En partant de l'appropriation du téléphone portable par chaque catégorie sociale et des formes de mobilité induites, nous analyserons les enjeux et la restructuration dans les relations *Rimbe-Rimaybe* dans un contexte de démocratie, de multipartisme et de décentralisation.

6.1. Des traditionnels moyens de communication à la téléphonie mobile

Avant l'arrivée de la téléphonie mobile dans le *Hayre*, les populations recouraient à d'autres moyens de communication pour maintenir des liens de sociabilité, de solidarité et de contact avec les parents, les connaissances et d'autres lieux. A ce niveau, il y a lieu de noter que les moyens de déplacement servaient également de moyens de communication. Les moyens les plus usités étaient : les déplacements à pied ; à dos d'ânes, de chevaux, de chameaux ; les lettres ; à vélo ; à moto ; les transports en commun ; le RAC ; la poste, etc.



134

Photo 12 : Ahmadou Jigooru Diallo au campement de Wuro Bogga, Serma.

Les premiers moyens utilisés dans toutes les sociétés humaines étaient, sans conteste, les commissions orales de bouche à oreille. Dans ce cas, le message (*nulal*) est transmis de l'expéditeur (*nuloo*) au destinataire (*nuldaado*) par un intermédiaire, généralement un esclave ou un griot, qu'on appelle l'envoyé (*nulaado*). Ce type de communication était très fréquent dans le *Hayre*. En ce temps, c'était l'oralité qui dominait. Nombreux étaient les enquêtés à soutenir avoir marché des centaines de kilomètres avant que les moyens modernes de communication ne soient disponibles dans l'actuelle commune du *Hayre*.

La lettre était un autre moyen de communication utilisé dans le *Hayre* en vue d'informer les parents résidant ailleurs (régions Sud du Mali, au Burkina et aussi en Côte d'Ivoire) et d'être également au fait de leurs nouvelles. Si elle est matérialisée par l'écriture et le support papier,

- ¹³⁴ Pose prise par Mirjam De Bruijn, « The telephone has grown legs: Mobile communication and social change in the margins of Africa society ». in : **Centre d'Etudes Africaines**, Leiden, sept. 2008, p.14

les lettres étaient écrites en français et en arabe. Les lettres n'ont pas été assez appropriées dans la zone malgré les efforts déployés par les différents gouvernements et ONG pour accroître le taux d'alphabétisation et le taux de scolarisation.

Pour écrire une lettre en français à Serma, il fallait obligatoirement recourir au service de Amadou Oumar Dicko dit Ba Alou, un septuagénaire *Beweedio*, qui était le seul lettré en français. Il a été choisi à l'époque pour assurer le rôle d'aide soignant et faire les vaccinations pendant les campagnes. Il a le niveau du DEF et se débrouillait bien dans la langue de Molière (français). D'autres aussi préféraient se déplacer pour faire écrire leur lettre à Boni parce qu'ils doutaient des capacités intellectuelles de l'écrivain public de Serma. Il est à noter que beaucoup d'entre eux écrivaient des lettres en arabe auprès des *Moodibaabe* (marabouts) de la localité, ce qui ne nécessite pas de déplacement pour aller à la recherche d'un écrivain à Debere ou à Boni car on peut les joindre au niveau des campements. Une fois que la lettre est écrite, elle devrait être confiée à quelqu'un pour l'acheminer à son destinataire.

Les enquêtés ont aussi évoqué l'usage d'autres moyens de déplacement de façon chronologique par les populations. D'abord, c'étaient les animaux qui servaient de monture (cheval, chameau et âne) et enfin le vélo et les motos. Par exemple, en suivant la description faite par Ahmadou dit Ali Jigooru Diallo des déplacements de son père, qui était le chef de clan et l'un des plus riches des *Seedoobe* de Serma, à dos de chameau pour aller à Douentza, à Mondoro, à Boni, etc. Certes, tous les nomades n'avaient pas accès à cet animal parce qu'il coûtait très cher :

« Avant l'arrivée du goudron Sévaré - Gao (RN16), c'est mon père qui avait l'habitude de voyager à dos de chameau. S'il quittait ici à 3 heures du matin, il rentrait à Douentza à 10 h et pour le retour, il quittait Douentza à 14 h et rejoignait Serma vers 20 heures. C'était avec son chameau qu'il effectuait tous ses déplacements. A cette époque, les chameaux ne jouaient pas le rôle d'animal de trait et ne puisaient non plus d'eau. Cause pour laquelle, ils étaient rapides en marche »¹³⁵.

Les animaux tels les chevaux et les chameaux étaient également utilisés dans le transport de la nouvelle mariée de sa famille paternelle à son foyer conjugal. Amadou Diallo de Fétésambo de témoigner :

« Il y a certains qui effectuaient leurs déplacements à pied mais si le chemin est long, on donnait un cheval ou un chameau à la personne pour effectuer son voyage. Aussi, pour aller chercher une nouvelle mariée à Jigooru¹³⁶, les gens partaient à dos de chameau »¹³⁷.

Quant à Hamidou Alouwel Diallo, il trouve que les différentes catégories sociales (*Rimbe* et *Rimaybe*) ne faisaient pas usage des mêmes moyens de déplacements excepté la marche à pied qui était commune à toutes catégories :

« Les Rimaybe se déplaçaient à pied ou à dos d'âne et quant à nos parents (Rimbe), ils le faisaient soit à pied, soit à chameau ou encore à cheval. Avant l'arrivée du goudron, les voyages en direction de Ségou, Sikasso ou Bamako étaient très difficiles. J'ai eu l'habitude de partir jusqu'à Sikasso par les véhicules de transport en commun

¹³⁵ Ahmadou Jigooru Diallo, Serma, 19/11/2009.

¹³⁶ Jigooru est un village situé dans le Seeno Mango sur la ligne frontalière entre le Mali et le Burkina Faso où serait né Ahmadou Diallo, conseiller du chef de Mondoro à Serma c'est pour cette raison qu'on l'appelle Ali Jigooru. En fait c'est Ahmadou qui a été rétréci à Ali et on ajoute le nom du lieu de naissance (Jigooru).

¹³⁷ Amadou Diallo, Serma, 18/11/2009.

avant l'arrivée du goudron (1980). J'ai payé 6 000 F malien comme frais de transport mais actuellement le transport Douentza-Sikasso coûte 9 000 et 10 000 F Cfa. Les déplacements des individus sont diminués à présent sauf dans la nécessité car au lieu de dépenser 10 000 F pour aller résoudre une affaire à Sikasso, tu mets seulement 1 000 F de crédit dans le téléphone pour résoudre la même affaire »¹³⁸.

Il y a eu l'époque des vélos qui a suivi celle des chameaux, tout le monde voulait avoir son vélo dans le village car c'était le meilleur moyen pour aller à Boni et revenir en moins de deux (2) heures. Enfin les motos et les téléphones portables sont venus entériner cette révolution technique et technologique ; ils ont facilité les déplacements et les communications entre les individus.

Mais avant le téléphone portable, il y avait les cabines téléphoniques et le téléphone satellitaire (Thuraya). La plupart des personnes interrogées et surtout certains *Rimaybe* déclarent avoir fait recours aux cabines téléphoniques de Douentza et au téléphone Thuraya à Boni pour des besoins de communication. Ils quittaient Serma pour Boni ou même à Douentza pour faire un appel. Adama Toumbouga Tamboura soutient d'avoir eu à payer entre 2 500 à 5 000 F plusieurs fois pour deux (2) à cinq (5) minutes de communication par Thuraya à Boni.

« Les téléphones ont diminué l'achat des motos et ont réduit leur importance car le téléphone coûte moins cher et a moins de dépenses. Imagine-toi, pour aller à Douentza en engin ou par transport en commun, tu dépenserais au minimum 5 000 F et si c'est par téléphone, le coût ne dépasserait pas 1 000 F et tu bénéficieras le temps que tu pourrais consacrer à tes activités. Donc le téléphone a, à la fois, un gain économique (argent) et un gain de temps »¹³⁹.

Le téléphone portable a permis aux *Fulbe* du *Hayre* de profiter de nombre de ses avantages et de diminuer le nombre de déplacements qui peuvent être résolus par un simple coup de fil téléphonique. Une telle nouveauté a aussi eu des impacts sur le marché des motos qui étaient très bien convoitées par les jeunes.

« Quant à la moto, je pense qu'elle n'apporte rien au berger si ce n'est pas le gaspillage de l'argent car on ne peut pas conduire les animaux avec la moto et si elle tombe en panne, pour la dépanner il faudrait enlever beaucoup d'argent. A mon avis, c'est le chameau qui est très bon pour un berger car il rend beaucoup de services au berger. On peut le faire puiser l'eau des puits à grand diamètre, il sert de monture (voyager à distance, aller à la recherche d'autres animaux perdus, etc.), il peut labourer les champs, etc. donc il rend des services inestimables par rapport à la moto qui ne sert que de moyen de déplacements et de source d'énergie pour recharger les téléphones portables »¹⁴⁰.

Aussi, avec la téléphonie mobile, les gens n'écrivent plus de lettres soutiennent à l'unisson un groupe de *Rimbe* et confirmé par cet autre groupe de *Rimaybe* :

« Nous n'écrivons presque plus de lettres avec l'avènement de la téléphonie mobile alors qu'avant le seul moyen de communication (information, envoi d'argent...) à de longues distances étaient la lettre. Actuellement même si un de tes proches voudrait

¹³⁸ Hamidou Alouwel Diallo, Serma, 13/11/2009.

¹³⁹ Adama toumbouga Tamboura, Serma, 12/11/2009.

¹⁴⁰ Ahmadou Jigooru, Diallo, Serma, 19/11/2009.

t'envoyer de l'argent, il a deux possibilités de le faire avec le téléphone. D'une part, il peut le remettre à un voyageur en appelant d'avance pour lui faire part de toute la situation et d'autre part, il peut l'envoyer par banque (Money Gram et Western Union) en appelant de même pour communiquer le code et le mot secret »¹⁴¹.

Le téléphone portable a aussi facilité les envois de mandat¹⁴² et les transferts d'argent par les banques qui étaient totalement inconnus des pasteurs nomades. Une remarque s'impose : au niveau de l'énumération des moyens de communication, les interlocuteurs avaient fait cas du RAC et de la poste, mais au cours de la recension des histoires de vie ou de famille, aucun n'a eu à faire cas d'avoir utilisé un de ses moyens. Est-ce à dire que ces moyens ne leur étaient pas accessibles ou disponibles dans le *Hayre* ou étaient-ce seulement par l'administration ? Tout de même, les moyens de déplacements font partie des moyens de communication d'autant plus que les déplacements avaient pour but d'apporter ou de transmettre un message, une nouvelle et l'innovation des moyens de communication, de l'oralité, aux déplacements à pied ou à dos d'animaux en passant par les mobylettes au téléphone portable, a sans doute contribué à diminuer les déplacements et à développer, à la fois, la notion du gain de temps.

6.2. Modes de vie et téléphonie mobile dans le cercle de Douentza

Depuis un certain moment, les modes de communication et d'information connaissent de changements importants tant dans la forme, dans le contenu qu'à travers le support et tout cela suivi par une appropriation qu'en milieu rural qu'urbain. Ces changements ne sont pas sans influence sur les différents moyens de communication que disposaient les pasteurs nomades, pour rentrer en contact avec leurs parents en exode-migration, avec les bergers se trouvant dans la haute brousse (*Seeno* ou le *Ferro*) avec les animaux, avec les dépendants installés sur les terrains de culture et pour maintenir intact la domination des *Rimbe* sur les *Rimaybe* ou le procès de libération de ces derniers.

6.2.1. Pasteurs nomades (*Seedoobe*) et téléphone portable

Les pasteurs nomades du *Hayre* comme tous les autres nomades du Sahel ont eu à souffrir des sécheresses des années 1973, 1984 et des crises alimentaires des années 2005 et 2008 en perdant la presque totalité de leur bétail. Les nouvelles stratégies de survie initiées étaient l'exode-migration à l'intérieur du pays ou vers les pays frontaliers du sud, la Côte d'Ivoire entre autres pour faire le berger ou initier d'autres activités génératrices de revenus. D'autres sont restés sur place avec le peu de bétail qui leur restait pour éviter le *yaage* (honte) ou de bafouer leur dignité auprès de leurs *bii baabiraabe*¹⁴³ (*fadenw* en bamanankan). Partir en exode renvoie à travailler pour quelqu'un en contrepartie d'un salaire, toute chose qui renverrait à une forme de marginalité que les *Fulbe* ont de tout le temps reproché.

Aussi, les nomades ayant tout perdu, leurs troupeaux et leur fierté, se sont retrouvés regroupés dans des « camps de sinistrés » où ils recevaient une distribution plus ou moins régulière de vivres qui ont maintenu les plus résistants en vie¹⁴⁴. Donc les solutions adoptées n'ont pas été sans conséquences sur les valeurs culturelles. Ainsi, les déplacements vers les zones censées être meilleures sur le plan écologique ont été les stratégies les plus en vue. De Bruijn et Van Dijk se sont intéressés à de tels mouvements des Peuls après les sécheresses et ont suivi certains dans le plateau Dogon, à Koutiala et à Kouri dans le but de comprendre les

¹⁴¹ Hamadou Yeraadio Tamboura, Serma, 20/11/2009.

¹⁴² A l'époque, il fallait se rendre jusqu'à Mopti et même là, on n'était pas sûr que le mandat serait réceptionné.

¹⁴³ Chez les Fulbe, ton *bii baabiraa do* (singulier de *bii baabiraabe*) est comme ton adversaire à qui tu caches tous tes points faibles pour éviter la honte dans la société.

¹⁴⁴ Salmana Cissé, « Pratiques de sédentarité et nomadisme au Mali : Réalité sociologique ou Slogan politique ? », in : Politique Africaine, n° 34, Paris, 1989, p.32

changements sociaux intervenus dans leur mode de vie et leur capacité d'adaptation (intégration) dans les différentes sociétés d'accueil¹⁴⁵.

L'usage quotidien du téléphone portable par les *Fulbe* voudrait dire que le téléphone fait partie désormais de leur mode de vie et cela nécessite un changement dans leur comportement. Ce changement de comportement s'observe à plusieurs niveaux : la notion du temps durant les communications (on communique en fonction du crédit disponible), l'objet de la communication (il va droit au but), réduction des modalités de salutation (on énumère plus le nom de chaque membre de la famille, de l'état des pâturages et des animaux, etc). L'abstraction faite de tous ces éléments qui caractérisaient la sociabilité du nomade ne conduit-il pas à l'abandon de certaines valeurs sociétales traditionnelles au profit de l'adoption d'un nouveau mode de vie façonnée par le portable ? Ces nouvelles modalités de communication ne conduisent-elles pas à la modernisation de la société par l'imitation d'un mode de vie dit universaliste ?

6.2.1.1. Appropriation du portable et réseaux sociaux chez les *Jallube* de Serma

Bien que la téléphonie mobile à Boni soit une réalité, nombre de zones de la commune ne sont pas encore couvertes et d'autres sont faiblement pourvues, tel est le cas de Serma, déjà relevé infra. Au départ, si on ne savait pas exactement les endroits où le réseau était accessible, à la longue, les habitants sont parvenus à repérer ces endroits désormais pris d'assaut par les usagers. Au départ, l'appropriation de cet « outil magique de communication » n'était pas à la portée de tous les nomades. Même si certains avaient les moyens d'en acheter, il lui fallait avoir des correspondants. L'une des raisons de la méfiance des nomades était la peur de dépenser une somme assez considérable pour l'achat d'un portable et de ne pas savoir le manipuler techniquement parce que la plupart des habitants sont analphabètes (en *fulfulde*, en arabe et en français) alors que l'usage du portable (lancer, décrocher et raccrocher un appel) nécessite la connaissance des chiffres numériques.

Dans ces conditions, posséder un téléphone portable chez les *Seedoobe* était signe de reconnaissance sociale et l'existence d'un capital social, tant à l'intérieur de la cité qu'à l'extérieur. L'importance du propriétaire de téléphone portable se faisait remarquer à travers les prêts récurrents de son appareil par ceux qui avaient des contacts ou devant recevoir des appels. La prestance d'un chef en était également suspendue à la possession d'un appareil téléphonique. Ainsi, Ahmadou dit Ali Jigooru Diallo, en rapport à son rôle dans l'organisation sociopolitique de Serma, conseiller principal du chef de Mondoro auprès des *Jallube* et président de l'association des bergers appuyé par le projet Italie - CILSS, ne pouvait qu'avoir un téléphone pour être plus efficace dans les activités qu'il se doit de bien coordonner (sociales, associative et politique). Il avoue d'avoir été consulté par le député de Douentza, Ilias Goro, lors de l'un de ses voyages à Douentza, pour qu'il donne son avis sur les commerçants aptes à gérer le commerce de téléphones portables, d'accessoires et de kits à Boni :

« Je suis toujours le premier et le deuxième à avoir possédé un téléphone portable à Wuro Bogga. Cela me fait deux ans que je l'ai acheté à Sévaré à 18 000 F. C'était un « talphone Alakatel » (téléphone de marque Alkatel). Actuellement, j'ai une Motorola C 115. Au moment où la commune du Hayre avait eu pour la première fois le réseau de téléphonie Orange, durant un de nos voyages à Douentza, nous avons été voir notre ami député (Honorable Ilias Goro) qui nous a demandé de lui fournir le nom d'un commerçant à qui on a réellement confiance pour assurer la vente des kits lors des promotions et même de la représentation du service Orange à Boni. Nous lui avons dit

¹⁴⁵ Cf. M. De Bruijn et H. Van Dijk, « Fulbe Mobility : Migration and Travel in to Mande », in : **Mande Studies**, 1999, pp. 41-62.

que c'est à Koda Moosinke (commerçant à Boni) que nous faisons entièrement confiance et c'est comme ça que la promotion a eu lieu à Boni. Pendant la suivante foire de Boni, les promoteurs d'Orange ont amené beaucoup de téléphones, d'accessoires et de cartes de recharge et c'est comme ça que plusieurs personnes ont eu accès à cet outil de communication »¹⁴⁶.



Photo 13 : Ahmadou Jigooru Diallo, chez lui dans sa case à Wuro Bogga, son téléphone de marque Motorola accroché au toit pour être dans le réseau.

En disant qu'il est jusqu'à présent le seul à posséder un téléphone portable à Wuro Bogga, un campement de Serma où il habite (« *faa hanne min woni go'o min woni ndidi diogaade telphon Wuro Bogga ga* » « *jusqu'à nos jours, je suis le premier et le deuxième à avoir un téléphone à Wuro Bogga, ici* »), c'est pour faire comprendre indirectement qu'il est toujours la seule personne à être capable d'utiliser un téléphone portable dans ce campement et aussi c'est une manière de parler de son statut social, la considération que cela consacre, une forme d'auto glorification. Son premier téléphone était une « *occasion* » ce que Ludovic O. Kibora a qualifié de : « *au revoir la France, qui sont des appareils cédés à bon prix et qui font le bonheur de nombreuses personnes dont le pouvoir d'achat ne permet pas de s'offrir un appareil neuf* »¹⁴⁸. Quand celui-ci tomba en panne, il se ravisa de s'en acheter un autre téléphone, un Motorola C 115, communément appelé « *Bamako joliden* », un euphémisme au motif qu'il n'est possédé que par les nouveaux venants dans le réseau. C'est dire qu'ici, si l'essentiel est d'avoir un appareil qui puisse faire des appels ou de les recevoir, en d'autres lieux (Bamako, par exemple), c'est la marque du téléphone possédée qui consacre l'identité.

¹⁴⁶ Ahmadou Jigooru Diallo, Serma, 20/11/2009.

¹⁴⁷ Ahmadou Jigooru Diallo, Serma, 23/10/2009

¹⁴⁸ Cf. M. De Bruijn, F. Nyamjoh & I. Brinkman, op. cit., p. 114.

Les appels d'Ali Jigooru varient suivant l'intensité de ses affaires politiques. Il appelle couramment Mariama Diallo¹⁴⁹, Ilias Goro, Nialibouly Diallo et quelques rares fois l'imam de la mosquée Hotel Saré à Douentza et un de ses cousins à Abidjan.

« Il m'est difficile de te dire exactement le nombre de cartes que j'utilise mensuellement pour recharger le téléphone mais ce qui est sûre, cela varie selon mes besoins. Par exemple, au moment où j'étais opposé à mes parents dans la succession de mon défunt de père (la lutte politique), j'avais fortement besoin de communiquer avec Mariam Diallo qui connaissait toute ma famille, je pouvais acheter entre 5 000 et 10 000 F de cartes de recharge dans le mois comme il y a aussi des mois où je ne le recharge même pas. Il (téléphone) devient comme une radio car si tu n'a pas d'argent pour la recharger en piles, tu la gardes dans la chambre et c'est pareil aussi pour le téléphone portable. Comme toi-même, tu le constates, nous n'avons pas le réseau donc souvent on est obligé de l'éteindre et de le garder dans le sac. Je ne connais rien dans la manipulation du téléphone si ce n'est pas le fait de lancer, de décrocher et de raccrocher un appel. A Serma, c'est Hama Kendé, Boyi, Albouya et Aljuma Sorial qui me font la recharge de la carte et si je suis à Boni, c'est avec Ba Alou et Issa que j'achète la carte et ce sont eux qui font la recharge pour moi. Couramment, j'appelle Mariam Diallo, Ilias, Nialibouly et un marabout à Douentza (originaire de Linga) et quelques rares fois, un cousin à Abidjan »¹⁵⁰.

S'il est avancé l'argument selon lequel, c'est plutôt la faible couverture de la zone par le réseau qui joue sur la fréquence des communications et le commerce des cartes de recharge, remarquons tout de même que pour résoudre les affaires urgentes, des appels sont possibles ! Notre interlocuteur soutenait ne pas savoir jusque-là créditer son téléphone et pour le faire, qu'il a recours aux boutiquiers de Serma ou de Boni ! N'est-ce pas là, une autre manière de se valoir par le montant de la recharge payée ? Toute chose qui contredit ses premiers propos. Egalement, il y a lieu de revoir les raisons qu'il a avancées pour avoir eu à se payer un téléphone portable. Elles n'ont rien à voir avec une question de valorisation sociale ou de prestance, elles participent à un jeu aux enjeux éminemment politiques. C'est avec le décès de son père que les enjeux de la succession ont été tout autres. Du moment où une partie de la famille (ses oncles paternels) ait voulu changer les règles de succession en arguant sa jeunesse et son inexpérience pour le faire remplacer par un oncle paternel, Abdourahmane (un cousin parallèle patrilinéaire à son père) qu'il eut le plus de besoins de rentrer en contact avec ses soutiens afin que ceux-ci de par leurs relations puissent influencer sur le cours des événements. Ce qui lui a d'ailleurs réussi, car une élection a été organisée par le sous préfet et le maire de Mondoro, de laquelle, il sortit vainqueur

« La principale raison qui m'a poussée à acheter un portable c'était pour me permettre d'être en contact avec les personnes qui me soutenaient dans mon combat politique contre mes oncles. Je devais de les informer à temps de toute la situation qui se passait, ici. Alhamdoullah ! (Dieu merci !). A chaque fois, qu'il se passait quelque chose, j'appelais Ilias Goro (député à l'Assemblée nationale) et Nialibouly Diallo (animateur de fulfulde à la radio Dandé de Douentza) pour les informer et leur demander des conseils. C'est leur soutien qui m'a aidé à prendre le dessus sur mes adversaires.

¹⁴⁹ C'est le nom d'emprunt que Mirjam de Bruijn s'est donnée sur son terrain de recherche et son époux Han Van Dijk portait celui de Ahmadou Diallo. Tous les habitants de Serma les appelaient par ces noms. Comme pour dire dans la négociation du terrain, l'anthropologue est amené à se dédoubler l'identité !

¹⁵⁰ Ahmadou Jigooru Diallo, op. cit.

C'est avec Baïlel (fils de Boura, un assistant de Mariam Diallo au moment de ses recherches, aujourd'hui décédé dont la famille loge à Douentza) que j'ai eu le numéro de Mariam et c'est comme ça que j'ai commencé à rentrer en contact avec elle »¹⁵¹.

Ainsi, telle est la raison fondamentale qui a poussée notre sieur à se doter d'un portable. De la même manière qu'il ne doit sa victoire qu'à la seule possession et l'utilisation du téléphone portable, comme d'ailleurs ce fut le cas des journalistes sénégalais qui ont pu consacrer la transparence des élections de 2000 en informant directement, de façon instantanée, la population des résultats des bureaux de vote par les baies des réseaux de radios privées (Walfadjiri et Sud Communication) qui couvraient toutes les régions du pays¹⁵².

Mirjam de Bruijn de confirmer notre analyse à travers un article dans lequel elle essaye de rendre compte de l'appropriation du téléphone portable par des nomades vivant dans des milieux géographiquement marginaux avec lesquels elle entretient des contacts téléphoniques. Dans lequel article, un tableau est peint des conversations téléphoniques qu'elle a eues avec ce nomade, Ahmadou, de Serma et Ousmanou, un de ses assistants de recherche lors de son séjour à Mongo au Tchad entre 2002 et 2003. De même, elle était très surprise de voir à chaque fois des appels en absence avec des indicatifs des pays africains (Mali, Tchad, Cameroun), chose qui était inimaginable pendant ses recherches de Ph D. dans les années 1990 au centre Mali (Douentza).

“At breakfast I often speak Fulfulde to Ahmadou, a herder from central Mali who tells me how he is sitting under the trees next to his cows. The costs of communication have apparently dropped so much that he can afford just to call to greet me ; the owner of a part of his herd. We met in 1990 and became like brother and sister sharing life in the Fulani cattle camp where his father hosted me and my husband. Ahmadou is his eldest son and married two wives and has today 7 children. After the death of his father in 2006 he became the head of his family and clan. The telephone has given him the chance to change his life, as was apparent when he asked our family to support his political campaign. We agreed, after all it was the east we could do since he had herded our cows for so many years. Ahmadou has big plans. He would now like to build a house in the city. In one of our conversations, he asked me to bring him a television on my next visit. His last call was to communicate his victory in the political campaign.”¹⁵³

Grâce au téléphone portable, Ahmadou a pu maintenir le contact avec l'anthropologue néerlandaise (Mirjam de Bruijn) ayant eu à faire des recherches de sa thèse, chez eux, il y a plus d'une vingtaine d'années et qui s'était familiarisée avec sa famille et qu'elle aurait même quelques têtes de bœufs dans leur parc.

Depuis, il entretient un contact assidu avec la *Tuubaaku Serma*¹⁵⁴, en lui expliquant ses problèmes et en lui demandant de temps à autres des appuis financiers et de conseils. Il soutient avoir reçu des soutiens financiers de Mariam Diallo, jamais par le transfert bancaire (Money Gram et Western Union) qui n'existe qu'à Douentza, mais surtout à travers des commissions.

¹⁵¹ Ahmadou Jigooru Diallo, op. cit.

¹⁵² Cf. Momar Coumba Diop (dir), *Le Sénégal à l'heure de l'information, technologie et sociétés*, Paris : Karthala, Genève – UNSRID, 2002.

¹⁵³ M. De Bruijn, - « The telephone has grown legs: Mobile communication and social change in the margins of Africa society », op. cit., p. 4.

¹⁵⁴ *Tuubaaku* signifie blanc en *fulfulde*. Le terme est utilisé par les gens de Serma pour désigner la bonne dame qui n'a pas seulement été un chercheur dans la zone mais qui s'est familiarisée avec la population et a eu à poser d'actes humanitaires dans le village.

*« Une première fois, je lui ai appelé pour lui demander un peu d'argent car j'ai eu à faire trop de dépenses pour le bétail durant la saison sèche. Elle m'a dit d'aller voir ce même garçon qui m'a donné son numéro, qu'elle lui enverrait 100 000 F pour moi et de lui remettre 10 000 F comme frais de récompense. A ma plus grande surprise, le jeune homme ne m'a donné que 70 000 F. Quant je suis revenu à Boni, je l'ai appelé pour lui dire qu'il a brisé la confiance que je portais en lui car il m'a escroqué de 30 000 F. Je lui ai dit que **de nos jours, personne ne peut tromper son prochain sans qu'il ne se rende compte grâce au téléphone** en lui avouant que Mariam Diallo m'avait précisé le montant à envoyer. Il n'a pu rien dire. J'ai de ce pas appelé Mariam pour l'aviser de ce qui s'est passé entre nous et de lui prévenir de ne plus faire un transfert en son nom. Pour la deuxième fois, l'année passée, après avoir manifesté le besoin en lui appelant au téléphone, elle m'a envoyé 100 000 F, mais cette fois-ci par le biais du député Ilias et quant j'ai voulu lui donner 10 000 F pour le remercier, il n'a pas voulu prendre mais j'ai fini par remettre ça à son frère qui devrait lui donner à mon nom »¹⁵⁵.*

Pour lui, le téléphone portable est un outil extraordinaire parce qu'il lui a permis d'être non seulement en contact avec Mariam, d'être soutenu par cette dernière pendant sa campagne politique pour la chefferie de leur clan, de savoir la somme qu'elle lui envoie mais aussi de découvrir réellement qu'il ait été escroqué par Baylel, qui ne lui ait pas remis tout le montant envoyé. Il qualifie cette attitude d'inintelligence parce que pour lui avec l'arrivée de la téléphonie, on peut tout découvrir. C'est pour cette raison qu'il a demandé à la néerlandaise de faire le prochain transfert au nom du député Ilias à qui il fait énormément confiance.

En analysant cette situation, nous constatons que malgré qu'Ahmadou soit dans un milieu « géographiquement marginalisé », il a su profiter des opportunités que la téléphonie mobile lui a offertes pour essayer de sortir de son isolat géographique et d'être au même niveau d'information que les autres. C'est aussi une forme de globalisation (suppression des barrières géographiques) que la téléphonie mobile est entrain de développer en changeant la vision que les gens avaient de la notion de distance.

« *Le téléphone lui a donné la chance de changer sa vie* », c'est la leçon qu'on peut tirer de cette histoire de conversations téléphoniques entre Ahmadou et Mirjam. Il voudrait construire une maison en ville, il voudrait avoir une télévision et bref il a désormais une idée de la notion temps et de celle du changement. Il veut vivre comme un citoyen étant dans son campement et tout cela grâce aux possibilités d'échanges que le téléphone portable lui a accordées avec ces différentes personnes (une intellectuelle, un homme politique et un animateur de radio).

Au cours notre recherche à Serma (octobre - décembre 2009), nous avons eu l'occasion de l'observer, car nous vivions dans son campement avec sa famille. Nous avons remarqué que pour faire des appels, il faisait en quelque sorte une préparation « mystique », car tout était programmé minutieusement. Le plus souvent, il se programait deux (2) jours en avance : il amenait la batterie du téléphone à la recharge, achetait une carte de recharge et cherchait quelqu'un pour créditer son téléphone à Debere. Il reçoit le réseau à l'extrême ouest vers du campement de Wuro Bogga, qui renvoie au milieu de son champ, où il campe avec sa famille pendant l'hivernage. Il passe rarement ses appels à Debere pour éviter « *de dévoiler ses secrets en public* », remarque t-il. A l'arrivée du réseau, quant on faisait un appel, « *tout le monde venait observer la personne qui communique alors que les conversations sont des Siiri (secrets)* ». C'est pour cette raison, sûrement, qu'il préfère passer ses appels la nuit dans son campement. Il choisit la nuit parce que dans la conscience populaire, c'est le moment idéal pour parler de ses secrets sans être vu ni être entendu par quelqu'un. En fulfulde : « *Dianma*

¹⁵⁵ Ahmadou Jigooru Diallo, op. cit.

ana jogii sutura » (la nuit couvre), c'est la nuit qui s'avère être le moment où l'on peut se cacher pour faire beaucoup de choses sans qu'on ne soupçonne de quoi que ce soit. Il a un carnet d'adresses toujours méticuleusement tenu. Pendant qu'il communique, il articule les mots à voix basse, n'élevant jamais le ton comme on le remarque chez d'autres personnes non habituées à parler au téléphone ou qui voudraient faire le m'as-tu vu.

Contrairement à Ahmadou dit Ali Jigooru, Amadou Diallo (33 ans) de Fétésambo utilise son téléphone portable constamment pour contacter ses collaborateurs et ses clients situés de part les marchés de bétail de Boni, de Douentza et de Djibo (Burkina Faso). Au cours d'un de nos entretiens, un jour de foire à Serma, il dit détenir un téléphone de marque Nokia 1100, acheté il y a de cela bientôt un an et est abonné au réseau Orange. Il ajoute de ne pas savoir écrire de messages mais qu'il sait faire passer des appels, sortir les appels en absence et de pouvoir enregistrer des contacts dans le répertoire.

Nous relevons ici que le téléphone portable, au-delà d'être un moyen de réactivation des réseaux sociaux, il est également un outil de travail indispensable. Cela quelque soit les niveaux d'usage ou la maîtrise de ses applications.

Amadou Diallo de Fétésambo voyage fréquemment pour entretenir son commerce de bétail. Il est présent à de nombreuses foires : les mercredis, il est à Serma, les jeudis à Boni, les dimanches à Douentza et dès fois à Djibo (au Burkina Faso). Ces voyages lui permettent de faire des achats et le téléphone lui sert de moyen de négociation commerciale et de maintenir des contacts avec sa famille.

« Le téléphone m'a beaucoup aidé dans mon commerce de bétail. Car une fois que nous amenions le bétail au Burkina Faso, j'appelle la famille pour leur dire qu'on a pu vendre tel nombre d'animaux, que ça reste tel nombre, que nous voudrions rentrer tel jour, etc. Donc vous voyez combien de fois son arrivée a été bénéfique puisqu'avant on pouvait voyager et revenir sans que les parents n'aient de nos nouvelles. Hebdomadairement, je recharge entre 1 000 F et 2 000 F de crédit, si je parts à Boni ce soir (mercredi) le lendemain, c'est la foire de Boni ; je prends un transfert de 500 F et le vendredi matin, je prends 500 F encore mais quand je retourne ici, je suis obligé de prendre les recharges de 1 000 F puisque le transfert n'y existe. J'appelle Douentza, Boni et les localités environnantes où il y a des foires puisque je suis commerçant de bétail. Même ce matin, je viens d'appeler quelqu'un à Douentza et à Djibo (Burkina Faso) pour connaître les nouvelles du marché de bétail, pour savoir si les animaux ont été achetés ou pas.

Mon père est le premier à avoir un téléphone à Fétésambo et avant que les autres n'en achètent. Il prêtait toujours son portable aux autres pour qu'ils appellent leurs gens, si la durée de la communication n'est pas très longue ; il ne prend rien avec la personne, on est solidaire entre nous. S'il voyageait, les gens partaient à Boni pour communiquer mais cela n'a pas duré assez de temps et d'autres personnes en ont les leur. Chez nous, nous n'avons pas connu le système des cabines car il n'a jamais existé chez nous ; à Boni, il y en avait mais il n'a pas duré, c'est surtout à Douentza qu'on voyait les cabines téléphoniques »¹⁵⁶.

Au-delà des aspects relevés, un peu plus haut, les débuts du téléphone portable et principalement son accès et ses usages participaient à une reconnaissance sociale et un rehaussement du statut. Et par ce truchement, il réactivait symboliquement les rapports sociaux anciens ou tentait en quelque sorte de les maintenir intacts. Ainsi, la phrase : « *Il (mon père) prêtait toujours son portable aux autres pour qu'ils appellent leurs gens, si la durée de la communication n'est pas très longue ; il ne prend rien avec la personne, on est solidaire*

¹⁵⁶ Amadou Diallo, Serma, 18/11/2009.

entre nous » en dit long. Suivant une perspective sémiologique, en analysant l'arrière fond d'une telle pensée, le discours pourrait être interprété comme suit : Ici, les autres ne peuvent être que des Rimaybé (anciens esclaves et sûrement toujours dépendants de leur famille). Car la rivalité entre gens de même statut est tellement si forte chez les Peuls qu'aucune personne de rang semblable à celui de son père ne viendrait lui demander un tel service. C'est également, ici, que le discours trahit la pensée (*Il (mon père) prêtait toujours son portable aux autres pour qu'ils appellent leurs gens*). Si les autres avaient réellement un statut comparable à celui de son père, il dirait sans risque de se tromper ou arguer un lapsus linguae, leurs **parents**. Or du moment où l'esclave n'a pas de parents si ce ne sont que ses maîtres, ses géniteurs ne peuvent être appelés dans ce contexte que des « **gens** ». Enfin, l'expression (on est solidaire entre nous) est une forme d'euphémisation de l'esclavage actuel ou des nouvelles formes de dépendance en cours dans le *Hayre*.

Certes, l'appropriation de l'outil qu'est le téléphone peut se faire sans ne point connaître toutes ses applications. Ici, l'essentiel ne se résume t-il pas : à recevoir, à appeler et à enregistrer les contacts ? Si les deux premiers actes semblent aller de soi, le troisième demande tout de même une certaine forme d'intelligence ou à défaut avoir un esprit d'éléphant. Malgré qu'il ait suivi des cours d'alphabétisation, notre interlocuteur ne sait pas écrire de message mais peut être que les SMS n'ont pas acquis une grande importance en termes d'économie de consommation. Quant nous lui avons pris son téléphone pour jeter un coup d'œil sur son journal d'appel et ses SMS, nous avons trouvé des messages vides envoyés à certains numéros qu'il déclare l'avoir fait involontairement.

Quant nous lui avons informé qu'après avoir consulté son journal d'appel et que le dernier appel a duré 5mns et l'heure exacte de ladite communication (8h : 05mn), il était très étonné et nous avoua qu'il ne connaît pas tous ces détails : « *minen min jaangaali. Oh !* » (Nous, on n'a pas étudié, un aveu suivi d'exclamation) comme pour dire qu'un analphabète (celui qui n'a pas été à l'école) ne peut maîtriser toutes les applications de l'outil. Pourtant, quand il soutient recourir à la technique du « bip »¹⁵⁷, toute chose qui contraste avec l'hypothèse qui sous tend que la maîtrise du téléphone est fonction du niveau d'instruction ou d'alphabétisation de l'utilisateur.

La technique du « bip » est à la mode chez les usagers de Serma. Notre interlocuteur de nous relater un cas où il a été amené de recourir au « bip » :

« Mes collaborateurs savent les jours et les moments où je serai dans le réseau, les jeudis à Boni et la nuit quant j'accroche le téléphone sur la branche d'un arbre dans la cour familiale, j'ai le réseau. Je fais régulièrement les 'Bips'. Même ce matin, je n'avais pas assez de crédit, j'ai bipé mon collègue de Djibo et il m'a rappelé parce qu'il sait que je n'avais pas de crédit. Nous appelons rarement vers Bamako ou ailleurs excepté les lieux déjà souligné sauf dans le cas où ces personnes voyageaient.

¹⁵⁷ Elle consiste à émettre un appel et raccrocher avant que l'interlocuteur ne décroche, dans l'intention qu'il rappelle après avoir identifié le contact de l'appelant. Pour Donner, le *Bip* est comme « *une pratique durant laquelle une personne compose un numéro de téléphone et raccroche avant que le récepteur ne décroche l'appel. Le numéro de l'émetteur apparaît sur l'écran du récepteur et s'il est enregistré dans le répertoire, le récepteur comprendra que la personne voulait être rappelée* » (2008). Si cette définition est semblable à la description que nous avons faite, celle de Gaglio est plus explicite car elle contextualise davantage la pratique. « *La technique du "bip" marque la volonté de contourner la dépendance économique vis-à-vis de l'opérateur. Elle consiste à « bipper » son interlocuteur c'est à dire faire sonner le téléphone de son interlocuteur, sans qu'il décroche, pour que celui-ci nous reconnaisse (le numéro s'affiche) et nous rappelle dans l'instant. Les utilisateurs s'y adonnent quand ils ne disposent plus de beaucoup de forfait pour le mois en cours ou quand un des membres de leur entourage profite d'une offre promotionnelle où les appels sont gratuits le soir et le week-end. Plus simplement, les utilisateurs ayant ce type d'offre peuvent aussi prêter leur téléphone le temps d'un coup de fil. La consommation du téléphone mobile, objet personnel par excellence, peut ainsi se gérer en partie* » (2003 : 10).

Par exemple, j'ai un collaborateur qui était parti à Bamako cette année et je l'appelais régulièrement jusqu'à son retour »¹⁵⁸.

Le réseau est accessible dans sa cour et de surcroît, c'est un téléphone qui est toujours accroché à une branche d'arbre qui sert de lieu de réception des appels. Le téléphone accroché à l'arbre dans la cour jouerait le même rôle que celui des téléphones filaires fixes !

Pour Gaglio, les utilisateurs s'adonnent à cette technique à partir du moment où ils sont dans un déficit économique. Elle leur permet d'économiser leurs crédits mais il faut aussi noter que certains font les « bips » pour uniquement perturber leurs interlocuteurs, ce qui fait que beaucoup de personnes n'aiment pas qu'on leur bipe. Si l'interlocuteur reconnaît le numéro, il a la chance qu'il soit rappelé. Le problème en est que beaucoup de personnes utilisent les téléphones d'autrui pour biper donc dans ces cas, le récepteur s'abstient de rappeler pour ne pas gaspiller inutilement son crédit. Donc l'identification du numéro de contact de la personne qui fait le bip est très importante dans la technique et la seule manière de s'identifier c'est de faire le bip avec son propre numéro de téléphone. Notre interlocuteur d'ajouter qu'en plus du bip :

« Je sais faire le jeu du serpent. Amadou Hamadou Boura (mon neveu et réparateur à Fétésambo) sait jouer les sonneries et il a appris à le faire seul par lui-même sans l'aide de personne. Mon téléphone a été payé étant verrouillé sans qu'on le sache et c'est lui qui a débloqué en écrivant mon nom sur l'écran, il a fait un peu l'alphabétisation »¹⁵⁹.

C'est son neveu (notre interlocuteur), Amadou Hamadou Boura, qui joue le rôle de technicien en matière de téléphonie mobile dans leur village (Fétésambo) parce qu'il est, comme noter plus haut, un réparateur de radio (une technologie) et par ricochet celui de téléphone portable.

« Je répare les téléphones avec le même matériel de réparation des radios (tournevis, soudeur, etc.); même les gens de Debere m'amènent leur téléphone en cas de panne. Je suis Peul Ndimo mais ça ne veut pas dire que ce sont les Rimaybe seulement qui sont les principaux acteurs de cette activité, tout est une question de destin et de choix, je n'ai pas hérité ladite activité de ma famille. Je fais rarement le berger, c'est mon grand frère qui est chargé de la gestion de nos animaux »¹⁶⁰.

Si ce discours est celui d'un jeune d'origine nomade, un passionné des NTIC et qui a pris ses distances par rapport au pastoralisme, notons tout de même qu'il a conscience de son statut social et une capacité d'observation avérée de son milieu. Le fait qu'il se soit lancé dans la réparation de téléphone ne doit point pousser l'observateur non averti de le confondre avec la masse de personnes officiant dans le créneau de la réparation – généralement des *Rimaybe* -, qui plus, n'est pas une activité socialement estampillée propre à une catégorie sociale. Tout de même, ne pratiquant le pastoralisme et ne voulant pas se contenter des subsides, il est obligé de gagner autrement sa vie à travers la réparation des radios, en passant par la recharge des batteries, du commerce des téléphones occasions et voire même du *bricolage* (réparation) de certains téléphones. Il nous parle des opportunités et des modes d'appropriation que le téléphone lui a offerts :

¹⁵⁸ Amadou Diallo, op. cit.

¹⁵⁹ Amadou Diallo, op. cit.

¹⁶⁰ Amadou Hamadou Boura Diallo, Serma, 17/11/2009

« Je connais quelque chose dans la réparation des téléphones portables car je suis réparateur de radio ; c'est presque la même activité. Mais si le téléphone a un problème de code, je ne peux rien faire pour cela car je suis illettré alors que le déblocage exige la compréhension et la connaissance des écritures. Je suis un acheteur et vendeur de téléphones donc je ne peux pas te dire exactement quelles sont les marques de téléphone que j'ai utilisées depuis mon premier téléphone jusqu'à nos jours. J'ai utilisé toutes les marques que je vois avec les gens d'ici. J'avais L7, L6, Double puce (chinoise), Nokia (1110, 1100), Motorola. Mais à chaque fois que j'achète un téléphone et que quelqu'un me demande de le lui vendre, je le vends avec bénéfice et je pars acheter un autre. Voici, un Nokia et un Sotel que j'ai avec moi. C'est à Boni que j'ai appris à manipuler et à transférer les sons avec les élèves et d'autres personnes qui maîtrisent très bien ces technologies. Je me déplaçais de chez moi jusqu'à Boni pour aller uniquement apprendre à faire le transfert des sons et des vidéos. Les vidéos que j'aime beaucoup, ce sont les clips de Djeneba Seck, d'Oumou Sangaré et d'autres artistes du Mali. Puisque je ne peux pas regarder les vidéos pornographiques au milieu de mes frères ou de mes parents, je les regarde quand je suis seul ou avec mes amis.

Le prix de réparation des radios et téléphone n'est pas fixe mais je gagne quelque chose. Quant au téléphone, je ne prends pas de l'argent avec les gens mais après avoir réparé le téléphone, la personne peut me donner une somme forfaitaire. En milieu nomade (Serma et Fétésambo), nos parents achètent beaucoup les Nokia puisqu'ils sont comme des montres Casio. Ils font beaucoup confiance à cette marque et les Peuls du burgu achètent beaucoup les doubles puces chinoises. Ce Nokia n'est pas japonais, il est chinois. Je fais la différence entre un Nokia chinois et un Nokia japonais à travers l'alerte sonore qu'ils font au démarrage. Les jeunes ont commencé à s'approprier le téléphone maintenant et ils viennent chez moi pour me demander de leur montrer comment on manipule ces appareils. Je ne sais pas écrire les messages ou faire sortir les appels en absence puisque je ne sais pas lire mais mon grand frère peut faire tout cela »¹⁶¹.

Il a utilisé presque toutes les marques de téléphones qui sont à la mode dans la commune rurale du Hayre. Il les achète dans l'objectif de les revendre. Pour lui, il n'y a pas de grande différence entre la réparation des radios qui est sa spécialité et celle des téléphones. Il avait deux (2) téléphones le jour de l'entretien et se disait prêt à les vendre au premier client. Il est un passionné des portables et pour cela, il consent faire des déplacements - le secret qui lui confère l'ingéniosité - sur Boni pour apprendre à bien manipuler l'outil (transfert des sons, des images et des vidéos par le système Bluetooth). Pour attester de ce qu'il nous avait dit, nous lui avons emprunté son mobile et attesté que sa carte mémoire contenait des clips de musique, d'images et de vidéos pornographiques. Après un moment d'hésitation et de honte, il nous avoua être intéressé lui-même par les vidéos.

Pour lui, l'innovation majeure sur le marché, ce sont les téléphones comportant des options multimédia (sons, vidéos, radio FM, etc.). Certes, ils n'ont pas d'effets sur le commerce des magnétophones en milieu Peul :

« En tant que réparateur de téléphones, je confirme que l'avènement des téléphones chinois (avec musique, radio FM et vidéo) n'a pas diminué l'achat des radios. Même aujourd'hui, je viens d'acheter six (6) radios (six piles) pour les jeunes de mon village qui ont fait la commande puisque l'achat des radios est à la mode pour les jeunes. Tellement qu'ils veulent en avoir pour compléter leur galanterie même si les parents

¹⁶¹ Amadou Hamadou Boura Diallo, op. cit.

s'opposent à l'achat. Les jeunes de 14 à 18 ans vendent un animal (un mouton ou une chèvre) pour s'offrir une radio. J'ai acheté une radio à 14 300 F mais maintenant avec les chinoiserries, les bonnes qualités sont très rares »¹⁶².

Avant l'arrivée du réseau si Amadou Hamadou Boura partait à la foire de Boni et qu'il tardait à rentrer en famille, ses parents s'inquiétaient énormément mais actuellement avec la téléphonie mobile il passe toute la journée à appeler sa famille pour leur donner ses nouvelles. Il nous développe cette histoire :

« Mes frères et moi faisons tous pour qu'il y ait un téléphone à la maison qui assure la permanence c'est-à-dire ce téléphone est accroché à une branche d'arbre dans la cour de la maison et si nous partons à Boni ou ailleurs, nous appelons la famille pour leur donner de nos nouvelles (si nous sommes bien arrivés, si nous avons eu une panne, si nous devons passer la nuit à Boni ou pas, etc.). Donc c'est pour cette raison que nous gardons toujours un téléphone à la maison. Mes appels sortants sont destinés à mes frères en famille et aux commerçants avec lesquels j'achète les pièces de Radio à Boni. Pour mes frères, je les appelle uniquement pour leur dire que je dois passer la nuit à Boni ou que je dois rentrer tardivement pour qu'ils puissent être tranquilles au cas ils ne me verraient pas. Mais au moment où je n'avais pas de téléphone et que je partais à Boni, il était très rare que j'y passais la nuit puisque je n'avais pas de moyen pour aviser mes parents sauf dans le cas où j'envoyais quelqu'un de Serma pour leur informer en appelant Hama Kendé (boutiquier Diimajo). Actuellement, j'ai 1 000 F de crédit dans mon téléphone, si je rentre seulement, je vais appeler mes amis et mes tuteurs de Boni pour les informer que je suis bien arrivé »¹⁶³.

Si la téléphonie a permis de maintenir les contacts à travers l'information circonstanciée transmise aux parents au cours des déplacements et de cultiver les sociabilités, il est aussi un moyen de sécurité. Aussi, nous avons profité d'une causerie dans la famille de Adama Toumbouga, d'échanger avec deux marabouts venus de Fétésambo qui avaient des téléphones. Leur présence à Debere était uniquement pour recharger les batteries et acheter des cartes de recharge en vue d'appeler. Il s'agit de Souleymane Barry (33 ans) et de Minkailou Bolly (32 ans), installés à Fétésambo mais originaires du Burkina Faso. En fait, seul, Souleymane est propriétaire de son téléphone et quant à Minkailou, il n'a jamais acheté de téléphone et celui qu'il a sous la main est un prêt. Souleymane nous parle de son expérience de l'usage du téléphone portable :

« Nous sommes des Peuls originaires du Burkina Faso dans la région de Fada Gourma. J'ai eu mon propre portable il y a environ deux ans de cela. Celui-ci est mon quatrième portable. C'est à Douentza que j'ai eu à le troquer contre une double puce chinoise que j'avais. J'appelle mes parents au Burkina Faso (Adama, Allaye, Yoro, Djibril, Hamidou à Sanka dans la préfecture de Tenkadougou), j'appelle le plus souvent un jeune dogon (Salim qui est mon tuteur) à Ganakoni ; ainsi que Moumini et Koïrago tous à Yoro (frontière Mali-Burkina). Ils m'appellent tous aussi et ils arrivent à me rejoindre mais il me faudrait toujours accrocher mon téléphone à un arbre dans ma cour pour mieux recevoir le réseau. Je recharge hebdomadairement une carte de 1 000 F. Autant j'appelle, autant je fais le bip. Je pense qu'on doit faire attention avec l'achat des crédits puisque c'est de l'argent qu'on y met dedans alors que certains

¹⁶² Amadou Hamadou Boura Diallo, op. cit.

¹⁶³ Amadou Hamadou Boura Diallo, op. cit.

font des appels inutiles et gaspillent inutilement leur argent. Mais si j'ai une affaire urgente, je viens acheter du crédit pour résoudre l'affaire »¹⁶⁴.

En moins de deux ans, il est à son quatrième portable. Utiliser plusieurs modèles de téléphone est devenu une passion pour nombre de personnes. A défaut de moyen financier, la solution toute trouvée est le troque de téléphone ou de le vendre pour s'acheter un autre. Toujours selon Souleymane, la téléphonie dans la zone a été un facteur de lutte contre la nostalgie et l'incertitude parce qu'avant, il pouvait faire des mois sans avoir les nouvelles de ses parents :

« Quant à moi le téléphone portable m'a beaucoup aidé puisque j'appelle mes parents au Burkina Faso au cas où je suis malade ou si l'un de mes enfants est malade ainsi que si j'ai besoin de quelque chose. Donc nous sommes en contact permanent malgré la distance qui nous sépare et même si quelqu'un a mal à la tête là-bas, je suis informé. J'ai mes maîtres coraniques à Kéréna et mes camarades d'école coranique aux environs de Serma que j'appelle et ils m'appellent aussi pour avoir mes nouvelles. Certains Peuls (mes clients) m'appellent aussi ; même hier, il y a un client qui m'a appelé de Yoro et il m'a demandé de venir travailler pour lui. Malheureusement, je ne pouvais pas, c'est le moment des récoltes.

Je ne connais rien dans le téléphone si ce n'est pas la recharge de la carte, la composition du numéro pour lancer l'appel, le raccrochage et le décrochage. Je ne sais pas lire les SMS ou les écrire. Depuis que je n'avais pas de téléphone, j'apprenais la manière de recharger et certaines autres options. Je n'ai jamais cherché à faire les jeux, jouer de la musique puisque ce sont des choses qui ne m'intéressent pas et c'est pour cela que je me suis limité à connaître seulement les options qui m'apporteraient (recharger la carte, lancer un appel, raccrochage, décrochage)»¹⁶⁵.

Contrairement à Souleymane, son collègue Minkailou n'a jamais acheté de téléphone portable mais à chaque fois qu'il se trouve dans le besoin de communiquer, il a l'occasion de prêter celui d'une connaissance pour faire la recharge de la batterie et en carte pour passer son appel.

« Quant à moi, je n'ai pas de portable mais j'apprends toujours auprès des propriétaires de téléphones jusqu'à ce que je vienne seul avec leur portable et je compose seul les numéros en faisant mon appel sans un soutien extérieur. Dans le mois, je ne peux pas dépasser un appel mais ce qui me décourage c'est que j'appelle toujours et je les trouve sur répondeur. Ce sont des appels destinés au Burkina Faso et plus précisément à Touka dans la région de Ouahigouya. Personne n'a l'habitude de m'appeler sur l'un des téléphones que j'utilise ; pour les rejoindre c'est moi seulement qui les appelle.

Au Burkina Faso, j'appelais fréquemment dans les télécentres et dans les cabines téléphoniques, cela me coûtait 1 000 F à 2 000 F. Mais, ici, mes appels sont très rares ; souvent je peux faire des mois avant d'appeler.

Je ne sais même pas recharger une carte à plus forte raison d'utiliser les autres options, on me les a appris mais j'oublie vite car je fais rarement la pratique, par manque de portable »¹⁶⁶.

¹⁶⁴ Souleymane Barry, serma, 11/11/2009.

¹⁶⁵ Souleymane Barry, op. cit.

¹⁶⁶ Minkailou Bolly, serma, 11/11/2009.

L'exemple de Minkailou nous conduit à évoquer les cas des non propriétaires de téléphone. Hamidou Alouwel Diallo, habitant de Wuro Karawal et âgé de 47 ans, n'a jamais acheté un téléphone portable mais affirme avoir communiqué plusieurs fois au téléphone :

« Je n'ai pas de téléphone mais j'ai l'habitude de communiquer au téléphone plusieurs fois. J'appelle avec le téléphone de Hama Kendé même tout récemment, je viens d'appeler le colonel de Brigade Oumar Dicko (chef du camp de Baguineda), juste pour lui remercier des bons actes qu'il est entrain de poser pour les ressortissants de Boni qui sont à Bamako. Ceux qui souffrent, il leur donne de l'argent pour rentrer au village, il leur établi gratuitement des cartes d'identité nationale et héberge même certains. Je l'ai remercié et lui ai fait des bénédictions. J'ai eu son numéro avec ses parents qui sont à Boni. Je ne fais pas inutilement les appels mais je prends quand même toujours les numéros des uns et des autres malgré que je n'ai pas de téléphone »¹⁶⁷.

C'est avec joie et fierté que notre interlocuteur se dépense pour rentrer en contact avec certains cadres ressortissants de la commune de Boni. Une certaine conception de la décentralisation a fait que dans nombre de localités, c'est le rappel identitaire ou zonal qui est à la mode. Chaque occasion est bonne pour magnifier un tel état de fait. A défaut des traditionnelles commissions orales et de lettres, le téléphone portable devient le support tant rêvé. Sans le téléphone, peut être il n'allait jamais accéder à l'opportunité de s'adresser directement à cet officier de gendarmerie. C'est dire que le téléphone portable a fait éclater certaines formes d'inégalité ou des règles de bienséance traditionnelle en permettant un accès direct avec toute l'aisance possible à son interlocuteur. Tout comportement autre serait prévisible si l'autorité venait au village et peut être même qu'il n'aurait jamais eu l'occasion de lui serrer la main, a fortiori, échanger avec lui, même s'il s'est agi de lui bénir. Le berger du campement a ainsi accès au numéro de téléphone du cadre et s'adresser facilement à lui sans crainte et sans obstacle. C'est également un biais que nombre de personnes utilisent en cherchant à établir des relations avec les cadres ressortissants de la commune en les appelant de tant à autre au téléphone pour que ceux-ci leur viennent en aide qui, pour l'hébergement d'un enfant réussi au BAC, d'un parent malade, faire face aux dépenses de la famille, pour accéder à des actes administratifs ou encore créer une sorte de clientèle politique, etc.. Comme pour ainsi dire : *« creuser un puits aujourd'hui pour anticiper la soif de demain »* (proverbe peul), surtout que cet officier est issu de la famille royale de Boni, c'est-à-dire qu'il est un *Beweedio* (élite politique).

Le téléphone portable devient un moyen de socialisation comme n'importe lequel des objets que des amis ou des membres d'un même quartier ou village se prêtent, comme la houe, la machette, le mortier, le vélo ou la mobylette entre autres. Ceux qui n'ont pas de téléphones portables, profitent très souvent de celui des voisins du campement pour passer leurs appels ou de les recevoir, comme c'était également le cas du téléphone filaire dans les familles urbaines avant l'arrivée du portable. Boukari Samba Diallo, la cinquantaine et habitant de N'Gouma, nous raconte la manière dont il procède pour faire ses appels :

« Je n'ai pas de téléphone. Si j'ai besoin de communiquer, j'achète une carte de 1 000 F en la mettant dans un téléphone quelconque pour faire mon appel. C'est le propriétaire du téléphone qui m'aide à composer le numéro et à lancer l'appel jusqu'à ce qu'il sonne pour me le remettre afin que je fasse ma communication. J'ai l'habitude d'appeler mon marabout à Kaka (Djenné) et mon fils aîné à Bamako. Quant à ce dernier, il n'a pas aussi de téléphone mais je le joins sur le numéro de son

¹⁶⁷ Hamidou Alouwel Diallo, Serma, 13/11/2009.

patron qui m'a été remis par un ressortissant de Serma qui était parti là-bas. A N'gouma, il y a une seule personne qui a un portable, il s'appelle Alou Lobo. La plupart de mes appels téléphoniques sont faits à partir de son téléphone. Il me suffit de d'acheter, ici, ma carte de recharge pour passer, paisiblement, ma communication. Toujours, c'est lui qui m'assiste pour faire l'appel »¹⁶⁸.

Pour cet autre usager sans téléphone, Hamidou, le portable a diminué les escroqueries et il l'illustre par un exemple :

« Avec le téléphone portable, les tromperies et les escroqueries vont diminuées. A l'époque, si on envoyait de l'argent à nos parents, le commissionnaire pouvait détourner le mandat et se taire. Actuellement, cela devient impossible avec le portable : le parent est informé avant que l'envoyé n'arrive. Par exemple, j'ai vécu une expérience semblable quant j'étais à Kadiolo l'an passé. J'ai envoyé de l'argent à mon épouse pour l'achat de céréales par le canal d'un ressortissant de Serma. Quelques temps après, quand j'ai appelé ma femme pour lui demander si l'argent a été reçu, elle m'avoue que non. Elle est partie réclamer l'argent en vain. Malheureusement, il avait bouffé les 20 000 F en cours de route. Ma femme était obligée de vendre sept (7) chèvres pour combler ce trou. Quant je suis arrivé, il m'évitait pour qu'on ne se rencontre. J'ai été chez lui pour les salutations d'usage, il a fait semblant de dormir(...). Cette année, j'étais au Nigeria. J'ai appelé ici (Serma) plus de sept (7) fois pour avoir les nouvelles de ma famille. Mais, si je suis, ici, je ne dépense jamais 1 000 F de crédit et après cela je peux passer plusieurs jours sans appeler »¹⁶⁹.

La caractéristique principale du portable est son instantanéité en matière de communication et d'information. Ainsi, au plus petit écart, la conséquence s'avère incommensurable. Dans certains cas le maintien des liens devient problématique voir impossible. Comment comprendre qu'une famille atteinte par la crise alimentaire se voit détourner l'aide (la solution intermédiaire) qu'elle attendait pour ne pas déstocker ? Est-ce également à dire que la misère ou les besoins non nécessaires pourraient pousser l'individu à perdre son honorabilité ou sa respectabilité auprès des siens ou de la contrée ?

Comme le vol, le bien mal acquis, les détournements seront décriés, autant avec célérité, que de la même manière, les pompiers et les policiers sont appelés à la rescousse ou pour signaler des cas d'accidents ou de vols. Pour lui, l'acte de son voisin n'a rien à voir avec l'objet qui lui a permis de se faire désormais une religion sur sa moralité. En cela, il soutient que :

« Le téléphone portable a apporté la joie dans le cœur de nos habitants car il a facilité beaucoup de choses et il a rapproché les gens malgré les distances qui les séparent. Si j'ai besoin d'appeler quelqu'un, il me suffirait seulement d'acheter ma carte de 1 000 F pour prêter le téléphone de Hama Kendé et faire mon appel. Et quant je suis hors de Serma, je sais quels sont les numéros qui sont joignables pour pouvoir être en contact avec les miens (il s'agit des téléphones de Boyal et de Hama Demboyi qui sont tous des boutiquiers). Personnellement, malgré que je n'en possède pas un, le téléphone m'a rendu beaucoup de services puisqu'il y a six (6) ans que je marchais pour aller rendre visite à mes parents à Hombori (95 km à 16 h de marche). Actuellement, je ne fais plus ce déplacement et j'ai leurs nouvelles grâce à Dieu et grâce au portable. J'ai l'habitude de partir à Douentza à pied (plus de 10 fois) et même jusqu'à Fatoma (près

¹⁶⁸ Boukari Samba Diallo, Serma, 17/11/2009.

¹⁶⁹ Hamidou Alouwel Diallo, Serma, 13/11/2009.

de Sévaré) à pied. Aujourd'hui, ça ne vaut plus la peine que je me déplace inutilement. J'ai eu à souffrir sur ces trajets. J'ai mon patron (commerçant de bétail) à Fatoma et à chaque fois, je l'appelle au téléphone pour me renseigner s'il a acheté beaucoup de bœufs »¹⁷⁰.

Notre interlocuteur est très satisfait de l'avènement du téléphone portable. Le fait de ne pas en avoir n'est pas un obstacle pour lui. Il dit se servir de l'appareil des autres, toute chose incompréhensible dans une logique occidentale où la notion même de « portable » renvoie à l'individuation de l'outil à savoir la personnalisation et sa possession par devers une seule personne, car renforçant l'ubiquité. En ces milieux, le corps social est traversé par nombre de ces occurrences appelées improprement solidarité, convivialité, etc.

Le sieur garde par devers lui les numéros de ses correspondants qu'il peut joindre pour avoir les nouvelles de sa famille, une fois en voyage. Le portable lui a soulagé des nombreuses marches qu'ils faisaient pour rejoindre Hombori, Douentza et même Fatoma qui sont très loin de Serma.

En contraste avec les cas précédemment rapportés, Ibrahima dit Yéro Diallo, bientôt la trentaine habite au campement de Wuro Karawal, pense que l'usage du téléphone portable nécessite au moins un correspondant, qui soit également connecté. On n'achète pas un téléphone portable pour l'admirer simplement ou pour montrer aux semblables que nous avons les moyens de s'en procurer :

« Je n'ai pas de téléphone portable et personne n'en a dans notre campement (Wuro Karawal). Cela s'explique par le fait que nous ne connaissons pas d'autres personnes que nous puissions appeler. Nous ne voyageons pas. J'ai un jeune frère qui était parti en exode à Sévaré, il nous est revenu avec un téléphone et à son retour, il est parti avec. Le besoin est manifeste pour ceux qui voyagent car ils ont des relations »¹⁷¹.

Nous ne pensons pas que l'appropriation du téléphone portable soit uniquement une question « d'avoir qui à appeler », c'est-à-dire avoir des connaissances avec qui parler à l'extérieur de son environnement géographique, pour échanger des nouvelles, des ambitions, des affects, etc. Le besoin de communiquer fait partie d'une des dimensions de la condition humaine. Même si Yéro Diallo ne décrit pas suffisamment les faits, il doit beaucoup reprocher à son frère qui, au moins, est une personne vivante à l'extérieur du campement, est « connecté » parce que disposant d'un téléphone portable. Ne pas avoir un téléphone ne dispense point, aujourd'hui, quelqu'un d'effectuer des dépenses liées à l'accès à l'information et à la communication. L'accès au téléphone portable ne doit pas être apprécié comme une question de rentabilité économique mais plus une question d'être avec les autres, être du monde sans question de mode d'autant plus que des modes d'accès différenciés ont été relevés. Cet accès doit être apprécié de la manière qu'à défaut d'une faucille en période de récolte du petit mil on s'abstient d'aller voir le voisin pour lui emprunter la sienne, si ce n'est de tomber dans la marginalité. En somme, les raisons qui poussent notre sieur à « honnir » même le portable sont à chercher ailleurs, elles sont sûrement personnelles, statutaires, etc.

6.2.1.2 Téléphonie mobile et élevage dans le Hayre

Etudier l'appropriation de la téléphonie mobile en milieu nomade et ne pas nous intéresser aux divers usages que les bergers et les propriétaires de bétail en font serait un sacrilège de lèse majesté. Comment l'usage de la téléphonie mobile a modifié, complété, renforcé ou

¹⁷⁰ Hamidou Alouwel Diallo, op. cit.

¹⁷¹ Ibrahima dit yéro Diallo, Serma, 19/11/2009.

altéré les pratiques de l'élevage dans le *Hayre* ? En quoi cette pratique ne serait jamais plus comme avant ?

Lors d'une causerie avec notre logeur, Ahmadou dit Ali Jigooru Diallo, nous lui faisons part de l'avis d'un *Diimajo* : « *le téléphone portable rend très peu de service aux nomades Seedoobe contrairement aux Rimaybe* »¹⁷², qui, dans son entendement, voudrait dire que ceux-ci mèneraient plusieurs activités génératrices de revenu (commerce, artisanat, agriculture, etc.), alors que les nomades ne connaissent que le seul élevage. En fait, c'est un autre interlocuteur, Adama Tumbuga Tamboura, qui nous avait tenu ces propos et dont l'identité n'a pas été dévoilée par nos soins. Il (Ahmadou) piqua, en nous entendre parler ainsi, une colère contenue et se soutiendra que c'est là une question de vision et qu'à son avis :

« Le téléphone n'est bon que dans la main du berger. S'il lui arrivait de perdre des animaux, au constat, il a la possibilité d'appeler à Boni ou ailleurs pour les informer du vol ou de la perte et qu'en cela, il aura plus de chance à ce qu'il soit retrouvé le même jour. Il peut également joindre tous les campements environnant pour savoir s'il a plu où si le pâturage est en bon état ou pas, au lieu de te déplacer avec les animaux inutilement. Aussi, si je perdais quelques bœufs ou chèvres ici, je peux appeler Adama Toumbouga au marché de Boni pour lui demander de vérifier au niveau du marché de bétail si par hasard ils ne sont pas là-bas, en lui donnant le maximum d'information sur ces bêtes. Idem pour les marchés de bétail de Douentza et de Hombori. Comme nous pouvons le constater, on peut résoudre tout ça au téléphone alors que sans le téléphone, le déplacement n'est pas facile et en même temps, nous pouvons mettre beaucoup de temps pour rejoindre ces localités.

*Le téléphone nous a beaucoup aidés dans la perte d'animaux. Si tu perds quelques têtes de bœufs ici, tu appelles quelqu'un à Boni pour l'informer et tu lui demandes de te faire la faveur d'appeler les gens de Hombori, de Dalla, de Mondoro et de Djibo pour les prévenir de la perte en leur indiquant toutes les caractéristiques du bétail. Quant au propriétaire, il se dirigerait au marché de bétail de Douentza pour aller vérifier si son bétail perdu ne s'y trouve. Donc il a bénéficié un avantage car en moins de temps, il a pu informer plusieurs personnes à des endroits différents et tout cela grâce au portable sinon il ne se contenterait que de la visite du marché de bétail de Douentza. En plus, on s'appelle pour se donner des nouvelles sur la pluviométrie. Durant l'hivernage passé, on a fait des jours sans avoir une goutte de pluie ; quant je suis parti à la foire de Boni, il a plu là-bas toute la journée et nous avons appelé Demboyi pour savoir si Serma aussi avait reçu la pluie mais ; malheureusement, il nous a dit qu'ils n'ont vu que des nuages »*¹⁷³.

Les avantages de la possession du téléphone portable par les nomades sont donc nombreux. Pour notre interlocuteur, il y a plus de légitimité à ce que les *Rimbe Seedoobe* détiennent un portable à cause des différents usages relevés. Avant cet outil, les pasteurs nomades avaient de sérieuses difficultés à retrouver le bétail « perdu » et même pour informer la communauté, ils devaient se rendre à la radio locale de Douentza (Dandé) pour faire passer le message, ce qui demandait une distance à parcourir et un temps assez long. Faire passer un avis de perte ou de vol de bétail à la radio FM de Douentza demandait le déplacement du propriétaire sur Boni ou Douentza pour d'abord faire écrire l'avis en français ou en *Fulfulde* et ensuite le confier à quelqu'un pour l'acheminer à la maison de la radio y compris les frais de

¹⁷² Adama toumbouga Tamboura, Serma, 12/11/2009.

¹⁷³ Ahmadou jigooru Diallo, Serma, 20/11/2009

communiqué. Cela nécessitait aussi un temps de préparation pour la personne ayant perdu ses animaux parce qu'il peut être dans un déficit financier et il lui faudrait obligatoirement vendre un ovin ou chercher à s'endetter pour avoir les frais de déplacement et du communiqué. En faisant passer l'avis de perte ou de vol à la radio, on n'est pas sûre que la radio soit écoutée par tout le monde et aussi, la commune du *Hayre* (Boni) reçoit faiblement la radio de Douentza et certains villages comme Serma, Yaalé, Pétégoudou, etc. ne la reçoivent même pas. Alors qu'avec la téléphonie mobile, la personne a la possibilité de contacter directement les acteurs du marché de bétail sur lesquels le bétail volé est, généralement, acheminé pour y être vendu. Les informations sur l'état des pâturages, des points d'abreuvement sont véhiculées d'un campement à un autre.

La plupart des *Fulbe* disposant assez de bétail font la transhumance vers le *Seeno* et le *Ferro* pendant la saison sèche pour avoir de quoi nourrir les bovins. La brousse de Serma est dépourvue de pâturages et de points d'abreuvement excepté le puits à grand diamètre de Wuro Karawal. Une fois que les animaux finissent de paître les tiges de mil des champs récoltés, certains éleveurs se déplacent avec leur famille mais d'autres, aussi, détachent un ou deux membres de la famille (fils, frère, neveu, etc.) et leur confient la charge des animaux.

Les bergers qui partent avec les animaux dans le *Seeno* ou dans le *Ferro* ont besoin de communiquer avec leurs parents restés sur place pour les informer de l'état des animaux et des difficultés rencontrées. Hama Alou Diallo se contentait des commissions orales pour informer et être informé par ses parents mais aujourd'hui avec le téléphone portable, toute la donne a positivement changé car la communication est bien établie.

« J'appelle notre famille si je parts avec les animaux dans le Seeno (Yirma, Jigooru etc.) pour leur donner mes nouvelles (s'il ya des animaux qui sont perdus) et leur demander de m'apporter du sel ou de la nourriture. Ils m'apportent ces choses par le biais d'une moto puisque je leur explique exactement par téléphone là où je suis et ils viendront me rejoindre là-bas, comme prévu. Au moment qu'on n'avait pas de téléphone, au cas où je partais dans la brousse avec les animaux si j'avais besoin d'informer mes parents d'une situation, j'envoyais quelqu'un de passage en lui demandant d'aller dire à mon père ou à mon frère que tel ou tel bœuf est perdu et que j'ai besoin d'un soutien quelconque au lieu de souffrir sans espoir »¹⁷⁴.

Au regard de ce qui est dit, il est sans conteste que le portable a une place de choix dans la pratique quotidienne de l'élevage qui fait face aux vols répétés et à l'insécurité du fait du manque des pâturages et la rareté des points d'eau en période de cure salée. Mais l'omniprésence de l'outil doit être relativisée du fait que tous les parcours ne sont pas couverts par le réseau ou si c'est le cas, il y a lieu de noter la contraction des espaces parcourus du fait que les éleveurs sont devenus également des agriculteurs. Ainsi, juste après les récoltes, les tiges de mils sont bien arrangées pour servir de fourrage accompagnées d'aliment bétail (*bou naffama*) que les animaux paîtront quant il y a plus de fourrage dans les parcours lointains.

¹⁷⁴ Hama Alou Diallo, serma, 18/11/2009.



175

Photo 14 : une vue partielle des récoltes de petit mil de notre logeur éleveur, pose prise avec notre ordinateur, à défaut de non accès aux piles appropriées sur le marché pour l'appareil photographique.

Amadou Diallo de Fétésambo, nous fait cas d'une histoire où c'est le téléphone portable qui sauva son neveu malade en brousse :

« En cas de perte des animaux, certains font des communiqués à la radio et d'autres font les appels téléphoniques. Le téléphone portable serait une obligation dans la vie des bergers si le réseau couvrait toute la zone. A tout moment, il (berger) pourrait appeler pour informer sa famille de son état. Le cas de Hama Alou est un exemple illustratif. Tombé malade, il était seul avec les animaux dans la brousse, il a appelé ses frères pour qu'ils viennent lui secourir et avait un animal, aussi, qui était gravement malade et qu'il l'a pu abattre. Ces frères sont venus le chercher chacun avec une moto pour apporter la viande au boucher et laisser quelqu'un avec le bétail »¹⁷⁶.

Comme déjà souligné, l'outil serait d'un grand apport si toute la zone région était bien couverte par le réseau, la téléphonie allait servir davantage les éleveurs. Grâce au téléphone portable, une vie humaine a été sauvée ; le malade a pu rejoindre les siens pour recevoir les soins appropriés et la viande vendue au boucher.

Pour Amadou Boureima Hamadou Diallo, la vingtaine et habitant Fétésambo, trouve que ce sont les Peuls transhumants du Delta intérieur du Niger qui ont su bien profité de la venue du portable :

« Le téléphone portable a surtout beaucoup servi les peuls nomades du burgu qui viennent passer la saison sèche dans le Seeno. S'ils ont des problèmes, ils appellent

¹⁷⁵ Champ de Ahmadou Jigooru Diallo, Wuro Bogga (Serma), 18/11/2009

¹⁷⁶ Amadou Diallo, Serma, 18/11/2009.

directement au burgu pour que les parents leur viennent en aide au lieu qu'ils se déplacent, chose qui est couteux »¹⁷⁷.

Les Peuls du *burgu* (Delta intérieur du Niger) ont découvert la téléphonie mobile avant ceux du *Hayre*, c'est ce qui fait qu'ils l'ont vite adapté à leur mode de vie et elle est devenue plus qu'une nécessité pour eux dans le maintien des liens entre le berger d'avec sa famille et le propriétaire des bœufs.

Ibrahima Hama Diallo dit Yéro qui n'a jamais utilisé le téléphone portable, qui en voulant nous parler des moyens recourus pour s'informer de l'état des pâturages, des moyens traditionnel certes, il nous parle également des pratiques des Peuls du *burgu*, détenteurs de téléphones portables :

« Si nos animaux se perdent ou si nous avons besoin des nouvelles sur l'état des pâturages d'une autre zone, nous nous informons auprès des habitants de ladite localité pendant les jours de foires pour savoir s'il a bien plu chez eux ou pas, si l'eau existe dans les mares et dans les puits. Certains se déplacent à pied pour aller visiter la brousse en question, pour avoir la certitude que les pâturages sont en bon état et que les animaux peuvent venir camper. Cela n'empêche que ceux qui ont des téléphones comme les Seedoobe qui viennent du burgu peuvent s'informer en avance à travers le portable avant de quitter. Pendant les Gataaje (début d'hivernage), c'est dans le Seeno que nous campions car c'est dans cette zone que les pâturages commencent à vite pousser »¹⁷⁸.

Yéro comme tous ceux qui n'utilisent pas la téléphonie mobile dans leur pratique, s'informent auprès des forains. En réalité, ces éleveurs suivent discrètement le mouvement des *Seedoobe* qui vivent avec eux ou ceux des transhumants venant du *burgu*. Aussi, à noter que le développement des moyens de transport individuel (mobyettes de grand cylindre) est tellement prégnant dans la région que nombre d'éleveurs dans leurs randonnées puissent informer les siens de l'état des pâturages dans telle ou telle zone du Seeno. Simplement, les déplacements à pied dans le Seeno pour la recherche de pâturages dépasseraient rarement un rayon de 50 km², il serait plus fastidieux pour les éleveurs du *burgu* que pour ceux du Seeno.

6.2.2. *Rimaybe* (esclaves affranchis) et téléphonie mobile

“These practices of communication remind us of an analysis of these societies in which flexibility is central and where people are capable of moving into new realms in their social life and in which they easily integrate other economies in their lives (Nyamnjoh, 2006)”¹⁷⁹.

De Bruijn, dans cet article consacré à l'étude de la téléphonie mobile en milieu peul au Cameroun, évoque les opportunités que la téléphonie mobile a offertes à des populations nomades vivant dans des milieux géographiquement flexibles mais qui ont su utiliser le portable pour développer leur économie et pour revivre les contacts avec des parents qui sont en exode ou à l'étranger.

¹⁷⁷ Amadou Boureima Hamadou Diallo, Serma, 18/11/2009.

¹⁷⁸ Ibrahima Hama Diallo dit Yéro, Serma, 19/11/2009.

¹⁷⁹ Mirjam de Bruijn, « Africa connects: Mobile communication and social change in the margins of African society. The example of the Bamenda Grassfields, Cameroon », in: Mireia Fernandez- Ardévol & Adela RosHijar (editors). *Publication Barcelona Confernce Communication Technologies in Latin America and Africa : A multidisplinary perspective*. Chap. 6, pp. 186-187, 2010. [http://in3.uoc.edu/web/n3/Communo-technologies in -Latin america and-africa/](http://in3.uoc.edu/web/n3/Communo-technologies%20in%20-Latin%20america%20and%20-africa/)

Les *Rimaybe* du *Hayre* ont, quant à eux, saisi cette opportunité que la téléphonie mobile leur a offerte pour renouer des contacts avec les parents, les amis, des connaissances, etc. qui sont dans les centres villes et aussi à investir le marché en général et celui du portable avec les activités qui lui sont connexes. Auparavant si la communication au téléphone portable était inimaginable pour les *Rimaybe* de Serma et de Boni, aujourd'hui elle est plus qu'une réalité. La téléphonie mobile fait parti de la vie quotidienne des *Rimaybe*. Ils sont quotidiennement connectés avec les parents qui sont à Douentza, à Bamako, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, etc. Leur vision de la distance a changé et on peut communiquer à tout moment avec son parent qui se trouve à des milliers de kilomètre de distance. Alors qu'avant, il fallait obligatoirement passer par la lettre, le voyage de visite, les messages oraux, pour donner et recevoir des nouvelles. De nos jours, à Serma, la plupart des *Rimaybe* ont des téléphones portables et en utilisent pour développer leur domaine d'activité. Les commerçants de bétail, pour connaître la fluctuation des prix du bétail dans les différents marchés de bétail (Serma, Boni, Douentza, Hombori, Djibo, ...).

Adama Toumbouga Tamboura, un *Diimajo* de Debere, est le premier *Diimajo* à acheter un téléphone portable à Serma. Il nous raconte son cas :

« Je suis le premier (Diimajo) à avoir le téléphone à Debere ici, je l'ai eu deux semaines après l'arrivée du réseau dans la commune de Boni. Les gens venaient emprunter mon téléphone pour appeler leurs parents, ils payaient leurs cartes de recharge comme souvent ils peuvent utiliser mon crédit pour biper ou appeler un peu et je peux faire une faveur pour les personnes en leur mettant du crédit dans mon appareil pour qu'elles appellent leurs enfants. J'ai un téléphone Nokia (1610). Je l'ai depuis l'arrivée de l'antenne de Boni, il y a environ trois ans de cela. Je ne connais pas le nombre de compagnie de téléphonie au Mali. On m'a montré comment retrouver les appels en absence mais souvent je n'arrive pas à les retrouver. Pour appeler quelqu'un au téléphone, je compose le numéro et je fais Ok. Si on m'appelle aussi, je décroche en appuyant sur Ok. Je ne fais pas autres choses comme les SMS, les jeux mais au moment où je l'ai acheté je faisais sortir les sonneries ; j'ai tout cessé maintenant »¹⁸⁰.

Son téléphone servait de poste d'appel pour tout le village, hameau des esclaves affranchis, avant que les autres n'en achètent. Sur le plan économique, Adama est très autonome, il est commerçant de bétail, laquelle activité lui permet de gagner sa vie.

A l'arrivée du réseau, il faisait plus d'appels avec son téléphone qu'aujourd'hui, parce que son fils aîné venait juste de partir à l'aventure (en direction de la Guinée Equatoriale) et il utilisait son téléphone pour joindre ce dernier qui avait connu des difficultés financières, arrivé au Cameroun. Par semaine, il pouvait dépenser plus de 10 000 F dans les cartes de recharge mais de nos jours, il dépense rarement 2 000 F.

En tant que commerçant de bétail, il joint ses collègues des autres marchés de bétail pour se faire une idée des prix des marchés qui ont l'air de bourses des valeurs.

Hama Yeraadio Tamboura, un autre *Diimajo* de Serma, avait acheté son téléphone juste pour passer la période des campagnes électorales des dernières communales. Son téléphone lui permettait de rejoindre les membres de son mouvement politique qui se trouvaient à Boni, il en était le représentant principal à Debere. Il les appelait tout le temps pour leur faire l'état des lieux. Après les élections, il a vendu son portable parce qu'il n'avait plus de moyens financiers pour son entretien (achat de cartes de recharge, recharge batterie, etc.).

¹⁸⁰ Adama Toumbouga Tamboura, Serma, 12/11/2009.

« J'avais un téléphone portable lors de la campagne en vue des élections communales mais après deux (2) mois seulement, je l'ai vendu parce que je ne recevais plus d'appel et moi aussi j'appelais rarement »¹⁸¹.

Donc l'appropriation de l'outil de communication se fait selon les besoins, il (Hama Yeraadio) était dans le besoin d'être en contact permanent avec la tête de liste de son mouvement à Boni. Yeraadio Tamboura nous fait part des stratégies mises en œuvre pour avoir un téléphone portable en cas de besoin de communication :

« Si tu n'a pas de téléphone et que tu veux communiquer, tu achètes du crédit et tu demandes à quelqu'un de te passer son phone pour un appel de courte durée »¹⁸².

Notre interlocuteur, en fin observateur, ne s'adressera sûrement qu'à une personne qui aurait plus besoin à ce que son compte soit crédité, pour ne pas être mis hors réseau par la compagnie de téléphone, acceptera volontiers de lui prêter son appareil et bénéficiera du restant de crédit. Dans ces conditions, l'accord du propriétaire devient protocolaire. De tous les *Rimaybe* interviewés, Moussa Tamboura est celui à avoir acheté un téléphone portable à 80 000 F. Il évolue dans le domaine du commerce de bétail, il achète les ovins dans la commune du *Hayre* pour les revendre à Bamako :

« J'ai actuellement un téléphone portable double puces de marque chinoise mais avant cela j'avais acheté un téléphone L7 à 80 000 F l'an passé. Le téléphone a été acheté au Nigeria et la puce à Boni. J'ai jusqu'à présent mon premier numéro malgré que je n'aie pas de seconde puce. Mes appels sortants sont destinés sur Boni (quant je suis en déplacement), Bamako et l'Angola où j'ai un ami. Ce dernier m'appelle très fréquemment. Par semaine, je mets entre deux (2) à trois (3) cartes de 1 000 F dans mon téléphone. J'ai des clients (bouchers) à Bamako donc si je fais mes achats ici, je les avise que je suis en route. Si je rentre à Bamako, je les appelle, ils viennent prendre les animaux et j'attends quelques jours afin qu'ils me remettent mon argent. Le téléphone m'a beaucoup servi dans la bonne marche de mon activité. Tout ce que j'ai comme argent, provient de mon activité et c'est le téléphone qui l'a améliorée »¹⁸³.

En résumé, la téléphonie mobile n'a pas seulement amélioré ou privilégié une activité particulière dans la zone ; chaque activité a pu tirer des profits du fait de son utilisation différenciée autant pour les éleveurs, les commerçants, les réparateurs, les vendeurs de cartes, les ré-chargeurs de batteries, les négociants de bétail et même les politiques ou les échelons administratifs publics. Tout de même, elle a instruit une rivalité latente et sourde entre les différentes composantes de la société, c'est dire que quelque chose de mouvant est en activité dans la société en termes de mobilité et de changement social plus visible sur l'état des conditions de vie que sur celui des statuts sociaux.

6.3. Enjeu et restructuration dans les relations *Rimbe-Rimaybe*

Les liens unissant les *Rimbe* et les *Rimaybe* dans le *Hayre* puisent ses sources depuis la fondation des « royaumes » de Dalla et de Boni par les *Weheebe*. Comme nous l'avions souligné, les *Weheebe* sont venus dans la région, d'abord, en tant que chasseurs et puis, ils devinrent des guerriers redoutables qui se mirent à la conquête des villages d'agriculteurs.

¹⁸¹ Hamadou Yeraadio Tamboura, serma, 20/11/2009.

¹⁸² Yeraadio Tamboura, serma, 12/11/2009.

¹⁸³ Moussa Tamboura, Serma, 14/12/2009.

Des guerres qui s'avèreront assez violentes et les vaincus furent soumis au régime de l'esclavage. Les esclaves qu'ils avaient, déjà, et qui les aidèrent à soumettre les contrées agricoles ont pu acquérir des titres dans la gestion de certains villages. Les soumis ont été astreint à produire pour eux et de les servir. Les femmes des vaincus se sont vues chargées des ménages et d'autres activités domestiques de la chefferie. Les *Jallube* de leurs côtés, étaient des riches éleveurs ; ils signèrent des pactes avec les *Weheebe* pour pouvoir bénéficier de leur protection en contre partie d'une garantie monétaire ou matérielle (animaux). Les *Fulbe Jallube* avaient, aussi, des esclaves, qui ont été soit achetés soit capturés lors des transhumances.

Dans la zone donc, il a existé trois (3) types d'esclaves que sont : les *Matioube* ou *Maccube* Wuro (esclaves capturés, serviteurs des *Jallube* et des *Weheebe*), les *Koma galluje* (esclaves qui n'ont pas été capturés mais qui sont venus se faire protégés auprès des *Weheebe* en intégrant volontairement l'armée) et enfin les *Gounabara* (esclaves par ascendance et de sang). Pour A. Hampâté Bâ¹⁸⁴, les premiers étaient des gens raziés ou faits prisonniers lors des guerres. Ils étaient vendables et corvéables et quant aux deux autres, couramment appelés *Rimaybe*, ils étaient inaliénables, et leurs patrons leur devaient gîte, entretien et protection ainsi qu'à toute leur famille. Les dépendants, généralement, agriculteurs étaient astreints de s'acquitter de la tribu aux élites pour bénéficier leur protection. A ce propos De Bruijn et Van Dijk ont décrit un tel lien dans le *Hayre* par ce qui suit :

*“The agricultural population paid tribute in exchange for protection, i.e. those that were the cultivators. Some of the cultivators, however, were subjected by the elites and reduced to the status of slaves. They produced grains and other agricultural products for the political and religious elites, and the provision of the army.”*¹⁸⁵

Les esclaves produisaient pour l'approvisionnement des élites politique et religieuse ainsi que l'armée. Les personnes réduites au statut d'esclave n'avaient pas le choix puisqu'elles étaient attaquées de gré ou de force par une armée de leaders politiques bien équipée et très puissante. Les guerres et les attaques imprévues étaient organisées pour avoir le maximum de soumis (esclaves) : *“During wars and raids people were captured and made slaves.”*¹⁸⁶

L'esclavage était considéré comme une importante institution de production de surplus pour la chefferie. Avoir beaucoup d'esclaves était signe de puissance et source de richesse parce que la production n'était possible que par la force physique. A cette époque les équipements de production agricole comme la daba, la charrue et moins encore le tracteur n'existaient pas pour la mise en valeur des champs donc le seul recours pour la production était les bras valides. Pour nombre d'auteurs, la production du surplus par les esclaves les rendit relativement prospère et surtout conjuguée à l'influence de l'islam qui, suivant certaines interprétations, considère que l'esclavage est le seul moyen de convertir les non musulmans.

*“Slavery was an important institution for the production of surplus for the state (...). Within Islam ideology slavery is accepted as a form of exploitation of infidels. Slavery was even seen as a means of converting non-Muslims. The production of a surplus was only possible because 19 th century was relatively prosperous.”*¹⁸⁷

A l'arrivée, les colons négocièrent et collaborèrent avec ces leaders politiques locaux qui dominaient tout le *Hayre*. Ce qui permit aux *Weheebe* de maintenir dans la durée leur autorité

¹⁸⁴ A. Hampâté Bâ, *Amkoulel : l'enfant Peul*, op. cit., PP. 437-438

¹⁸⁵ De Bruijn et Van Dijk, op.cit., p. 54.

¹⁸⁶ Op.cit. ibid.

¹⁸⁷ Idem, p. 74.

et d'exercer leur domination sur les plus faibles. La situation perdura jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale où dans nombre de colonies, des forces du progrès locales de l'AOF s'allièrent autour de l'idéal du RDA (Rassemblement Démocratique Africain) qui tiendra son congrès constitutif à Bamako en 1946. A l'issue de cette rencontre, les leaders politiques prônèrent l'interdiction du travail forcé et par ricochet l'esclavage et l'acquisition du droit de vote pour toute la population. C'était difficile pour les élites de se débarrasser totalement de leurs serviteurs jusqu'à ce que les chefs de Boni et de Hombori demandèrent une faveur au colonisateur de garder leurs esclaves. Les esclaves jouèrent un rôle très important dans le maintien de l'identité culturelle des nobles et des élites.

“At the beginning of the 20th century slavery was not at all on its way out in the Hayre. As we have seen the subsistence of the elite depended for an important part on slave labour. Slaves were also culturally important as a marker of a noble identity of the elite. These cultural and economic dependencies on slavery make clear why the chiefs of the Hayre fervently opposed the abolition of slavery”¹⁸⁸

Les élites dépendaient et culturellement et économiquement des esclaves, ce qui explique leur opposition à l'abolition de l'esclavage. Abolir l'esclavage dans le *Hayre* signifierait affaiblir les élites sur les plans économique et culturel. Ainsi, la plupart des esclaves affranchis qui subissaient des traitements dégradants ont fui leurs maîtres pour se mettre sous la protection des *Weheebe*, dont l'administration coloniale avait accédé à leur demande de garder leurs anciens esclaves avec l'interdiction formelle de ne pas les vendre. C'est là que débute leur changement de condition et non de statut : de *Matioube* ou *maccube* (esclaves) au statut de *Rimaybe* (protégés) comme le remarque Breedveld¹⁸⁹. Hamadou Nialibouly, animateur à la radio FM Dandé Douentza, de dresser le tableau de la mobilité statutaire quelque soit le changement des qualificatifs usités :

« Actuellement, on n'appelle plus un esclave affranchi « Matioudo » mais on l'appelle « Diimajo » et c'est ce dernier nom qu'eux mêmes se réclament car « Diimajo » voudrait dire que « la personne a été anoblie » par son maître alors que « Maccudo » aurait le sens de « celui qui est toujours sous le joug de l'esclavage ». A mon avis qu'on les appelle « Rimaybe ou Maccube », je crois que ces deux termes signifieraient la même chose. Comme l'esclavage est officiellement aboli, que tu sois descendant d'anciens esclaves affranchis (Rimaybe) ou non affranchis (Matioube), de toutes les façons ton identité est celle d'un « esclave ». Malgré cette petite révolution de la part de certains Rimaybe, d'autres sont fiers d'exprimer leur identité devant n'importe qui ou n'importe où. Ceux qui acceptent d'être appelés esclaves bénéficient beaucoup d'avantages auprès de leurs anciens maîtres car si quelqu'un venait vers toi pour te dire qu'il est ton esclave et qu'il te demande de lui donner de l'argent ou une chemise, tu n'as aucune raison de refuser. Il faudrait noter que certains d'entre eux, ont beaucoup de moyens, jusqu'à ce qu'ils soutiennent les anciens maîtres mais cela n'empêche qu'ils se considèrent toujours comme des esclaves »¹⁹⁰.

Cette libération des esclaves poussèrent certains à se convertir à l'islam et à étudier le Coran – dans l'entendement populaire et suivant les discours des anciens maîtres en rapport à l'interprétation de certaines sourates - la religion musulmane n'a pas d'exigence sur certaines

¹⁸⁸ De Bruijn et Van Dijk, op.cit: 77.

¹⁸⁹ Anneke Breedveld, 1995. *Form and Meaning in Fulfulde, a Morphophonological Study of Maasinankooere*. Leiden University, Ph.D. thesis.

¹⁹⁰ Hamadou Nialibouly, Douentza, 22/12/2009.

catégories de personnes qui sont les non libres : les esclaves, les malades mentaux, les enfants, etc.

“However, they did not break the bond with their masters but instead tried to keep his protection. Protection was to be expected more from Wehebe masters, who were close to the French administration, than from Jallube who were marginal in the colonial administration. The result was that many former slaves took a Beweejo as patron. Another important effect of the liberation was that the Riimaybe turned themselves to Islam and started to study the Koran. Being Muslim narrow the gap between them and the elite. Nowadays some slave families try to augment their free status by claiming that they incorporated in to the army of Maamudu Nduuldi simply to seek protection and to fight with him in war, and that they have never been enslaved. They are called Koma galluje.”¹⁹¹

Les esclaves de maison (*Koma galluje*), pour valoriser leur statut d’hommes libres, se sont prévalus d’avoir intégré volontairement l’armée de *Maamudu Nduuldi* pour avoir sa protection en faisant la guerre à ses côtés. La libération des esclaves a été une chance pour la plupart d’entre eux de saisir des opportunités de travail (agriculture, commerce, artisanat, etc.), de fonder un foyer.

“Also from the stance of the slaves themselves this gradual liberation may have been the best solution. Because of their status they were people without family and land and children. Sudden liberation would have meant enormous subsistence problems for them. This attitude towards the abolition of slavery and emancipation of Rimaybe, which was in clear contrast to official directives from the capital and governor, may be explained by the fear of the French for the Fulbe”¹⁹².

Si ces aspects dans les rapports *Rimbe-Rimaybe* relèvent plus de l’histoire qu’un vécu, où en sommes nous avec cette relation en temps d’appropriation du téléphone portable ? En quoi cette appropriation par le *Diimajo* a-t-elle eu un effet pour qu’il change de statut ? Quelles sont les formes d’identité en construction par chaque catégorie sociale ?

Ces questionnements ont été abordés, sur le terrain, avec tous les interlocuteurs. A noter que les avis sont très contrastés, au moment où certains vantent les bienfaits de la démocratie, du multipartisme ou même de la réactivité des élus dans la défense des intérêts de la localité, d’autres par contre semblent croire ces pratiques qui relèvent des cultures et difficilement nombreuses seront les personnes à pouvoir y prendre de la distance et s’affirmer comme une personne libre.

Le sous Préfet de Douentza brosse la situation politique du cercle en termes de restructuration dans les relations *Rimbe–Rimaybe* :

« L’esclavage ou la marginalisation des esclaves n’existe pas de façon flagrante mais nous constatons qu’une catégorie de personnes chez les Peuls, appelée Rimaybe (esclaves affranchis), ont toujours cette mentalité de descendants d’esclaves et s’y soumettent aux ordres des nobles (Rimbe) culturellement. C’est un fait culturel. Ces descendants d’esclave ont des liens historiques avec les Rimbe et il est difficile qu’ils se détachent totalement de ces derniers. L’obéissance et le respect qu’ils ont envers

¹⁹¹ De Bruijn et Van Dijk, 1995: 78.

¹⁹² Idem, p. 77.

les Rimbe sont dus au fait que ces derniers ont une autonomie financière et la plupart des Rimaybe sont dépendants d'eux, c'est ce qui amène cette soumission »¹⁹³.

Pour le sous Préfet de Douentza, l'esclavage à proprement parler n'existerait plus dans le cercle mais des formes de domination ou de subordination qui seraient liées à un passé historique et à la culture propre à la localité. Il pense que le changement dans la perception de l'autre est fonction d'un passé et de l'accès aux moyens financiers. Quant à son homologue de Boni (sous Préfet), il se dit très étonné de découvrir certaines formes d'exploitation et de marginalisation qui soient formellement interdites par la loi. Une auto marginalisation, de la part des *Rimaybe* qui s'y refusent de candidater à des postes de responsabilité pour cause il serait de statut d'anciens ou descendants d'esclave. C'est un fait culturel surtout si nous savons que l'autorité traditionnelle est à la base de cette marginalisation. Une autorité qui régente encore le devenir des hommes, même si elle ne jouit pas de tous ses pouvoirs d'antan :

« Malgré que l'esclavage ait été aboli de façon officielle, il existe toujours dans la commune une domination des anciens maîtres peuls sur les anciens esclaves. Cela se fait constaté sur plusieurs plans : sur le plan politique, rares sont les Rimaybe qui acceptent de prendre des postes de responsabilité ; sur le plan social, les Rimaybe se marient difficilement avec les Peuls Jallube ou Wehebe. C'est vrai qu'aujourd'hui, il y a quelques uns qui sont arrivés à franchir ce cap mais ils sont très rares. Il faut aussi faire la différence entre les Matioube - esclaves qui sont toujours sous la domination de leurs maîtres - et les Rimaybe -esclaves affranchis qui ont l'esprit libre. Un Matioudo vit toujours sous les ordres de son maître, il ne peut pas décider sans consulter son maître, il n'a pas de champ propre à lui-même donc c'est son maître qui lui loue un champ avec des conditions très difficiles. Nous, autorités pensaient que ce phénomène n'existait plus dans ce pays mais c'est ici que je me suis rendu compte que l'esclavage existe jusqu'à nos jours »¹⁹⁴.

Est-ce à dire que l'accès aux ressources monétaires pourrait faire changer le statut du *Diimajo* en homme libre ? Cela n'est pas toutefois prouvé au regard de nos développements jusqu'ici, particulièrement celui qui a trait au fait que le portable servirait plus le *Diimajo* commerçant, vendeur de carte de recharge, officiant dans la recharge des batteries, vendant des téléphones, etc. qu'à un pasteur nomade ! C'est dire que dans un tel milieu, la mobilité de statut serait fonction de la pratique d'une activité culturellement rehaussée et de la naissance et non de la simple pratique d'une activité génératrice de revenus, que d'ailleurs tout le monde pourrait, aussi, pratiquer. Tout de même, il y a mobilité, du moment qu'en pratiquant l'activité, le *Diimajo* ne dépend plus de son ancien maître et qu'il a la jouissance de ses gains.

Si aujourd'hui, des mariages entre femmes nobles et les anciens esclaves ou d'origine sont pratiqués, celles-ci seraient l'une des formes idéales de mobilité. Car la pérennisation du statut d'esclave est fonction du « ventre », c'est elle qui préside la naissance - aujourd'hui, dans la zone, le statut d'esclave est plus transmis par la naissance que tout autre chose - on est esclave qu'à la naissance du moment où la maman est également esclave ou d'origine.

L'école est également avancée comme source de mobilité. Nombreux sont les *Rimaybe* qui ont eu la chance de faire des études, d'occuper des postes de responsabilité dans les rouages de l'administration publique ; certains sont partis en exode ou ont migré. Ceux-ci, assurément,

¹⁹³ Mamadou Diakité, Douentza, 09/12/2009.

¹⁹⁴ Mangoro Konaté, Boni, 12/12/2009.

ont la volonté de tout révolutionner et de faire comprendre à leurs parents qu'il est temps de renverser la tendance à leur faveur.¹⁹⁵

Les actions de ceux-ci ont eu des effets sur les leurs. Ainsi, une candidature d'un *Diimajo* aux dernières élections communales sur la liste du Mouvement Citoyen a été possible bien que les suffrages sont à mille lieux de la réalité.

Dans la même veine, le sous Préfet de Douentza, de donner des exemples de certains villages où des *Rimaybe* occupent la chefferie traditionnelle alors qu'ils sont majoritairement habités par des *Rimbe*.

« Je me rappelle qu'on a fait le renouvellement des conseils de village l'année passée, le cercle de Douentza compte 83 conseils de villages et fractions. Le chef de village de Burti dans la commune de Gandamia est Diimajo (descendant d'esclave) car la chefferie n'est pas l'affaire des Rimbe - qui sont toujours occupés par leurs animaux - mais on a pris trois conseillers du côté des Rimbe et deux du côté des Rimaybe. A Fombori, des Rimaybe sont représentés dans le conseil du village. A Douentza ville, les gens ne sont pas désignés dans les partis politiques selon leur origine mais selon leur compétence. J'ai même vu qu'on a inscrit des Bellah en tête de liste pour pouvoir bénéficier de leur électorat et ils ont été élus comme conseillers communaux »¹⁹⁶.

Cette occupation de la chefferie traditionnelle par des *Rimaybe* dans un village peut être expliquée, comme il le dit, par le fait que les *Rimbe* ne veulent pas abandonner leurs animaux au profit des multiples affaires administratives concernant le village. Voilà une situation assez paradoxale, par rapport à ce qui s'est passé à Boni, où les *Weheebe* ont fait recours à l'autorité traditionnelle pour influencer l'électorat (*Rimaybe*) :

« Pendant les dernières élections communales, il y a un Diimajo qui figurait sur la liste de candidature mais je vous jure qu'on a assisté à toute sorte de scènes (haine, menace, etc.). Certains Rimaybe ont été menacés pour qu'ils ne votent pas pour leurs parents, les gens n'ont jusqu'à présent pas compris que la démocratie, c'est le libre choix, c'est l'expression individuelle. Sinon comment peut-on comprendre que les Rimbe (Weheebe) aient remporté les élections alors qu'ils sont minoritaires. Donc, ils ont usé de la chefferie traditionnelle pour gagner l'électorat. Il faudrait noter que la chefferie traditionnelle est une sorte de régime dictatorial qui permet à une seule famille de détenir le pouvoir et d'en user à volonté. En fait, (...) nous assistons et observons bien les réalités du terrain. Nous constatons des choses qui sont très dangereuses pour la démocratie. Je vous avoue que 95% des Rimaybe ont voté pour les Rimbe parce qu'ils évitent d'avoir des problèmes après l'élection. Ils se disent s'ils ne votent pas pour leurs anciens maîtres, ceux-ci peuvent leur causer des problèmes »¹⁹⁷.

Le secrétaire général de la mairie de Douentza pense que la marginalité des *Rimaybe* est due au fait qu'ils ne disposent pas de terres de culture en tant qu'agriculteurs et qu'ils sont contraints à une sorte de métayage :

¹⁹⁵ Cf. Jules Naudet, « Castes, intouchabilité et réussite sociale en Inde », *La Vie des idées*, 13 mars 2009. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Castes-intouchabilite-et-reussite.html>

¹⁹⁶ Mamadou Diakité, Douentza, 09/12/2009.

¹⁹⁷ Mangoro Konaté, Boni, 12/12/2009.

« Ce qui fait la domination des Rimbe sur les Rimaybe c'est par rapport à l'accès à une superficie cultivable. Les Rimaybe sont obligés de se soumettre aux conditions que proposent leurs anciens maîtres pour qu'ils accèdent à ces terres cultivables. Sinon, un Diimajo qui a son champ n'a pas besoin de n'importe quel Ndimu car il se suffit à lui-même. Les contrats de location de ces terres varient selon les milieux. Ici, le propriétaire met le champ et les semences à la disposition de l'exploitant qui ne fournirait que la force physique pour cultiver. A la récolte, le partage est équitable entre les deux. Généralement, les propriétaires de terre ont un avantage de laisser exploiter leurs parcelles par les non propriétaires »¹⁹⁸.

Les esclaves affranchis ont été victimes du retrait de leurs terres par les élites et les Jallube pendant les mouvements esclavagistes. Donc, depuis, la majorité d'entre-eux sont obligés de louer des terres auprès des Rimbe pour avoir de quoi cultiver et se nourrir. Aujourd'hui, à Boni et ses environs, les Rimbe commencent à s'adonner à l'agriculture depuis les dernières grandes sécheresses et les crises alimentaires de la décennie 2000.

De nos jours, les Rimaybe s'adonnent à toute sorte d'activités génératrices de revenu (maraîchage, maçonnerie, commerce, mécanique, etc.). Avec ces activités, ils deviennent incontournables pour les Rimbe parce qu'il existe des activités qu'un Ndimu du Hayre n'est pas encore prêt à l'exécuter : dépecer un animal, construire ou crépir une maison en banco, etc.

A Serma, par exemple, si les deux catégories sociales vivent ensemble et partagent de nos jours de très bonnes relations dans le respect mutuel, il y a lieu de noter que le village (Debere) est habité essentiellement par les Rimaybe excepté quelques familles de Rimbe (Wehebe), l'essentiel des Rimbe (Jallube) campent aux environs. Les Rimaybe ont pour activité principale l'agriculture et les Rimbe sont des éleveurs par excellence.

Ahmadou dit Ali Jigooru Diallo, en tant que représentant du chef de Mondoro auprès des Jallube de Serma, conçoit ainsi la relation entre les Rimbe et les Rimaybe :

« Entre les Peuls (Rimbe) et les Matioube, il n'y a qu'une relation d'interdépendance c'est-à-dire si le Peul est riche (moyens financiers), il fait travailler le Diimajo en lui payant et si c'est le contraire, c'est le Matioudo qui fait travailler le Peul (uniquement pour la garderie des animaux). Ce sont les Fulbe qui gardent les bœufs et souvent les chèvres des Rimaybe. Le Pullo traite les animaux en bénéficiant le lait et le jour où le Diimajo aurait besoin de vendre son animal, il viendrait le prendre pour le vendre en donnant le prix de cola (1 000 à 10 000 F) au berger qui les gardait »¹⁹⁹.

Si, entre eux, existeraient désormais des prestations payantes, cette situation n'autorise point la célébration des relations matrimoniales qui a conséquence sur le statut des progénitures.

« Il n'existe pas de mariage entre nous puisque si un Peul se marie avec une Koordo (femme Matioudo), ses enfants seront des Rimaybe et appartiendront au Ndimu de leur Yaaya (maître de leur mère). Mais quant une Pullo se marie avec un homme Diimajo, les enfants n'auront pas de catégorie sociale puisqu'on ne peut pas les appeler Rimbe parce que leur père est Diimajo et non plus Diimajo car la maman est Ndimu donc ils peuvent même être butés à des difficultés de mariage dans notre société. Pour comprendre cela, nous comparons la femme Diimajo à une vache car si cette dernière met bat, le veau appartiendrait à son propriétaire et l'homme est comparable au taureau parce que le propriétaire ne peut jamais réclamer les veaux de

¹⁹⁸ Hamidou Sangaré, Douentza, 28/11/2009.

¹⁹⁹ Ahmadou Jigooru Diallo, Serma, 19/11/2009.

son taureau puisque c'est au propriétaire de la vache que les petits reviennent toujours. Donc c'est pour éviter d'appartenir à un autre Ndimu que les Fulbe refusent de se marier avec les horbe (femmes esclaves) sauf dans le cas où elle t'appartient ou tu es son Ndimu, tu peux l'anoblir (Rimdonude) pour la marier. Les Matioube sont comme des animaux, si tu perds tes animaux, est-ce qu'ils t'appartiennent encore ? Aujourd'hui, nous les avons perdus et c'est pour cette raison que les gouvernants ont interdit l'esclave ; tu sais pourquoi ça été interdit ? –Non. Je te dirais le pourquoi tout de suite : c'est parce que le pouvoir est actuellement dans la main des noirs (Rimaybe, Bellah, Bambara, Senoufo, etc.) et ils trouveront une solution pour se libérer davantage puisque tout président, ministre, directeur national et député que tu verras dans ce pays, tu trouverais qu'il est soit un Matioudo, soit un Bellah, soit un Bambara en tout cas un noir. Sinon si c'étaient les Peuls et les Daagaabe (Touaregs) qui gouvernaient, ils allaient toujours maintenir ce système d'esclavage en faisant travailler les esclaves, en leur attachant et en leur frappant mais hélas tout est presque fini aujourd'hui. Même les Touaregs n'ont plus de pouvoir sur leurs esclaves encore puisqu'il y a beaucoup de Bellah ici qui sont entrain de cultiver des champs pour eux-mêmes. Ils ont aussi des animaux à élever alors qu'il y a des Touaregs qui n'en ont même pas une tête. Il y a un Touareg au temps du Général Moussa Traoré du nom de Maarusel qui partait, avec ses guerriers, prendre par force les bœufs des Bellah (qui en possédaient beaucoup) et c'est ce dernier même qui conduisait les animaux jusque chez son maître pour retourner bredouille dans sa famille. Mais la démocratie a interdit tout cela »²⁰⁰.

Dans la société de référence, c'est le matrilineage qui consacre le statut de la personne. De ce fait la femme (*Diimajo*) ne pourrait mettre au monde que des enfants de même statut qu'elle. La mobilité qu'il propose si, toutefois, il arrivait à ce qu'un *Ndimu* prenne pour épouse une esclave ou une affranchie, c'est de l'anoblir avant de la marier. Une telle pratique n'existerait pas pour les hommes, même si par ailleurs, il arrivait à ce qu'un *Diimajo* épouse une femme libre, les enfants seront sans statut. Or, en la matière, du moment où il n'existerait point d'intermédiaire statutaire, la pratique serait alors orientée à dessein.

De même que notre interlocuteur est assez remonté contre les politiques publiques en matière de respect des droits humains, arguant quelles sont initiées en grande partie par des « illégitimes », des descendants d'esclaves, donc. Dans son entendement, ils (*Rimbe Jallube*) considèrent toutes les autres ethnies comme des *Baleebe* (noirs) excepté les Touaregs et les Maures ; également, ils appellent ou traitent les *Rimaybe* de *Baleebe*. La déduction est alors simple à poser :

- tous les noirs sont des *Baleebe*, donc des esclaves ;
- les *Rimaybe* sont des esclaves parce qu'ils sont des noirs ;
- tous ceux qui vivent sous leur autorité sont des *Baleebe*, or les *Rimbe Jallube* sont de ceux-ci, ils vivent en Afrique, le continent noir et non en Europe, le continent des blancs.

Assurément notre sieur ignore éperdument des différentes formations socio-économiques qui composent le Mali et leurs trajectoires singulières. Curieusement, si une explication ne prend pour référence qu'une seule réalité locale, difficilement transposable à d'autres lieux dans la même zone de référence, la comparaison ne pourrait que souffrir de pertinence. Même en alléguant le fait que des anciennes relations sont maintenues et rendues vivaces à chaque occasion de vie. Par exemple qu'à Serma, les familles *Rimaybe* servent toujours de lieu

²⁰⁰ Ahmadou Jigooru Diallo, op.cit

d'accueil aux *Jallube* après chaque saison hivernale. En passant toute la journée à Debere, « chacun se choisit une famille qui lui est compatible » :

« Une fois que les travaux champêtres prennent fin, nous passons toutes nos journées dans les chambres des différents *Rimaybe*. Nous (*Seedoobe*) évitent de boire ou de manger dans les autres - cinq (5)- familles *Rimaybe* et *Wehebe* à l'exception de celle de *Adama*. La famille de *Adama Toumbouga* est pour Nous *Seedoobe* comme un second foyer, nous y faisons tout et disons tout. Nous sommes les maîtres de la famille comme le chef (*Adama Toumbouga*) l'est aussi. Quant aux autres familles, nous ne mangeons là-bas que dans des cas très exceptionnels (circonstances inévitables) et cela à condition que nous payons à manger. Alors que chez *Adama Toumbouga*, nous n'avons pas besoin de payer pour manger ; nous n'avons pas besoin de demander la permission pour accéder aux chambres. Nous nous couchons sur leur lit principal durant toute la journée sans demander à qui que ce soit la permission comme eux aussi, ils le feront, s'ils viennent chez nous. Donc, la répartition est faite de telle sorte que Nous, *Seedoobe* (transhumants), nous ne fréquentons que la famille de *Adama* ; les *Moodibaabe* (marabouts) fréquentent la famille de *Boura Kaawou* (un *Matioudo* venu récemment à *Serma*) ; les *Fulbe Feereere* fréquentent la famille de *Yéri* et enfin les *Peuls de Koyo* fréquentent la famille de *Seewata* (une famille *Bellah* qui a complètement perdu ses racines, la langue *tamasheq* et la culture) dont les membres sont considérés comme des *Matioube* »²⁰¹.

Ici, bien que des critères sont avancés pour marquer la différence qu'il y a entre les *Rimbe* et le *Rimaybes* suivant des codes de comportements construits et socialisés, il y a lieu de remarquer que ces critères se superposent à d'autres codes de solidarité et de respect dû à l'étranger que les *Bambara* – *Malinké* nomment par *Diatigiya* et les *Wolofs* par *Teranga*. Ces codes de principe font que l'hôte est amené à se sacrifier pour rendre agréable le séjour de l'étranger. Ces principes ne peuvent prévaloir que si l'hôte et l'étranger partagent les mêmes principes réglant l'humaine condition. C'est en cela que les différents étrangers se sont partagés entre les familles hôtes fussent-elles d'anciennes familles d'esclaves.

De la même manière que le principe du *Diimaaku* (noblesse qui renvoie au respect de quelques principes tels : ne pas manger et boire n'importe où ! Ne pas dire n'importe quoi devant n'importe qui ! Ne pas rentrer n'importe où, etc.) en exigeant des *Rimbe* de bons comportements, il voudrait sous tendre que les étrangers soient bien accueillis dans les familles hôtes comme c'est le cas dans n'importe laquelle des sociétés humaines.

Aussi, si le *yaage* (honte) est la seule qualité qui permet à l'homme d'éviter le *aybee* (humiliation) dans le *Suudu Baaba* (communauté), nous faisons remarquer qu'il en est de même dans toutes les sociétés, pour éviter d'être la risée, c'est de se conformer aux normes en vigueur. La première qualité pour reconnaître un *Ndimu*, c'est à travers son *yaage*, c'est pour cela qu'on ne le verrait jamais manger ou boire au dehors - que dire des sociétés actuelles et même à Douentza des passagers à l'arrêt des bus de partance sur Gao ou Bamako où tout le monde se rue dans les gargotes ou dans les dibiteries pour sustenter leur faim ? -. En somme, ces critères relèvent plus d'un habitus, parce qu'ils sont construits dans la durée pour faire sens et différenciation.

Breedveld et De Bruijn (1996) ont fait une analyse critique du concept « *Pulaaku* » dans différentes sociétés peules (Mali et Cameroun). Si au Mali, le mot *Pulaaku* n'a qu'une seule signification, « la communauté des *Fulbe* », la littérature anthropologique et linguistique suggère qu'au Cameroun *Pulaaku* peut avoir plusieurs sens. Il peut signifier à la fois « communauté des *Fulbe* » et « bon comportement des *Fulbe* ». Ils en concluent que le

²⁰¹ Ahmadou Jigooru Diallo, op. cit. 20/11/2009.

« *comportement* » a été ajouté par les locuteurs *Fulfulde* du Cameroun. Ici, c'est de ce dernier sens donné au mot *Pulaaku* que nous faisons référence pour définir le *Diimaaku* (noblesse), et pour cette raison *Pulaaku* ne pourrait qu'avoir le sens de « *communauté des Fulbe* » au Mali et sur notre terrain de recherche (*Hayre Alu Maane*). Quant nous parlons de *Pulaaku*, il s'agit de toutes les composantes sociales de la société peule (*Jallube, Moodibaabe, Wehebe, Rimaybe, Diawambé*²⁰² et *Nyeeybé*²⁰³).

A l'encontre des thèses avancées par Ahmadou Jigooru, Souleymane Barry, le marabout de Fétésambo, n'est pas d'avis avec l'idée que la décision de libération et d'abolition de l'esclavage soit du fait des autorités, mais est consubstantielle aux différentes grandes sécheresses et des crises alimentaires qui ont touchées la zone. Pour lui, les *Fulbe* ont perdu presque toute leur richesse et n'avaient plus les moyens de se nourrir, a fortiori, prendre en charge leurs dépendants, c'est pour cela qu'ils ont décidé de leur libération.

« Les Rimbe ont cessé de faire travailler les Rimaybe parce finalement garder un esclave et toute sa famille étaient une lourde charge pour le maître. Même s'ils cultivaient pour leurs Rimbe, ces derniers n'étaient pas en mesure de leur nourrir tous. C'est pour cette raison qu'ils les ont libérés pour aussi se libérer de leurs charges. Qu'ils soient riches ou intellectuels, cela ne nous empêcherait pas de leur appeler esclaves, fils d'esclave et de corde. Malgré tout, certains jeunes Rimaybe se révoltent quant on leur appelle par ce nom contrairement à d'autres qui l'acceptent et gagnent beaucoup de choses avec les Rimbe. Par exemple si un Diimajo voit quelque chose avec toi (Ndimo), il viendra le prendre sans le quémander et te dira qu'il est ton Maccudo (esclave) donc c'est comme cela qu'ils se font des choses sans les avoir achetées. Les Rimbe sont aussi les détenteurs de leurs animaux, ils bénéficient du lait mais les animaux appartiendront toujours au Diimajo et c'est ce dernier qui a un droit de vente sur lesdits animaux. Comme je te l'ai toujours dit, il y a aussi quelques uns qui refusent de donner leurs animaux aux Rimbe pour les garder. Jusqu'à présent, nous continuons à nous moquer d'eux, en leur disant : "Quitte-là, tu n'es qu'un Matioudo, fils de Matioudo" et s'ils veulent te frapper, les gens vont intervenir et vous réconcilieront. Malgré leur richesse et leur niveau d'études, les Rimbe prouvent que statutairement, eux, ils sont plus importants que les Rimaybe »²⁰⁴.

Les *Rimaybe* qui reconnaissant, toujours, la suprématie statutaire des *Rimbe* sont ceux qui continuent de recevoir des aides ou des cadeaux de la part de leurs anciens maîtres. L'inégalité construite dans cette interstice est appelée à s'incruster pour régenter *ad vitam aeternam* les relations entre anciens maîtres/anciens esclaves et cela existe dans les mentalités. Dans ce contexte, point étonnement si les représentants de la chefferie locale abondaient dans le même sens. Ainsi, pour Boureima Dicko, chef traditionnel à Boni depuis une vingtaine d'année, nous tient la sentence suivante :

« Il n'y a plus d'esclave car les blancs ont décidé que nous sommes tous égaux alors que : maccudo laata takum fay so wana maccudo - l'esclave ne devient rien si ce n'est qu'un esclave -. »²⁰⁵.

Si tels sont les avis des *Rimbe*, qu'en pensent les *Rimaybe* ?

²⁰² Négociants, ils sont surtout spécialisés dans le commerce de bétail.

²⁰³ Artisans, griots, etc. ils relèvent du système des castes.

²⁰⁴ Souleymane Barry, Serma, 11/11/2009.

²⁰⁵ Boureima Dicko, Boni, 12/12/2009.

Yeraadio Tamboura, septuagénaire *Diimajo* de Serma pense que la vie qu'ils (habitants de Serma) mènent plaide toujours en faveur des *Rimbe*. Il part de l'effet nombre (ratio *Rimbe/Rimaybe*), qui est à la défaveur *Rimaybe* pour expliquer leurs difficultés :

« Il n'y a même pas de Rimaybe, ici. Nous sommes très minoritaires par rapport aux Rimbe. Les Peuls sont plus puissants que nous. Ils nous font ce qu'ils veulent puisqu'ici leur appartienne et ils décident de tout ce qu'ils veulent. Par exemple, quand les animaux divaguent dans nos champs et le plus souvent, nous ne leur disons rien puisque si tu amènes la personne à la justice cela peut nuire tes relations avec tous les autres Peuls. Certains d'entre eux cultivent un champ, ils récoltent la moitié du champ et font brouter le reste par leurs propres animaux. Nous, nous ne pouvons pas faire ça puisque nous n'avons pas les mêmes moyens. Si nous occupons un nouveau champ quelque part, ils peuvent s'opposer en disant que cet endroit n'a jamais été cultivé et c'est un terrain de parcours ou un pâturage. Ils nous imposent toujours à ce qu'on cultive à côté de leurs champs sinon on ne peut pas cultiver un champ loin des leurs. Même si leurs animaux rentrent dans nos champs, nous avons peur de leur demander la compensation. Ils ont aussi des moyens plus que nous puisqu'ils ont beaucoup d'animaux, ils ont le lait et peuvent payer des gens pour cultiver leurs champs. Ils sont solidaires entre-eux. Par contre, nous, nous travaillons individuellement et n'ont pas de moyen pour payer un service extérieur. Ils campent d'un village à un autre, des hôtes qui s'imposent à nous malgré nos maigres moyens et cela joue négativement sur les réserves dans les greniers »²⁰⁶.

Comme l'avait souligné le secrétaire général de la Mairie de Douentza, le problème fondamental à partir duquel les séquelles de l'esclavage sont prégnantes est l'accès et la jouissance des droits fonciers de l'exploitant et sa sécurisation par les services administratifs, juridiques et sécuritaires. Aussi, les anciens esclaves sont maintenus dans une sorte d'idéologie que difficilement, ils pourront en prendre de la distance tant qu'ils n'auront à leur disposition une sécurisation des biens et des personnes et une explication des principes coraniques. Au regard des discours référencés de l'habitant, nous serons d'avis avec le Secrétaire général de la mairie de Douentza quand il soutient que : *« La téléphonie n'a pas changé les relations entre les Rimaybe et les Rimbe mais c'est sur le plan de la communication et de l'information que tout le monde est devenu indépendant »²⁰⁷*. Pour lui, toutes les catégories sociales ont accès à la téléphonie mobile et c'est une façon pour les *Rimaybe* d'être en contact avec des parents qui sont dans les grandes villes, ce qui peut être source de changement pour eux. Amadou Coulibaly de l'espace Orange met l'accent sur la liberté d'expression des *Rimaybe* :

« Oui, oui, l'arrivée de la téléphonie a changé les relations Rimbe et Rimaybe puisque chacun a son téléphone et communique avec n'importe qui donc. Le Ndimu ne peut pas contrôler ce que dit le Diimajo et avec qui, il le dit aussi. Dire que celui-là, il est esclave et celui-là, est un noble et qu'ils ne se communiquent pas au téléphone ? Non, ils communiquent entre eux. Certes, il y a quand même des réserves puisqu'il y a des choses que le Ndimu ne doit pas dire à son Diimajo et ce dernier aussi doit se réserver de dire certaines choses quant il communique avec son « maître » »²⁰⁸.

²⁰⁶ Yeraadio Tamboura, Serma, 12/11/2009.

²⁰⁷ Hamidou Sangaré, Douentza, 28/11/2009.

²⁰⁸ Amadou Coulibaly, Douentza, 20/11/2009.

Malgré qu'il y ait une liberté d'expression avec l'avènement du téléphone portable, il semble qu'il y a des limites dans les échanges entre *Rimbe* et *Rimaybe*. Amadou Diallo de Fétésambo pense que l'arrivée de la téléphonie a été une source d'autonomie économique pour beaucoup d'entre eux (*Rimaybe*) qui se sont impliqués dans le marché de la téléphonie contrairement aux *Rimbe* qui ne sont que des consommateurs.

« Le téléphone a été une source d'opportunités pour les Rimaybe plus que les Rimbe puisqu'ils sont rentrés dans le marché de la téléphonie en nombre et ils sont entrain de réaliser des progrès économiques »²⁰⁹.

Si le téléphone portable a été une source de mobilité en vue que les anciens esclaves aient accès aux ressources, cet accès ne leur permet pas encore d'accéder à la dignité et la reconnaissance sociale en tant que personne humaine à part entière. Car, quelque soit leur réussite, leur naissance, leur origine est là pour leur montrer ou signifier qu'ils ne sont rien. En ces lieux, le progrès ne rime pas encore avec le changement mais plus avec une dilution de dose qui serait approximativement, mobilité !

²⁰⁹ Amadou Diallo, Serma, 18/11/2009.

Conclusion

Dans ce texte, les données et les analyses sous tendent qu'un dynamisme a été créé autour du marché de la téléphonie mobile dans le cercle de Douentza. Un dynamisme approprié par des populations, en majorité issues de la couche des déclassés et des cadets sociaux. Des commerçants de téléphones, d'accessoires et de cartes de recharge ont profité de l'innovation en matière des moyens de communication et plus particulièrement dans celui de la téléphonie mobile pour réaliser d'énormes profits ou engranger des gains économiques considérables qui devraient les permettre une plus grande visibilité sociale !

L'appropriation du marché de la téléphonie mobile par les *Rimaybe* de la commune rurale du *Hayre* (Boni et Serma) et même de Douentza constitue une sorte de mobilité identitaire pour cette catégorie sociale qui continue, encore, d'être marginalisée par les élites politiques (*Wehebe*). Toute chose qui jure avec les engagements internationaux, les textes de lois et les dispositions réglementaires du pays.

Pour arriver à une telle conclusion, une observation dense des relations sociales entre les *Rimbe* et les *Rimaybe*, dans la longue durée a été esquissée. Ainsi, ces relations furent décrites et analysées. Ce qui nous a permis de comparer les formes de changement social intervenues dans les relations sociales, culturelles et économiques au niveau du cercle de Douentza et particulièrement dans la commune du *Hayre*.

Si l'élevage était l'activité dominante des *Jallube*, avec les sécheresses récurrentes et son corollaire, les crises alimentaires de la décennie 2000, ils s'investissent dans une forme d'agriculture consommatrice de grands espaces. Cette nouvelle donne installe davantage les *Rimaybe* dans la précarité du moment où ils n'ont pas de titre de propriété sociale ou juridique sur la terre. Dans ces nouveaux champs, après la récolte, les tiges sont soigneusement gardées pour faire face à la saison sèche, période d'excellence de rareté des fourrages pour le bétail : un début de pacquage des animaux !

Les *Rimaybe*, qui étaient de grands agriculteurs, sont désormais confrontés aux besoins de terres des *Rimbe* et dont les conditions d'accès sont sempiternellement renouvelées - leurs champs continuent de s'agrandir de même que le nombre de têtes de bétail à entretenir - nombre d'entre-eux se convertirent dans d'autres activités en vue d'accéder aux ressources monétaires.

Avec l'arrivée de la téléphonie cellulaire, nombre d'opportunités seront ainsi offertes (vente de téléphone, d'accessoires, recharge de batteries et vente des cartes de recharge) pour y être investies par les *Rimaybe*, beaucoup plus par effet d'annonce.

Les succès économiques et la visibilité financière ainsi engrangés par les *Rimaybe* ont conduit, certes, à l'enregistrement des formes de mobilité difficilement acceptables par nombre de *Rimbe* (achats de terrains à usage d'habitation, mariages mixtes, candidatures aux postes électifs, etc.), toute chose grosse de frictions et de fréquentes oppositions internes entre les deux catégories sociales, par le rappel constant des origines et des situations statutaires.

Tout de même, à l'encontre des difficultés de mobilité statutaire, les pasteurs nomades ont su adapter l'usage de la téléphonie mobile à leur mode de vie, en maintenant et en entretenant des contacts de courtes et de longues distances (avec les bergers, les parents de l'intérieur et de l'extérieur du pays) et, en s'insérant dans des réseaux de collaboration, de coopération, d'entraide, politique, de clientèle, de lobbying, etc.

La téléphonie mobile a insufflé un changement progressif dans la mentalité à travers leur conception de la vie ; ainsi, nombre de *Rimbe* et de *Rimaybe* voudront envoyer leurs enfants à l'école, tout en regrettant de ne pas avoir été alphabétisés, ils souhaitent voyager et visiter d'autres villes et voudront construire des maisons en ville (au moins à Boni, qui est leur chef lieu de commune) où se trouvent des services déconcentrés de l'Etat et d'autres bienfaits des progrès de la technique.

Il y a aussi l'omniprésence de la tradition réévaluée pour l'occasion qui s'oppose à toutes ces aspirations. Le Peul sédentaire est vu par le *Suudu baaba* (communauté) comme un damné, un traître, un renégat donc. Quelque soit le recours bruyant de la tradition dans le quotidien, le portable s'incruste pour démêler des enjeux de pouvoir. Les exemples ne manquent pas : l'élection du chef de clan des *Jallube* au détriment de sa phratrie au poste de conseiller du chef de Mondoro (*Hoore talkuru*, Ahmadou Diallo) à Serma ; l'outil de campagne pour Hama Yeraadio Tamboura ; de recherche des animaux perdus et des pâturages ; objet de survie – un berger tombé malade en haute brousse ; etc.

Si la migration et la téléphonie mobile n'a pas été spécifiquement abordée parce qu'ayant fait l'objet de réflexion de plusieurs publications récentes et dont sur notre terrain de recherche²¹⁰. Relevons tout de même, qu'à Douentza ville et à Boni, rares sont des familles qui n'ont pas un membre en Guinée Equatoriale, pays qui serait l'eldorado pour la jeunesse du cercle. Celle-ci enverrait des milliers de francs à travers les succursales de la BIM (Western Union) et Money Gram, investis dans les nombreux projets immobiliers à travers la ville. Et la téléphonie mobile jouerait un important rôle dans les transferts de ces fonds. Aussi, être en contact avec une connaissance, un parent migrant est devenu plus facile pour les *Fulbe* qui pouvaient passer des années sans avoir de nouvelles des leurs.

Enfin, nous nous faisons sienne la réflexion de Lilti (2003) qui résume, en notre sens, l'appropriation du téléphone portable par les *Fulbe* :

« Le succès du cellulaire peut s'expliquer par la simplicité de la technique au nombre de l'usage, par le caractère oral de la communication, accessible aux analphabètes et par sa nature d'échange immédiat qui permet de donner des informations et d'en recevoir directement de son efficacité confère une certaine chaleur humaine à la relation ».

²¹⁰ Papa Sow et Rosnert Alisoutin (2010), Mirjam de Bruijn (2008), Jauréguiberry (2003)

Références bibliographiques

1. Articles

- BERIDOGO, Bréhima. Le régime des castes et leur dynamique au Mali. *Recherches Africaines* [en ligne], Numéro 00 - 2002, 22 juin 2002. Disponible sur Internet : <http://www.recherches-africaines.net/document.php?id=81>. ISSN 1817-423X.
- BOCCO, Ricardo. « *La sédentarisation des pasteurs nomades : les experts internationaux face à la question bédouine dans le Moyen-Orient arabe (1950-1970)* ». in : **Cahiers des Sciences Humaines**, 26 (1-2), 1990, 21 p.
- BOURGEOT, A. « *Identité touarègue : de l'aristocratie à la révolution* ». in : **E.R.** Oct. déc, 1990, 120 : pp. 129-162.
- BREEDVELD, Anneke J.O. et De BRUIJN, Mirjam. 1996. « *L'image des Fulbe: Analyse critique de la construction du concept de « Pulaaku »* ». in : *Cahiers d'Etudes Africaines*, vol. 36, No 144, pp. 791-821.
- CHENEAU-LOQUAY A. « *Les territoires de la téléphonie mobile en Afrique* ». in : **NETCOM**, vol.15, n°1-2. Septembre 2001.
- CISSE, Salmana. 1989. « *Pratiques de sédentarité et nomadisme au Mali : Réalité sociologique ou Slogan politique ?* ». In : *Politique Africaine*, n° 34, Paris, pp. 30-38.
- De BRUIJN, M. « *Africa connects: Mobile communication and social change in the margins of African society. The example of the Bamenda Grassfields, Cameroon* », in: Mireia Fernandez- Ardévol & Adela RosHijar (editors). *Publication Barcelona Conference Communication Technologies in Latin America and Africa: A multidisplinary perspective*. Chap. 6, pp. 186-187, 2010. http://in3.uoc.edu/web/n3/Communo-technologies_in_Latin_america_and-africa/
- De BRUIJN, M. « *The telephone has grown legs: Mobile communication and social change in the margins of Africa society* ». in : **Centre d'Etudes Africaines**, Leiden, sept. 2008, 30 p.
- De BRUIJN, M. & Van DIJK, H. 1994. « *Drought and Strategies in Fulbe Society in the Hayre (Central Mali): A historical Perspective* ». in: *Cahiers d'Etudes Africaines*, EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales). XXXIV (1-3), 133-135, pp. 85-108.
- DE BRUIJN, M. & H. VAN DIJK, H. « *Fulbe Mobility : Migration and Travel in to Mande* », in : **Mande Studies**, 1999, pp. 41-62.
- DE BRUIJN, M., VAN DIJK, R & FOEKEN, D. « *Cultures of travel : Fulbe pastoralists in central Mali and Penttecoslism in Ghana* », in: *Mobile Africa: Changing patterns of movement in Africa and beyond*, Leiden-Boston-Höln : Brill, 2001, pp. 63-88.
- DONNER, J. (2008): "Research approaches to mobile use in the developing world: A review of the literature". in: **The information society**, n°24:3, pp. 140-189.
- ERICKSON, E. « *Adolescence et crise. La quête de l'identité* ». In : André Bourgeot, *Identité touarègue : de l'aristocratie à la révolution*, Oct-déc. 1990, 120, pp. 129-162.
- GAGLIO, Gérard. - « *De la pertinence des usages remontants dans le marché de la téléphonie* ». - CERSO : Université Paris IV Dauphine, juillet 2003, 14 p.
- KEITA, Naffet. « *Vers une anthropologie des mécanismes sociologiques de construction des lieux de légitimation de la domination et de l'inégalité des sexes en Afrique de l'Ouest : les sociétés bambara, songhay et touarègue* », in : *Genre et dynamiques socioéconomiques en Afrique*. Dakar : Série sur le Genre du CODESRIA 8, 2009, pp. 45-74.
- KEITA, Naffet. « *Genre et droit au Mali. La problématique de l'accès des femmes à la décision* », in : Fatou SARR (dir.), *Luttes politiques et résistances féminines en Afrique. Néo-libéralisme et conditions de la femme*, Dakar : Panafrika / Silex / Nouvelles du Sud, 2007, pp. 151-191.
- KEÏTA, Naffet. « *Grandeur et misères des cabines téléphoniques publiques et privées au Mali* », 2010, 14 p. (à publier dans le cadre du Programme : Téléphone portable et mobilité en Afrique).

- KEITA, Naffet. La téléphonie mobile et les nouvelles formes de mobilité dans les espaces sociaux africains : l'exemple des régions Centre et Nord du Mali. Projet de recherche, Leiden/Bamenda. 2008, 14 p.
- FAY, Claude. « Car nous ne faisons qu'un : Identités, homologues et équivalences au Maasina ». in : **Cahier des Sciences Humaines**, 31 (2), 1995b, pp. 427-456.
- KIBORA, Ludovic O. « Téléphonie mobile. L'appropriation du SMS par une société de l'oralité ». In: De BRUIJN, M. & Al., *Mobile Phones: The New Talking Drums of Everyday Africa*, Bamenda & Leiden: Langa & African Studies Centre (ASC): 2009, 173P.
- LILTI, J. 2003. « Une petite histoire du téléphone à Markoye-Burkina Faso ». in : **Coopération et Développement, SCDPTT**.
- Naudet, J. « Castes, intouchabilité et réussite sociale en Inde », *La Vie des idées*, 13 mars 2009. ISSN : 2105-3030.
- PELCKMANS, Lotte. –“Phoning anthropologists: The mobile phone's (re-) shaping of anthropological research”. In: De BRUIJN, M. & Al., *Mobile Phones: The New Talking Drums of Everyday Africa*, Bamenda & Leiden: Langa & African Studies Centre (ASC), 2009, 173 p.
- SCHMITZ, Jean. 1986. « L'état géomètre : Les leydi des Peuls du Fuuta Tooro (Sénégal) et du Maasina (Mali) ». in : **Cahiers d'Etudes Africaines**, XXVI (101), pp. 349-394.
- SOW, Papa & ALISOUTIN, Rosnert L. « TIC et Co développement entre la Catalogne et le Sénégal ». in : Mireia Fernandez- Ardévol & Adela RosHijar (editors). *Publication Barcelona Conference Communication Technologies in Latin America and Africa: A multidisciplinary perspective*. Chap. 12, pp. 319-334, février 2010.

2. Ouvrages

- AMSELLE, J.L. *Logiques métisses : Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*. Paris : Payot, 1990, 275 p.
- BÂ, Amadou Hampâté. *Amkoulel: l'enfant Peul*. Paris: j'ai lu (2e édition), 2007, 445P.
- BENOIT, Michel. *Le Séno Mango ne doit pas mourir : pastoralisme, vie sauvage et protection*. Paris : Edition de l'office de la recherche scientifique et technique Outre-mer. 1984, 143 p.
- BOUDON, Raymond. *L'inégalité des chances*. Paris : Librairie Hachette, Pluriel, 1979 (1^{re} édition, 1973).
- BOURDIEU, P. *La domination masculine*. Paris : Seuil (coll. Liber), 1998, 134 p.
- De BRUIJN, M. & Al., *Mobile Phones: The New Talking Drums of Everyday Africa*, Bamenda & Leiden: Langa & African Studies Centre (ASC), 2009, 173 p.
- DIBAKANA MOUANANDA, J. A. *Figures contemporaines du Changement social en Afrique*. Paris: Harmattan, 2008, 168 p.
- DIOP, Momar Coumba (dir.). *Le Sénégal à l'heure de l'information, technologie et Sociétés*. Paris : Karthala – UNSRID, Genève, 2002, 388 p.
- GODELIER, M. *Production des grands hommes : pouvoir et domination masculine des hommes sur les femmes chez les Baruya en nouvelle Guinée*. Paris : l'Harmattan, 1982 (1^{re} éd.), 387 p.
- GOGGIN, Gerard. *Cell phone culture, mobile technology in every life*, London : Routledge, 2006;
- JAURÉGUIBERRY, Francis. *Les branchés du portable*. Paris : PUF (« Collection sociologie d'aujourd'hui »), 2003, 196 p.
- HORST, H. & MILLER, D. *The cell phone: An Anthropology of communication*. Oxford, New York : Breg Ed., 2006.

- JUUL, Kristine. *Migration et innovations technologiques chez les peuls du Sénégal suite aux sécheresses : le triomphe de la chambre à air*. Dossier N° 64, Programme Zones Arides. Octobre 1996, 29 p.
- KATZ, James E. *Magic in the air: Mobile communication and the transformation of social life*. New Brunswick, NJ and London : Transaction Publishers, 2006.
- OLIVIER DE SARDAN, J.-P. *Anthropologie et Développement : Essai en Socio-Anthropologie du changement social*. Paris : Karthala, 1995, 228P.
- SOROKIN, Pitrim. *Social Mobility*. New York, Harper and Brothers, 1927.

3. Mémoires et thèses

- BREEDVELD, Anneke J.O. - Form and Meaning in Fulfulde, a Morphological Study of Maasinankooore. - Leiden University, PhD thesis, 1995.
- De BRUIJN, M. And Van DIJK, H. 1995. *Arid Ways: Cultural Understandings of Insecurity in Fulbe Society, Central Mali*. Amsterdam: Thela Publishers. 547 p.
- DULAU, Caroline. – Systèmes de communications, acteurs et réseaux du grand commerce à Kayes au Mali. – Université de Pau et des Pays de l'Adour : DER : Géographie. 2000-2001. Mémoire de Maîtrise, 134 p.
- KHAZANOV, M., 1984. *Nomads and the outside world*. Cambridge, Cambridge University Press.
- LAINE, Audrey. - Réseaux de communication et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest: premiers éléments sur l'accès et les usages des NTIC dans le domaine commercial en Guinée et au Sénégal. - DEA d'études africaines : Université de Bordeaux IV : Institut d'Etudes politiques, Centre d'études pour l'Afrique noire. 1999.
- MARIKO, M. - L'impact de l'avènement du téléphone mobile sur les comportements sociaux : cas de la commune IV (Hamdallaye et FLASH). - Mémoire de Maîtrise: Sociologie : Université de Bamako : FLASH : DER des Sciences Sociales : 2002-2003.
- TAWATY, Maïmouna. - La communication Comparée entre Sotelma Malitel et Orange Mali. - HETEC, Rapport de stage. 2007, P.11 (Rapport de stage).

4. Rapports

- Comité de Régulation des Télécommunications, **Rapport Annuel**, 2008.
- Fonds Italie CILSS de Lutte Contre la Désertification pour la Réduction de la Pauvreté dans le Sahel. « *Diagnostic opérationnel du village de Serma* ». NEF (Near East Foundation), Décembre 2005. 15 p.
- KEITA, Naffet. *Mythes et réalités de l'esclavage au Mali : cas de Bamako, Kayes, Mopti, Gao et Tombouctou*, Rapport de consultation pour le compte de Temedt et Anti Slavery International, Bamako, 2009, 177 p.
- Near East Foundation (NEF). « *Diagnostic opérationnel du village de Dalla, Zarèse de Douentza* ». Douentza : Décembre 2005, 20 p.
- Plan de Développement Economique Social et Culturel de la commune rurale du Haïré, cercle de Douentza. 2004-2009.
- Plan de Développement Economique Social et Culturel de la commune urbaine de Douentza, cercle de Douentza. 2004-2009.
- TOGOLA, Salif. « Mythes et réalités de l'esclavage dans la région de Mopti », in : *Mythes et réalités de l'esclavage au Mali : cas de Bamako, Kayes, Mopti, Gao et Tombouctou*, Naffet Keita (dir.), Rapport de consultation, 2009, pp. 75-93.

5. Webographie

- Cahiers d'Etudes Africaines: www.persee.fr/web/revues/home/prescript/revue/cea

- Publications de la conférence de Barcelone: [http://in3.uoc.edu/web/n3/Communo-technologies in -Latin America and-africa/](http://in3.uoc.edu/web/n3/Communo-technologies%20in%20-Latin%20America%20and-africa/)
 - Recherches africaines : <http://www.recherches-africaines.net/document.php?id=81>
 - site African'ti : [http// www. Regards.cnrs.fr/africanti](http://www.Regards.cnrs.fr/africanti)
- "Téléphonie mobile." Microsoft® Encarta® 2009 [DVD]. Microsoft Corporation, 2008 : [http://www. Microsoft® Encarta® 2009.](http://www.Microsoft.com/encarta/2009)
- Vie des Idées : <http://www.laviedesidees.fr/Castes-intouchabilite-et-reussite.html>

Annexes

Annexe 1 :

Questions et guide d'entretien adressé aux Rimaybé et Rimbé

I. Identification

Nom,
Prénom,
Age,
Profession,
Statut social

II. Appropriation de téléphone mobile

- Avez-vous un téléphone portable ? Si oui, depuis quand ?
- La marque de votre téléphone et les marques déjà possédées
- Quelles sont les compagnies de téléphone que vous connaissez ? Possédez-vous quelle carte SIM ?
- Quels sont les usages que vous faites avec votre téléphone (lancer un appel, décrocher et raccrocher, écrire un message, jouer de la musique et des vidéos, prendre des photos, quoi d'autres) ?
- Qui appelez-vous souvent ? Qui vous appellent ? Pourquoi les appelez-vous ?
- Combien de fois rechargez-vous votre téléphone : par jour/semaine /mois ?
- Quels sont vos techniques de recharge (Zérin, carte de recharge et autres) ?
- Travaillez-vous ? Dans quel domaine d'activités ? (ressources disponibles) ?
- Quelles sont les sortes de cartes (1000, 2000, 25000, 5000 et autres) que vous achetez le plus ?
- A quel moment ou occasion recourez-vous aux cartes de 5000 et plus ?
- Êtes-vous satisfait de la qualité du réseau que vous disposez ?
- Quelles sont les personnes que vous contactez souvent ? Pouvez-vous nous faire part des raisons ?
- Qui vous appelle souvent ? Pouvez-vous nous faire part de ce pourquoi on vous appelle ? Ce sont-ils des appels locaux (des gens de Boni, Douentza, Serma, etc.) ou en dehors de la région ?

III. Mobilité, marginalité et téléphonie mobile

- Depuis quand le téléphone portable est arrivé chez vous ?
- A quel moment avez-vous eu votre propre téléphone portable ?
- Peut-on savoir comment vous avez fait pour en posséder un ?
- D'autres membres de votre famille en possèdent-ils ?
- Qui de votre entourage immédiat a été le premier à en posséder ? Quel était son numéro de contact ?
- Acceptait-il à ce que vous l'utilisiez ? Si oui comment ?
- Ce téléphone servait-il à tout l'entourage immédiat en termes réception des appels ?

- Arrivait-il souvent à ce que le propriétaire de ce portable se déplaçait ? Dans ce cas, comment communiquiez-vous ? Quelles étaient les techniques de communication auxquelles vous recouriez pour pallier à cette absence ?
- Quelle est votre perception du portable ?
- En quoi il a changé les habitants de la brousse ?
- Le portable a-t-il une utilité pour votre genre de vie ? En quoi il a influencé vos habitudes ?
- Pouvez-vous nous parler des moyens de communication utilisés par les bergers avant l'arrivée du portable ? Son arrivée a-t-il changé quelque chose ? Pouvez-vous nous parler des changements introduits ?
- Quels étaient vos moyens de communication avant l'arrivée du téléphone portable ?
- Pensez-vous que l'arrivée de la téléphonie a changé les modes de communication chez les nomades ?
- Le téléphone a-t-il eu des effets sur les modes de communication sociale ?
- Dans la société Peul, quel rôle était dévolu aux Rimaybé en termes de communications sociales ?
- Le téléphone portable ne concurrence-t-il pas ceux-ci ?
- Est-ce à dire que l'arrivée du portable a changé la nature des relations entre *Rimbé* et *Rimaybé* ?
- Comment l'information passait du hameau au campement (faire une comparaison avec le passé) ?
- Avant la téléphonie, quel était le devoir d'un *NDimo* envers son *Matioudo* et vice versa ?
- Est-ce que l'arrivée de la téléphonie a changé vos relations avec les connaissances ?
- Pensez-vous que son arrivée a permis de lutter contre l'inégalité entre les individus (catégories sociales) ?
- Pensez-vous que l'arrivée de la téléphonie a-t-elle diminué les déplacements des individus ?
- La téléphonie mobile vous a-t-elle ouvert d'autres horizons ?
- Si oui, lesquels ?
- La découverte de ces horizons a-t-elle changé votre mode de vie quotidienne ?
- Quelle différence existe-t-il entre la communication radiophonique, téléphone fixe et téléphone portable ?
- En termes de choix, laquelle des formes choisiriez-vous ? (justifier le choix)
- A votre connaissance, ce sont-ils les Rimbé, Rimaybé ou autres qui s'exercent dans le domaine de la téléphonie mobile (vente de téléphones, d'accessoires, de cartes recharge, réparation...) ?
- En quoi l'exercice de cette activité a amélioré leurs conditions de vie ?
- Le téléphone portable est-il désormais nécessaire dans l'activité du berger ?
- Est-ce qu'elle a permis aux individus de statut inférieur (Rimaybé) d'être autonomes, indépendants ? Pouvez-vous nous spécifier les degrés d'autonomie et d'indépendance ?
- Comment rechargez-vous la batterie de votre téléphone ?
- A combien coûte la recharge d'une batterie ?
- Des bergers ont-ils abandonné la tradition pour se consacrer au marché du téléphone portable (vente de cartes de recharge, de puces, d'accessoires et charges des batteries) ?
- Utilisez-vous la téléphonie mobile pour rentrer en contact avec les migrants et les connaissances ?
- Comment le faisiez-vous avant l'arrivée du téléphone portable ?
- Comment l'information est véhiculée du hameau au campement, de la ville vers les campements ?
- Quelle est l'impact de la téléphonie sur l'éducation familiale ?
- Les femmes ont-elles des téléphones portables ? Si oui, qui leur achètent ces téléphones ? N'ont-elles pas eu des problèmes avec leurs époux ?

- Les jeunes en ont-ils accès ? Si oui, pour quelle fin, ils utilisent la téléphonie ?
- La téléphonie mobile a-t-elle augmenté ou diminuer le déplacement des bras valides ?
- Quelle relation trouvez-vous entre la téléphonie mobile et le nomadisme ?
- Les nomades se sont-ils sédentarisés avec l'arrivée de la téléphonie ? Les Rimaybé, éleveurs des animaux des Rimbé, ont-ils abandonné les animaux au profit de la téléphonie ?
- En quoi la téléphonie a changé l'organisation traditionnelle ?

Annexe 2 :

Guide d'entretien adressé aux agences de téléphonie de Douentza

Identification

Nom,

Prénom,

Age

Mobilité et téléphonie

- Depuis quand cette agence existe dans la commune ?
- Quel est le nombre de personnel travaillant au niveau de l'agence ?
- Êtes-vous satisfait du marché de la téléphonie dans la localité ?
- Qui sont vos clients (catégorie sociale, ethnie, profession) ?
- Est-ce que l'arrivée de la téléphonie a changé le mode de vie des Douentzakobè ?
- Pensez-vous que la téléphonie a modifié les relations rimbé-rimaybé ?
- La téléphonie a-t-elle contribué à la lutte contre le chômage, la dépendance ?
- Connaissez-vous des exemples de réussite ?
- Quels sont les autres services que vous rendez à la population, excepté la communication téléphonique ?
- Quelles sont les bienfaits apportés par le téléphone portable en termes de développement local ?

Annexe 3 :

Récit de vie et histoire de familles de Rimbé et de Rimaybé

- Prénom et nom
- Age
- Situation matrimoniale
- Nombre d'enfants
- Région d'origine
- Ethnie
- Lieu de résidence
- Activité menée
- Statut actuel
- Statut passé

Trajectoires et péripéties

- Description de l'expérience personnelle de l'usage du téléphone portable
- Domaine d'activité (des utilisateurs) et utilisation du téléphone portable
- La vie dans la localité sans le RAC, la route (Sévaré-Gao), le téléphone fixe et le téléphone portable
- Et avec...
- La question des mandats postaux, de Western Union, Money Gram, etc.
- La présence du téléphone portable dans la vie de tous les jours
- Les nouvelles formes d'usage
- L'intimité dans la communication
- La place de la rumeur et du mensonge dans la cité avec le téléphone portable
- Les formes d'usage répréhensifs et autres
- Parcours historique de la vie sans et avec le téléphone portable
- Expériences vécues (mauvaises et bonnes) en faisant référence à la téléphonie mobile
- Sources de légitimation, de domination et accès au téléphone portable
- Conséquences de l'état servile sur l'accès au téléphone portable
- Comparaison entre état servile et statut d'affranchi dans l'accès à la téléphonie mobile
- Suggestions et recommandations

Annexe 4 :

Guide d'entretien adressé aux pasteurs nomades

- Date
- Site

Identification

- Prénom et nom
- Activité
- Age
- Situation matrimoniale
- Nombre d'enfants
- Résidence ou différents sites de résidence
- Région d'origine

Les thèmes de recherche

- Différentes acceptions du berger
- Aperçu historique du nomadisme (la vie de pasteur) et sa réalité dans la zone
- Pratiques et conditions de vie du berger (pour les hommes, pour les femmes)
- Les activités des pasteurs (bergers) et les différents registres ou domaines d'activité
- Elevage et évolution des structures foncières, mode d'accès et d'exploitation de la terre
- Nature des rapports entre les propriétaires de bétail et le berger (argumentez), rapports statutaires et les différentes formes de domination
- Les formes de légitimité/de changement dans les rapports bergers et propriétaires du bétail (Rimbé et Rimaybé)
- Recueillir traditions orales et discours sur les pratiques et les conditions de vie des bergers (représentations, stigmatisations, dictons, chansons, etc.)
- Séquelles, survivances et nouvelles formes de gardiennage du bétail
- Niveaux de représentativité des descendants de bergers dans l'administration locale, dans le secteur associatif
- Suggestions et recommandations pour corriger les discriminations actuelles et futures auxquelles font l'objet les bergers
- Description de l'expérience personnelle de l'usage du téléphone portable
- Domaine d'activité (des utilisateurs) et utilisation du téléphone portable
- La vie dans la localité sans le RAC, la route (Sévaré-Gao : transport en commun, les chinoiseries, à dos d'âne ou de cheval, etc.), le téléphone fixe et le téléphone portable
- Et avec...
- La question des mandats postaux, de Western Union, Money Gram, etc.
- La présence du téléphone portable dans la vie de tous les jours
- Les nouvelles formes d'usage
- L'intimité dans la communication
- La place de la rumeur et du mensonge dans la cité avec le téléphone portable
- Les formes d'usage répréhensifs et autres
- Parcours historique de la vie sans et avec le téléphone portable
- Expériences vécues (mauvaises et bonnes) en faisant référence à la téléphonie mobile
- Sources de légitimation, de domination et accès au téléphone portable
- Conséquences de l'état servile sur l'accès au téléphone portable
- Comparaison entre état servile et statut d'affranchi dans l'accès à la téléphonie mobile

- Suggestions et recommandations

Annexe 5 :

Liste des Personnes interviewées à Douentza, Boni et Serma

Nom et Prénom	Localité	Statut ou Catégorie Sociale	Profession	Focus Groupe	Nbre d'interviews	Temps mis pour l'interview(s)	Propriétaire de téléphone
Adama Tamboura	Boni	Diimaadio	Agricult. et com. bétail	Non	1	41 :19	Oui
Ahmadou Jigooru Diallo	Serma	NDimo Pasteur	Eleveur, conseiller chef de Mondoro	Non	6	18 :42, 2h54, 13 :02, 29 :53, 09 :21 et 2h21	Oui
Hama, Hamadou Boura et Amadou Diallo et Moussa Guindo	Serma	3 Rimbé et 1 Kumbeedio	3 Eleveurs et 1 Agriculteur	Oui	1	53 :34	Oui
Amadou B Hamadoun Diallo	Serma	NDimo Pasteur	Réparateur Radio et Tel.	Non	1	47 :04	Oui
Amadou Oumar Dicko	Serma	NDimo Beweedio, élite	Aide soignant	Non	1	01h 3mn	Non
Karim dit Bébé Saalifou Maïga	Serma	Kurminké	Commerçant	Non	1	16 :24	Oui
Hama Idaara Cissé	Serma	Bellah (Tamasheq noire)	Agriculteur	Non	1	18 :00	Oui
Boukari Sambo Diallo	Serma	NDimo Pasteur	Eleveur	Non	2	19 :57, 01 :37	Non
Amadou Coulibaly et Ouattara	Douentza	Bambara et Sénoufo	Agents Espace Orange	Oui	1	01h 01 mn	Oui
Hama Cissé	Serma	Bellah (Tamasheq noire)	Agriculteur	Non	1	16 :49	Oui
Hama	Serma	Diimaadio	Com.	Non	1	19 :02	Oui

Kendé Tamboura			cartes et rech. Bat.				
Hama Tamboura	Douentza	Diimaadio	Com. tel. acces. sons ...	Non	1	27 :54	Oui
Hama Yeraadio Tamboura	Serma	Diimaadio	Agriculteur	Non	1	36 :44	Non
Hamidou Alou Diallo	Serma	NDimo Pasteur	Eleveur	Non	1	54 :66	Oui
Abdourahmane Nantoumé	Douentza	Dogon	Réparateur et vendeur tel m	Non	1	48 :21	Oui
Niobo Hamel Diallo	Serma	NDimo Pasteur	Eleveur	Non	1	51 :28	Non
Abdourahmane Ouédraogo	Douentza	Mossi	Com. (cartes recharge)	Non	1	26 :29	Oui
Samuel Dao	Douentza	Bobo	Com. (cartes recharge)	Non	1	47 :29	Oui
Souleymane Barry et Michaïlou Bolly	Serma	Rimbé (Moodiba abé)	Marabout age	Oui	1	42 :45	Oui
Yeraadio Tamboura	Serma	Diimaadio	Agriculteur	Non	3	1h 10mn, 1h 18mn et 29 :29	Non
Abdoulaye Alou Diallo	Serma	NDimo Pasteur	Eleveur	Non	1	15 :17	Non
Aljuma Mahmoud Diallo	Serma	NDimo Pasteur	Elev. et Com. Bétail	Non	1	36:11	Non
Amadou Goro	Douentza	Dogon	Com. (cartes recharge)	Non	1	30:24	Oui
Bouréïma Dicko	Boni	NDimo Beweedio, élite	Amirou, chef de village	Non	1	24:12	Non
Boura Tamboura	Boni	Diimaadio	Com. tel. acces. sons ...	Non	1	19:22	Oui
Fatoumata dite Mata Tamboura	Boni	Diimaadio	Ménagère	Non	1	1h 22mn	Oui
Hamadoun Nialibouly	Douentza	NDimo Sédentair	Animateur Radio D.	Non	1	55 :03	Oui

Diallo		e	D.				
Hamidou Tamboura	Boni	Diimaadio	Com. tel. acces. sons ...	Non	1	11 :25	Oui
Ibrahim dit Yéro Diallo	Serma	NDimo Pasteur	Eleveur	Non	1	15 :46	Non
Hamadoun Amadou Dicko	Boni	NDimo Beweedio, élite	Maire Com. du Haïré	Non	1	06 :12	Oui
Moussa Tamboura	Boni	Diimaadio	Com. tel. acces. sons ...	Non	1	11 :58	Oui
Ousmane Bah dit Oussa	Serma	Nieyno, caste inferieure (griot)	Commerçant diverses mchd.	Non	1	27 :01	Oui
Hamidou Sangaré	Douentza	NDimo Sédentaire	SEGAL Mairie	Non	1	42:35	Oui
Mangoro Konaté	Boni	Minianka	Sous Préfet	Non	1	50:53	Oui
Mamadou Diakité	Douentza	Pullo Wasulu	Sous Préfet	Non	1	1h 11mn	Oui